



## Mémoire de Master 2

Mention « Sciences Politique »

Parcours : Politique et Développement en Afrique et dans  
les Pays du Sud  
2008 – 2009

# **« La crise de la masculinité » en Afrique du sud : Discours public et panique morale autour des hommes dans la nouvelle démocratie.**

**Joël Charbit**

Sous la direction d'Elisabeth Hofmann  
Professeur à l'Université Bordeaux III  
Coordinatrice du réseau 'Genre en Action'

## *Sommaire*

<b>SOMMAIRE.....</b>	<b>2</b>
<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>5</b>
<b>RESUME – MOTS CLES.....</b>	<b>6</b>
<b>TABLE DES ABREVIATIONS : .....</b>	<b>8</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>9</b>
1.1. <i>Le paradoxe sud-africain des relations de genre.....</i>	<i>10</i>
1.2. <i>Violences et violences de genre dans la nouvelle Afrique du Sud.....</i>	<i>12</i>
1.3. <i>La crise de la masculinité, description et structure d'un discours.....</i>	<i>13</i>
1.4. <i>Cadre théorique : les apports des 'men's studies' .....</i>	<i>17</i>
1.5. <i>Exposé de la démarche.....</i>	<i>23</i>
<b>1<sup>ERE</sup> PARTIE : DES MASCULINITES EN CRISE, OU L'IDENTIFICATION D'UN PROBLEME SOCIAL ET LA CONSTRUCTION D'ESPACES DE CONTESTATION DANS LA DERNIERE PERIODE DE L'APARTHEID ET AU COURS DE LA TRANSITION DEMOCRATIQUE. ....</b>	<b>27</b>
1. DES MASCULINITES EN CRISE ? DISCOURS ACADEMIQUE, DISCOURS PUBLIC ET DISCOURS POLITIQUE .....	28
1.1. <i>L'apparition des hommes dans la littérature internationale sur le développement : de l'approche WID à l'approche GAD.....</i>	<i>29</i>
1.2. <i>Les origines nationales.....</i>	<i>31</i>
1.3. <i>Un discours médiatique.....</i>	<i>32</i>
1.4. <i>Praticiens et militants aux prises avec la « crise de la masculinité ».</i>	<i>34</i>
1.5. <i>« Crise de la masculinité », un discours politique. ....</i>	<i>37</i>
2. UNE POLITISATION CROISSANTE DES VIOLENCES MASCULINES : CONFLITS DE LIBERATION, VIOLENCES DE DROIT COMMUN ET VIOLENCES POLITIQUES. ....	39
2.1. <i>Le processus de mise en discours des violences sexuelles.....</i>	<i>40</i>
2.2. <i>L'influence des mouvements de femmes dans la mise en visibilité des violences sexuelles dans le mouvement de libération .....</i>	<i>42</i>
2.3. <i>Mouvements de femmes et nationalisme : des relations ambiguës.....</i>	<i>45</i>

2.4. <i>Le mouvement de libération nationale : le creuset de la « struggle masculinity »</i> .....	47
3.    LA TRANSITION DEMOCRATIQUE ET L’AFFIRMATION DE L’OBJECTIF D’EGALITE DE GENRE, TRANSFORMATIONS POLITIQUES ET INSTITUTIONNELLES AU LENDEMAIN DE LA CHUTE DU REGIME D’APARTHEID. ....	51
3.1. <i>La place des mouvements de femmes, et notamment de la WNC, dans les négociations constitutionnelles</i> .....	52
3.2. <i>La renégociation des relations de genre : La « sexualité constitutionnelle » [L. Walker]</i> .....	55
3.3. <i>Un nouveau normatif : législation promouvant l’égalité de genre et criminalisation des violences de genre.</i> .....	57
3.4. <i>Rendre compte du « surgissement » des masculinités violentes : la rupture entre crime politique et crime de droit commun dans le processus de réconciliation</i> .....	59
<b>2<sup>EME</sup> PARTIE : LES MASCULINITES EN CRISE DANS LE CONTEXTE DEMOCRATIQUE : PANIQUE MORALE, VIOLENCES SEXUELLES ET EPIDEMIE DE SIDA.</b> .....	<b>62</b>
1.    TOPOGRAPHIE DE LA « CRISE DE LA MASCULINITE » EN AFRIQUE DU SUD : ENTRE IDENTITE ET ECONOMIE POLITIQUE DE LA SEXUALITE OU LA TENSION EXISTANT ENTRE UNE ATTENTION PORTEE AUX CONDITIONS SOCIALES, ECONOMIQUES ET CULTURELLES A UNE PANIQUE MORALE AU SUJET DES HOMMES PRIS COMME UNE CATEGORIE HOMOGENE.....	63
1.1.    « <i>Crise de la Masculinité</i> » et économie politique de la sexualité .....	63
1.2. <i>Déstabilisation des rôles ‘traditionnels’ masculins et féminins : Sphère domestique et sphère professionnelle</i> .....	65
1.3. <i>Des hommes en détresse identitaire ?</i> .....	67
1.4. <i>La masculinité comme projet de pouvoir</i> .....	68
1.5. <i>De l’analyse de la déstabilisation des masculinités à la panique morale : le scandale des « baby rape »</i> .....	71
2.    LE VIH/SIDA ET SES METAPHORES : INTERSECTIONS ENTRE RACE, CLASSE ET GENRE DANS LES ARENES OUVERTES PAR L’EPIDEMIE. ....	76
2.1. <i>L’inclusion de la masculinité dans la problématique du Sida</i> .....	77

2.2.	<i>Les campagnes de prévention à l'épreuve de la masculinité</i> .....	79
2.3.	<i>Variantes sud-africaines</i> .....	81
2.4.	<i>Une série de critiques : réformer la masculinité ?</i> .....	82
3.	LE MYTHE DE L'INCOMMENSURABILITE : TRADITION ET MODERNITE COMME CLE D'INTERPRETATION DU DISCOURS DE LA « CRISE DE LA MASCULINITE » EN AFRIQUE DU SUD.....	84
3.1.	<i>Circonscrire la tradition</i> .....	85
3.2.	<i>La nécessité d'une histoire de la gestion politique des épidémies</i> .....	88
3.3.	<i>Le mythe de l'incommensurabilité</i> .....	90
3.4.	<i>Circoncision et multi-partenariat : une tradition instable</i> .....	92
3.5.	<i>Crise de la masculinité et stratégies politiques : Les test de virginité et la performance masculine de J. Zuma : exemples postapartheid de la tradition masculine comme ressource politique</i> .....	94
	<b>CONCLUSION</b> .....	<b>99</b>
	<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>106</b>

## ***Remerciements***

En préambule à ce mémoire, je souhaiterais remercier les personnes m'ayant apporté leur aide, leurs pistes et idées, corrections et autres éléments m'ayant permis de réaliser ce travail. Je souhaiterais remercier plus particulièrement E. Hofmann pour ses conseils constructifs et encouragements sans lesquels il n'aurait pu voir le jour.

Tous mes remerciements vont également à F. Le Marcis pour les perspectives théoriques qu'il m'a apporté sur les *men's studies*. Je remercie également l'organisation ARASA (Aids and Rights Alliance for Southern Africa) qui, lors de mon séjour à Johannesburg et à Lubumbashi, m'ont amené à voir, rencontrer, porter attention à l'importance des problématiques de genre dans la compréhension de l'épidémie de Sida.

Enfin, ce travail n'aurait sans doute pu exister sans les réflexions sur la violence et la sexualité issue des travaux du GENEPI (Groupement Etudiant National d'Enseignement aux Personnes Incarcérées) qui ont constitué pour moi une source indirecte mais continue de questionnement et de volonté de creuser ces problèmes.

## *Résumé – mots clés*

Ce travail explore la thématique de la « crise de la masculinité » en Afrique du Sud. Si aujourd'hui, les masculinités sont étudiées d'après la perspective ouverte par le renouvellement théorique des *men's studies*, si leur hétérogénéité, leurs transformations historiques ainsi que leur hiérarchisation sont reconnues et affirmées, ce mémoire a pour projet de rendre compte de la diffusion et de l'ampleur du discours public de la « crise de la masculinité » en Afrique du Sud en le prenant comme un objet d'étude en soi. A partir d'une démarche historique ce mémoire constitue une tentative d'explorer la construction des masculinités comme objet de discours dans la nouvelle Afrique du Sud. L'étude de période ayant généré la transition démocratique fournit une clé d'entrée dans ce problème, et l'on explorera la manière dont les relations stratégiques et politiques entre acteurs, les confluences locales et internationales contribuent à la circulation d'un discours de la « crise de la masculinité » qu'il ne s'agit ni de nier, ni de critiquer. Bien plutôt, le but est de rechercher de quelle manière et pour quelles raisons il cristallise aujourd'hui la double affliction des violences (notamment sexuelles) et de l'épidémie de Sida. A cette fin, des sources médiatiques, politiques, historiques, scientifiques seront mobilisées, et l'on portera une attention particulière à la prise en compte des interactions entre national et international dans la « crise de la masculinité ». Ce mémoire vise donc en premier lieu à compléter la littérature existante sur cette question en mettant en avant, et en tentant de montrer son importance théorique et politique, l'explosion discursive autour des masculinités.

Mots clés : Afrique du sud ; masculinités ; crise de la masculinité ; violences sexuelles ; VIH/Sida ; discours public ; men's studies

## ***Table des abréviations :***

**ANC** : African National Congress

**ANCYL**: African National Congress Youth League

**ANCWL**: African National Congress Women's League

**CIPD** : Conférence Internationale sur la Population et le Développement

**CONTRALESA**: Congress of Traditional Leaders of South Africa

**GAD**: Gender and Development

**GETNET**: Gender Education and Training Network

**GLOW**: Gay and Lesbian Organisation of the Witswatersrand

**IFP**: Inkatha Freedom Party

**ISS**: Institute for Security Studies

**MAP**: Men as Partners

**MRM**: Moral Regeneration Movement

**MST** : Maladies Sexuellement Transmissibles

**UNAIDS**: United Nations Joint Programme on HIV/Aids

**VIH** : Virus de l'immunodéficience Humaine

**SAPS** : South African Police Service

**Sida** : Syndrome d'Immunodéficience Acquise

**TAC** : Treatment Action Campaign

**TRC** : Truth and Reconciliation Commission

**WID**: Women in Development

**WNC** : Women's National Coalition



## *Introduction*

L'ouvrage de D. Fassin, Affliction : l'Afrique du Sud de l'Apartheid au Sida<sup>1</sup>, illustre jusque dans son titre l'impact politique et social que l'épidémie de Sida peut avoir dans la structuration de la société et de l'état dans la nouvelle Afrique du Sud. Un certain nombre de points ont été largement médiatisés et politisés à ce sujet. Les développements publics de l'ancien président T. Mbeki associant de manière caricaturale l'approche biomédicale du Sida à une vision raciale et raciste du monde ont par exemple fait l'objet d'un scandale durable et international. Il a également été noté par de nombreux observateurs que la fondation du grand mouvement social qu'est la Treatment Action Campaign remettait en cause les modalités du rapport de force entre état et société civile<sup>2</sup>. On ne peut donc pas appréhender ce Sida sud-africain sans accorder une attention suffisante aux différents cadres de perception et de mobilisation mobilisés par la « politique du Sida » et par les acteurs qui la portent.

L'ouvrage de D. Fassin souligne à juste titre la proximité chronologique entre la transition démocratique sud-africaine et la double explosion d'un débat public controversé au sujet des violences sexuelles, mais également concernant l'ampleur dramatique de l'épidémie de Sida. Cette proximité chronologique ne permet « en soi » aucune affirmation mais il est significatif que la production de discours par les *mass medias*, les leaders d'opinion issus du parti de gouvernement ou de la « société civile » lie symboliquement la lutte contre l'Apartheid à la lutte contre le Sida<sup>3</sup>. L'articulation n'est bien entendu formulée de la même manière par les différents acteurs selon leurs intérêts stratégiques et leur position par

---

<sup>1</sup> D. Fassin, *Afflictions : l'Afrique du Sud, de l'Apartheid au Sida*, 2004, Khartala

<sup>2</sup> A ce sujet, on peut notamment se reporter à A. Habib, *State-Civil Society Relations in Post-Apartheid South Africa*, Social Research, Fall 2005

<sup>3</sup> La déclaration télévisée emblématique de Desmond Tutu en date du 7 Octobre 2001 résume à elle seule ce mot d'ordre largement repris depuis « This [aids] is the new Apartheid, the new enemy »

rapport à l'état. Si le gouvernement et ses principaux porte-paroles tendent à identifier leur action à une poursuite de la lutte anti-apartheid, à une perpétuation du slogan « A better life for all », ses adversaires stratégiques assimilent l'inaction du pouvoir dans le domaine de la fourniture d'antirétroviraux à une politique digne du régime précédent. A titre d'exemple, il n'est pas anodin que la TAC ait choisi pour nom de sa première campagne d'action et de communication de masse celui de « *Christopher Moraka Defiance Campaign* » (Christopher Moraka était un militant de la TAC mort du Sida alors que le gouvernement refusait de mettre en œuvre un programme de *roll-out* d'antirétroviraux). Cette appellation fait référence à la « Defiance Campaign Against Unjust Law » initiée par l'ANC en 1951, un des événements ayant atteint le statut de mythe fondateur dans la mémoire politique sud-africaine. Il y a donc bien une importance politique du Sida, et cette importance est identifiée par les acteurs eux-mêmes comme déterminante dans la construction de la jeune démocratie sud-africaine. Bien entendu, ce phénomène est multiforme. Les débats médiatiques et politiques, mais également la production théorique portant sur l'épidémie de Sida en Afrique du Sud mettent l'accent sur un certain nombre d'effets sanitaires, politiques, économiques ou sociaux de l'épidémie. Une littérature spécifique, sur laquelle on se basera également, s'intéresse à la fois aux conséquences des inégalités de genre sur l'impact de l'épidémie, et sur les effets éventuels de l'épidémie (ainsi que des réponses qui lui sont apportées) sur les comportements des hommes et des femmes.

### **1.1. Le paradoxe sud-africain des relations de genre**

Le constat est fait par de nombreux analystes travaillant sur l'Afrique du Sud, analystes que l'on présentera au cours de ce mémoire, d'une situation paradoxale. En effet, il est souvent souligné que peu de pays du Sud disposent d'une norme constitutionnelle aussi libérale et progressiste que la RSA. Il est également noté que cette norme est défendue avec vigueur par une Cour Constitutionnelle réussissant ce qui est considéré comme un véritable tour de

force : donner raison aux mouvements sociaux opposés au gouvernement Mbeki pour le manquement de ce dernier à la règle constitutionnelle qui l'oblige, selon la cour, à mettre en place les programmes de *roll-out* d'antirétroviraux au nom du droit à la santé. Cette constitution présente en outre l'intérêt de promouvoir une norme d'égalité entre hommes et femmes dans les domaines familiaux, professionnels, ainsi que dans l'espace public, l'ANC s'étant par exemple réapproprié cette norme à travers la mise en place d'un système de quotas. D'un côté, donc, la norme constitutionnelle de l'Afrique du Sud semble tenir la promesse d'un pays devenu, selon le slogan de l'ANC pendant la lutte d'indépendance, à la fois « non raciste » et « non sexiste ». De l'autre côté, le constat et l'indignation soulevée par l'ampleur de la violence faite aux femmes conduit à la stigmatisation du pays. L'Afrique du Sud connaît à la fois un taux de criminalité exceptionnellement haut, et à une omniprésence réelle et médiatique de la violence domestique et sexuelle (dont témoignent par exemple les rapports et les campagnes publiques organisées par l'association Rape Crisis<sup>4</sup>). Cette question a par ailleurs donné lieu à un scandale retentissant lorsque Jacob Zuma, alors en campagne pour la présidence de l'ANC a été inculpé pour viol, puis relaxé en 2005. L'opposition entre droits et culture, mise en scène par l'accusé se défendant d'avoir commis un crime en raison de la conformité de ses actes avec la culture zouloue a donné lieu à une vague médiatique portant sur le devenir et le comportement des hommes et l'évolution des normes de genre dans l'Afrique du Sud démocratique. Comment expliquer cette mise en scène publique de la masculinité dans le discours politique sud-africain ?

La thématique de la « crise de la masculinité » se trouve à l'interface entre le champ scientifique et celui du discours public. En effet, dans l'Afrique du Sud postapartheid, elle motive une quantité importante de travaux d'anthropologie, d'ethnologie ou inspirés des *men's studies*, mais se trouve également au centre de polémiques et débats médiatiques et politiques, tout autant que dans le champ de la santé.

---

<sup>4</sup> Disponibles sur le site [www.rapecrisis.org.za](http://www.rapecrisis.org.za)

## **1.2. Violences et violences de genre dans la nouvelle Afrique du Sud**

Une des premières raisons amenant à étudier cette question réside dans l'ampleur des violences, et notamment des violences de genre. L'importance de cette thématique est perceptible à travers le caractère inquiétant des statistiques relatives à la criminalité et aux violences de genre, mais également dans le débat public de longue haleine que ce phénomène suscite. Comme le note T. Vircoulon<sup>5</sup> « Depuis la fin de l'Apartheid en 1994, la criminalité a littéralement explosée en Afrique du Sud. A l'image pacifique et quasi-évangélique de la commission Vérité et Réconciliation qui avait instauré à sa manière un système de crime sans châtiments s'est substitué un autre système de crime sans châtiments : celui de la délinquance ordinaire qui demeure largement non réprimée et qui fait de l'Afrique du Sud un des pays les plus violents au monde ». Sans encore chercher à analyser les données brutes proposées par les statistiques disponibles, certaines données permettent de prendre acte de l'ampleur du problème. En effet, selon l'Institute for Security Studies<sup>6</sup> le taux de viols (qui ne représente pas l'intégralité des violences de genre) a fluctué entre 113,3 et 126,7 pour 100000 habitants entre 1994 et 2004. Il en va de même pour les statistiques portant sur le taux de meurtre pour 100 000 habitants : bien qu'ayant connu une diminution, passant de 66,9 sur les années 1994-95 à 42,7 sur 2003-04, ce taux de meurtre est particulièrement élevé si on le compare, par exemple, à celui des Etats-Unis (la comparaison est empruntée à T. Vircoulon) qui comptabilisent en 2003 5,7 meurtres pour 100 000 habitants pour une population 7 fois plus importante.

Bien entendu, l'exploitation de ces données brutes est périlleuse. Il est premièrement très peu probable que les statistiques issues du SAPS soient exactes, en particulier concernant les cas de viol, étant donné la difficulté à estimer le nombre de victimes. Les pressions de l'entourage, des sentiments de honte ou la peur du rejet sont des explications communément admises pour expliquer la sous-évaluation chronique des cas de viol. Dans le contexte sud-africain, ces

---

<sup>5</sup> T. Vircoulon, « Quand la délinquance s'invite en politique : la politisation de la question criminelle dans la nouvelle Afrique du Sud », *Raisons Politiques*, n°17, 2005/1, Presses de Sciences Po.

<sup>6</sup> Statistiques de L'Institute for Security Studies, disponibles à l'adresse <http://www.iss.co.za/CJM/statgraphs/index.htm> et créés à l'aide des données de la police sud-africaine (South African Police Services)

explications communes se doublent de la mise en cause du fonctionnement du SAPS, en termes de ressources humaines et d'accueil des victimes<sup>7</sup>. Différentes sources<sup>8</sup> estiment entre qu'entre 60 et 90% des cas de viols ne sont pas connus des services de police.

### **1.3. La crise de la masculinité, description et structure d'un discours.**

Ces faits ne sont pas les seuls à alimenter l'idée selon laquelle les hommes, en Afrique du Sud, expérimentent ce qui est en général désigné comme une « crise de la masculinité ». Ils sont néanmoins parmi ceux qui sont le plus souvent mis en avant. Ce mémoire tente de restituer différentes options théoriques liant causalement masculinité et violence, mais également d'étudier à la fois le processus par lequel ces deux objets se trouvent liés inextricablement dans le discours public sud-africain ainsi que les conséquences possibles d'un tel schéma discursif. Il ne s'agit pas de produire un travail relevant de l'histoire des idées, mais bien plutôt de partir de l'idée qu'une telle explosion discursive autour de la « crise de la masculinité » mérite d'être considérée comme objet d'analyse. Un retour sur cette notion apparaît donc nécessaire.

En premier lieu, la « crise de la masculinité » n'est pas née en Afrique du Sud. Selon B. E. Carroll<sup>9</sup>, cette notion est apparue dans un certain nombre de travaux historiques aux Etats-Unis au cours des années 1960s, afin de décrire « la préoccupation [que pouvait ressentir] la classe moyenne, masculine et blanche, à propos de la masculinité et du corps masculin à la fin du XIXème et le début du XXème siècle. Cette notion a attiré l'attention des chercheurs [sur] les mutations de la construction des masculinités, mais a également posé un certain nombre de questions à propos du rythme des mutations des constructions culturelles de la masculinité, de l'uniformité et des variations dans l'expérience que les hommes

---

<sup>7</sup> On peut se référer à ce sujet à F. Buntman, R. Snyman, « Policing in a diverse and multicultural society : The South African case », *Police and Society*, n°7, 2003.

<sup>8</sup> J.M Lötter, « Criminal Victimization : Some results from survey research », in W.J. Schurink et al, *Victimization : Nature and Trends*, HSRC, 1992 ou encore R. Hirschowitz, S. Worku, M. Orkin. *Quantitative research findings on rape in South Africa*. Pretoria, Statistics South Africa, 2000

<sup>9</sup> B. E. Carroll (ed), *American Masculinities. A Historical Encyclopedia*, 2003, SAGE

font du changement social, et de l'attitude des hommes envers le féminisme ». Introduite à cette époque, la notion a depuis été utilisée pour exprimer l'idée selon laquelle il y aurait, depuis une vingtaine d'années une confusion générale sur la signification de ce qu'est « être un homme ». Portée par une attention croissante, dans les études de genre, aux problématiques liées au masculin, la notion de « crise de la masculinité » regroupe sous un terme unique des propositions hétérogènes ainsi que différents niveaux d'analyse. Selon D. Morgan<sup>10</sup>, parler de « crise de la masculinité » invite à lier plusieurs éléments. « Au niveau le plus immédiat ou le plus individuel, il existe un certain nombre de symptômes ou d'indicateurs [tels que des indicateurs de santé, taux de suicide, réussite scolaire, accidents de la route]. [...] A un niveau plus général, sociétal, une série de changements sont vus comme ayant des conséquences profondes. Il s'agit principalement des changements dans l'ordre économique ou dans l'ordre des relations de genre, mais ceci peut également inclure les changements de la famille ou dans les *patterns* des relations intimes ». Ces mutations sociales, économiques et politiques sont donc considérées comme la cause de l'entrée en crise, et la « crise de la masculinité » joue le rôle de lien entre l'ordre sociétal et l'ordre individuel.

Morgan rappelle que le terme de « crise » peut être entendu de deux manières différentes. Il peut s'agir, selon lui, de « moments cruciaux et décisifs pouvant donner lieu à une restauration ou à un rapide effondrement ». Une autre signification, parallèle mais différente, de ce terme fait référence à des « périodes de difficulté, d'insécurité et de suspense en politique ou dans le commerce ». Dans le cas de l'Afrique du Sud, on peut avancer que la « crise de la masculinité » fait référence aux deux sens du terme.

Dans le contexte de l'Afrique du Sud post-Apartheid, il est en effet possible de décrire différents aspects fréquemment associés à cette crise.

T. Shefer, K Ratele, A. Strebel et N. Shabalala<sup>11</sup> identifient, dans un article traitant de l'impact du VIH/Sida sur les comportements liés à la masculinité, la

---

<sup>10</sup> D. Morgan, « The Crisis in Masculinity », in K. Davis, M. Evans, J. Lorber, Handbook of gender and women's studies, Sage, 2006

<sup>11</sup> T. Shefer, K Ratele, A. Strebel, N. Shabalala, « Masculinities in South Africa », in D. Gibson, A. Hardon, Rethinking masculinities, violence and Aids, Aksant, 2006

structure du lien causal liant masculinité et violence : « Cet argument doit être rapporté à une certaine manière de comprendre la construction de la masculinité. Nombre d'attentes traditionnelles des jeunes et des jeunes adultes ont pour effet de promouvoir la prise de risque à différents niveaux, au niveau sexuel mais également au niveau de l'abus de substance, des relations abusives, comportements violents, etc. ». Les performances scolaires des jeunes individus de sexe masculin, jugées inquiétante, sont liées discursivement à la masculinité par un raisonnement analogue. Elargissant le questionnement, les auteurs se réfèrent au malaise, au trouble dans le genre masculin, en notant que « la violence, sous la forme de la coercition sexuelles, n'est que la partie émergée de l'iceberg si l'on s'intéresse à la globalité des violences faites aux femmes [...]. Certains auteurs ont souligné la manière dont l'utilisation de la violence par les hommes sert à garder le contrôle sur les femmes, et à quel point ce contrôle est central dans la définition de ce qu'« est un homme » ».

Selon cet argument, l'importance des violences de genre<sup>12</sup> peut être pensée comme la conséquence d'un malaise interne, d'une déstabilisation de la masculinité, envisagée comme un objet monolithique. L'idée que les hommes et la masculinité sont en crises a fait florès dans l'Afrique du Sud post-apartheid. Cette idée de déstabilisation des manières d'« être un homme » pose un certain nombre de questions et demande à être clarifiée. Ce qui émerge de cette notion, c'est l'idée qu'une modalité particulière de la masculinité, dans un contexte donné, se trouve déstabilisé. Ceci entraînerait, selon Frosh, Phoenix et Pattman (2002), une incertitude grandissante concernant leur « rôles sociaux, identité, sexualité, travail et relations personnelles ». Comme le note Whitehead<sup>13</sup>, l'idée qu'il est devenu impossible de maintenir la stabilité de normes familiales, sociales, professionnelles qui garantissaient aux hommes une certaine position est maintenant passée dans le sens commun.

Il apparaît néanmoins que, dans le contexte d'une violence de grande ampleur et de l'épidémie de Sida, la « crise de la masculinité » en Afrique du Sud

---

<sup>12</sup> L'article cité ne s'intéresse qu'aux violences masculines à l'encontre des femmes, mais il est important de noter que cette violence s'exerce également sur des hommes, notamment appartenant à des minorités sexuelles. Sur ce point, on peut citer G. Reid, T. Dirusweit, « Understanding systemic violence : Homophobic attacks in Johannesburg and its surrounds », Urban Forum, vol. 17, n° 3, 2002

<sup>13</sup>S.M. Whitehead, Men and Masculinities : Key themes and new directions, Polity Press, 2002

est également une crise au premier sens du terme. Depuis la chute de l'Apartheid, on peut en effet noter à la fois une politisation accrue des violences masculines, le développement de discours et de technologies de prévention dues à l'épidémie de VIH/Sida et visant à modifier les comportements masculins, ainsi que la mise en place d'un cadre légal, fruit de la transition démocratique, dont le but explicite est d'instaurer l'égalité de genre, vouant les modèles de masculinité mentionnés plus haut à se transformer ou à disparaître. La crise, au sens de troubles identitaires, rejoint donc la crise entendue comme un « moment crucial ».

Mais cela équivaut-il à dire que « les hommes » en tant que catégorie homogène sont en crise ? En reprenant une démarche issue de l'analyse cognitive des politiques publiques, on peut se demander comment, par quels processus et à partir de quelles relations stratégiques entre groupes d'acteurs, cette idée a réussi à s'imposer comme une évidence, et avec quelles conséquences. Bien entendu, on peut répondre à cette question en affirmant que le terrain sud-africain est particulièrement propice à cette mise en discours de la masculinité et de sa déstabilisation en raison du fort taux de criminalité, de la violence faite aux femmes, ainsi que des changements rapides connus par le pays au cours de la dernière décennie du XX<sup>ème</sup> siècle. Mais il y a sans doute un avantage théorique et méthodologique à considérer, avec P. Joly et C. Marris, que la survenance d'un problème public ne se fait pas automatiquement, de manière neutre et mécanique. Au contraire, ces auteurs rappellent que « l'histoire montre que les conditions "objectives" (la gravité, l'urgence, l'irréversibilité,...) ne suffisent pas à désigner un problème public. Nombre de situations qui pourraient être considérées comme urgentes, dangereuses ou dommageables n'intéressent pas les médias et sont ignorées par l'"opinion publique" ou par les "pouvoirs publics».<sup>14</sup> Hilgartner et Bosk proposent à ce sujet une analyse constructiviste des problèmes publics. Ils soulignent que la formation d'un problème public, défini comme « une condition ou un évènement supposé qui est étiquette comme un problème sur les scènes de l'action publique et du discours »<sup>15</sup> est un champ de bataille, et que les conditions

---

<sup>14</sup> P. Joly, C. Marris, *Mise sur agenda et Controverses : une approche comparée du cas des OGM en France et aux Etats-Unis* », contribution au colloque *Risques Collectifs et Situation de Crise, bilans et perspectives* , 7-8-9 Février 2001, Paris.

<sup>15</sup> S. Hilgartner, C.L. Bosk, « The Rise and Fall of Social Problems : a Public Arenas Model », *American Journal of Sociology*, 1998, vol. 94, n°1, University of Chicago Press



de production de ces discours, les rivalités entre différents problèmes publics, les acteurs qui les portent et la formulation même de ces problèmes doivent être au cœur de l'analyse. Il y a donc ici deux niveaux de questionnement : le premier porte sur une transformation supposée de la condition masculine, le second porte sur la découverte ou la redécouverte dans l'espace public de la masculinité, définie comme élément en crise, dans le contexte mortifère de l'épidémie de Sida. Les enjeux sont importants, et on considèrera que ce débat public sur la masculinité constitue une clé d'entrée dans les mutations de l'Afrique du Sud contemporaine. Selon que cette crise de la masculinité sera lue comme un temps d'adaptation nécessaire aux hommes pour s'adapter à la nouvelle démocratie, ou comme un archaïsme issu de la tradition ; selon qu'elle sera considérée comme à l'origine de certains types de violence (explication de type criminologique ou psychologique) ou qu'elle sera lue comme une forme de péché originel de l'Afrique du Sud (vision moraliste), la signification de la montée en puissance de la masculinité comme problème public variera.

#### **1.4. Cadre théorique : les apports des '*men's studies*'**

Néanmoins, ces analyses méritent d'être approfondies et précisées sur certains points. Il y est question de « la masculinité ». L'apport des *men's studies* est en ceci capital car il permet d'éviter la description et l'analyse de cet objet d'étude comme un tout monolithique et indifférencié.

Le champ des études portant sur les hommes et le masculin, ensemble dont le nom même est source de litiges et de controverses, (la production théorique anglo-saxonne regroupe par exemple un certain nombre de travaux sous les noms de *men's studies*, *masculinity studies*, ou encore *critical studies on men and masculinities*), est un ensemble récent et hétérogène de travaux qu'il est nécessaire de replacer dans un premier temps, et autant que faire se peut, dans un certain contexte de production théorique.

Selon Eric Mankowski « Historiquement et conceptuellement, les *men's studies*, sont intimement liées aux *women's studies* »<sup>16</sup>. Il rappelle que c'est au début des années 70, en réponse au développement des études et des mouvements politiques féministes (en particulier aux Etats-Unis), que s'est structuré un champ d'étude et de discours prenant spécifiquement les hommes comme objets d'étude, dans une relation d'adhésion ou de conflit avec les études féministes. L'auteur souligne que, dès ses premiers moments, le champ des études consacrées aux hommes est un champ de clivage. L'attention est souvent portée sur le versant « progressiste » des travaux portant sur la masculinité en oubliant par ailleurs qu'une autre tendance nettement plus conservatrice a pu s'exprimer, théoriquement et politiquement, dans l'idée qu'il était nécessaire de rétablir un certain rôle et un certain pouvoir des hommes dans les sphères familiale et publique. Sans qu'il soit possible de retracer toute la complexité de la généalogie des *men's studies*, il est néanmoins possible de rappeler certains éléments constitutifs.

C'est dans le contexte des années 1940 que la théorie des rôles sexués a pris naissance, notamment sous l'influence de T. Parsons. Cette vision de la division des rôles entre hommes et femmes ne se comprend qu'à la lumière des partis pris théoriques de Parsons et de sa vision de la sociologie, définie comme « une science qui tente de construire une théorie analytique des systèmes d'action sociale dans la mesure où ces systèmes peuvent être compris à partir de la nature de l'intégration reposant sur des valeurs communes »<sup>17</sup>. Et c'est en effet par rapport à cette fonction d'intégration que va se construire la théorie des rôles sexués, théorie qui est certes influencée par Parsons mais qui n'est pas portée exclusivement par lui. En effet, B. Legros-Bawin<sup>18</sup> précise qu'on retrouve chez des auteurs antérieurs, et chez les précurseurs de la sociologie de la famille contemporaine, tels Durkheim, une semblable perspective.

La principale ligne de force de la théorie des rôles sexués peut être décrite ainsi : il s'agit d'expliquer la différenciation sociale des rôles masculins et féminins à partir de la fonction d'intégration qu'ils réalisent au sein d'ensembles plus vastes.

---

<sup>16</sup> E. Mankowski, « Men's Studies », in M. S. Kimmel, A. Aronson, Men and Masculinities : a Social, Cultural and Historical Encyclopedia, Vol. 1, 2004, ABC-Clio

<sup>17</sup> T. Parsons, The structure of Social Action, New York, Free Press, 1937

<sup>18</sup> B. Legros-Bawin, Sociologie de la Famille : le lien social sous questions, De Boeck Université, 1996

Parsons considère, selon B. Legros-Bawin, que « de même que le système social tend à se différencier et à se spécialiser, le sous-système familial tend à différencier les rôles masculins et féminins sur la base d'une complémentarité fonctionnelle de l'homme et de la femme adulte ». Ces fonctions intégratrices sont basées du rôle que jouent ceux qui, dans cette perspective, sont appréhendés comme « père » et comme « mère ». La famille, lieu de socialisation primaire remplit une fonction d'intégration. Chez cet auteur central du fonctionnalisme, le père est chargé au sein de la famille du « rôle instrumental » de pourvoir aux besoins matériels de la famille tandis qu'à la mère échoit le « rôle expressif », celui de s'occuper de la famille et d'organiser le ménage. Cette distinction chez Parsons est basée sur des éléments de psychanalyse et sur une série de considérations rattachées à la sexualité (la mère comme porteuse d'enfants). Elle joue dans la théorie de Parsons un rôle clé dans le développement harmonieux des enfants.

Cette théorisation des « rôles sexués » se base sur une vision complémentariste, et donc, pour les détracteurs de Parsons, a-historique de la distribution des tâches au sein de la famille. S. M. Whitehead résume ainsi cet aspect de la thèse fonctionnaliste<sup>19</sup> : « les inégalités de pouvoir entre hommes et femmes sont conçues comme un phénomène naturel, conséquence de la nécessaire stratification sociale [...]. Pour qu'une société reste efficace et ordonnée, il y a un pré-requis fonctionnel qui dicte l'allocation des tâches et rôles à ceux qui sont le plus aptes à les endosser. [...] Plus généralement, le rôle naturel des hommes devient celui de *breadwinner*, celui des femmes étant alors celui de *homemakers*. Le fonctionnalisme n'a pas inventé cette dichotomie en fonction du genre, il l'a, en revanche, tenté de la justifier [au nom] du bon fonctionnement du système social ». Ces rôles, intégrés et incorporés par les individus pour le plus grand bénéfice de la société et d'eux-mêmes, sont des patterns de comportement. On retrouve ici l'idée d'une performance, à rapprocher de la métaphore théâtrale en sociologie proposée par E. Goffman, par laquelle les individus acquièrent une reconnaissance leur permettant s'intégrer à des collectivités plus vastes.

---

<sup>19</sup> S.M. Whitehead, *op. cit.*

C'est à la fin des années 1950, dans la lignée de la deuxième vague féministe, que la critique de cette théorie des rôles sexués est devenue un exercice sur lequel les men's studies se sont bâties. La systématisation de la domination masculine, portée par des renouvellements conceptuels tels que celui d'analyse du patriarcat comme système, a pu permettre de présenter « ce qui avait été conçu comme une donnée positive, fixe et concrète – la masculinité – comme un objet problématique<sup>20</sup> ». C'est au contraire, « une culture [...] hostile dans laquelle pour survivre les hommes doivent adopter une posture agressive pour se confronter au monde » qui est mise à jour.<sup>21</sup> La masculinité, comprise comme ensemble de comportements stéréotypes, n'est dès lors plus fondée et justifiée par la structure de la psyché individuelle ou par ses vertus intégratrices au sein du système social. Elle est au contraire une source de « coûts » en termes de santé, de développement personnel. J. Pleck souligne à ce sujet que « L'idéologie de la masculinité crée le traumatisme dans la socialisation masculine ». Cette approche a donc pour conséquence de dénaturiser les rôles sexués et de mettre à mal le présupposé selon lequel ces rôles participeraient nécessairement d'une harmonie au niveau de l'individu et au niveau plus global de la société.

Le renouveau des études portant sur les hommes est néanmoins apparu, au cours des années 80, lorsqu'une série d'auteurs, parmi lesquels R. W. Connell soulignent l'incapacité de la théorie des rôles sexués à rendre compte d'une série de phénomènes. Premièrement, le pouvoir et les relations de pouvoir ne sont pas ou peu pris en compte par les théoriciens se rattachant à l'analyse en termes de rôles sexués. En second lieu, il est affirmé que l'appréhension des comportements en rupture avec les normes de la masculinité en terme de déviance est insuffisante et ne rend pas compte des dynamiques de formation de la personnalité. Ces analyses, relevant d'un constructivisme social, vont fournir la base sur laquelle les men's studies vont se structurer dans leur forme contemporaine.

R. Morrell<sup>22</sup> décrit, dans l'introduction à son ouvrage, le renouveau des *men's studies* à partir d'une volonté de montrer « que la masculinité a un rôle dans les inégalités de genre et de mettre un terme irrévocable à l'idée que celle-ci

---

<sup>20</sup> S.M. Whitehead, *op. cit.*, p.20.

<sup>21</sup> J. Pleck, *The Male Sex Role : Definitions, Problems and Source of Change*, *Journal of Social Issues*, 32/3, 1976

<sup>22</sup> R. Morrell (ed), *Changing Men in Southern Africa*, 2001, Macmillan

n'existe que sous une seule forme ». A partir de la question de la violence faites aux femmes, c'est la relation entre normes de genre, formation de la subjectivité et pouvoir qui est prise comme objet d'analyse central. Deux champs de questionnement majeurs émergent donc lors de ce tournant historique se déroulant dans les années 1980. La mise en avant de la pluralité des formes de masculinité (souvent exprimée dans la forme plurielle de « masculinités ») s'accompagne d'une volonté de prendre en compte, de décrire et de faire l'histoire des rapports de pouvoir pouvant exister à la fois dans les relations entre hommes et femmes, mais également entre hommes. Les travaux de R.W. Connell ont joué un rôle pionnier dans ce domaine. Ce dernier a pris en compte le « dividende patriarcal » dont jouissent les hommes en général. Mais l'originalité de ses travaux repose sur l'idée que les masculinités, définies comme des « configurations de pratiques organisées en relation avec une structure de relations de genre »<sup>23</sup> ne jouissent pas tous de manière égale de ce dividende, qu'il est réparti selon des mécanismes qu'il se propose d'analyser. C'est de cet horizon d'analyse que provient le concept ayant depuis fait florès de *masculinité hégémonique*, désignant cette forme particulière de masculinité (mais qui n'est pas nécessairement incarnée par un individu ou un groupe particulier) dominant, dans un espace-temps donné, des formes de masculinité qui lui sont subordonnées et qui créent une image culturelle de ce qu'est « être un homme ». Cet outil d'analyse, dont on évoquera tant les développements que les critiques (notamment la tension existant entre un pôle que l'on pourrait qualifier de constructiviste et un autre qui tendrait à essentialiser cette notion de masculinité hégémonique), a néanmoins servi d'outil heuristique dans l'exploration des dynamiques de violence entre les hommes. L'exemple de l'homophobie et des violences à l'encontre des groupes minoritaires homosexuels fournissent un exemple très direct de l'entreprise de domination de masculinités subordonnées, minoritaires, ou marginalisées (pour reprendre la typologie de Connell). Dans un article de 1996, l'auteur affirme que « le genre est également une structure complexe : différentes masculinités sont produites dans un même contexte social ; les relations de genre incluent les relations entre les hommes,

---

<sup>23</sup> R.W. Connell, J. W. Messerschmidt, « Hegemonic Masculinity, Rethinking the Concept », *Gender and Society*, n°19, Décembre 2005

relations de domination, marginalisation et complicité. Une forme hégémonique de masculinité voit d'autres formes de masculinités s'ancrer à elle. Chaque forme particulière de la masculinité est elle-même complexe, voire contradictoire, et ainsi nous avons une dette envers Freud qui souligne la présence de la féminité dans le caractère des hommes, de la masculinité dans celui des femmes, ainsi que le processus par lequel ces contradictions sont refoulées. Si la « masculinité » se résumait à une « caractéristique des hommes », on ne pourrait parler de féminité chez les hommes ou de masculinité chez les femmes (excepté en termes de déviance) et nous perdriions l'attention que nous voulons porter aux dynamiques du genre. Le genre est toujours une structure contradictoire ».

Cette prise en considération du pouvoir est une des caractéristiques principales des nouvelles *men's studies*. Mais l'attention portée aux dynamiques et à la pluralité des masculinités ont un corollaire qui a également retenu l'attention des analystes : leur capacité à changer. Si l'on reprend R.W. Connell, on peut souligner que « si le genre est un produit historique, son changement historique est envisageable, et si ce changement devient conscient et ouvert sur le contrôle démocratique, il nous faut savoir comme ce genre est formé et comment il est susceptible d'être réformé ». Trois questions peuvent dès lors être posées : Pourquoi les individus se conforment-ils aux normes de genre ? Comment le font-ils ? De quelle marge de manœuvre disposent-ils ? A ces trois questions, R.W. Connell répond de manière originale par rapport aux analyses présentant le genre comme un contenu social dont le corps et le sexe biologique ne seraient que des réceptacles passifs. On peut résumer ainsi son approche : La norme de genre, et ici la norme de la masculinité n'existe pas comme une totalité. Différents types de masculinité peuvent exister et coexister plus ou moins pacifiquement (R.W. Connell recommande de ne pas confondre « masculinité hégémonique » avec une hypothétique « masculinité totalitaire »), se former au cours de la vie sans annuler la capacité des individus à modifier la norme qu'ils incorporent (d'où l'importance que R.W. Connell accorde aux parcours de vie), dans une interaction entre l'individu et une série de codes culturels et de structures sociales ou économiques. Ces masculinités, que l'auteur conceptualise comme des formes jamais atteintes et réalisées, des « projets », peuvent être rapprochés de la vision défendue par J.

Butler, théoricienne féministe (inscrite dans la mouvance *queer*) du genre comme un « faire », une pratique, jamais réalisée car irréalisable.

## **1.5. Exposé de la démarche**

Reconnaitre la pluralité des masculinités amène à se distancer de l'hypothèse d'une « crise de la masculinité » frappant massivement et indistinctement l'Afrique du Sud. Ce mémoire n'a pas pour objectif de produire un travail visant à rendre compte des mutations des différents idéaux-types de masculinités identifiées par la littérature sur le sujet (si un tel travail était possible). Il s'agit en revanche d'étudier les origines et les conséquences d'un processus de médiatisation et de politisation des masculinités. Autrement dit, il s'agit de comprendre par quels mécanismes et au terme de quels processus un ensemble hétérogène d'actes et de discours, un modèle de masculinité dont il s'agira de restituer l'émergence, est aujourd'hui considéré comme un problème public et sanitaire de premier ordre.

Il est donc important d'opérer une distinction entre le genre comme construction de l'identité et le genre comme discours public. En analysant les implications politiques, sociales et sanitaires de la « crise de la masculinité », il s'agit de mettre en relation les outils d'analyse issus des sciences politiques et les études de genre. Ce travail est soutenu par l'idée que la démarche critique à l'œuvre dans les *men's studies* soutenue et enrichie par le recours aux outils d'analyse de l'analyse socio-historique et l'analyse cognitive de l'action publique permet de saisir les dynamique de restructurations sociales, politiques et symboliques à l'œuvre dans ce processus.

Ce mémoire ne se basant pas sur une étude de terrain, il vise principalement à préparer, par la mobilisation de différentes options théoriques, le cadrage d'une future étude. On aura notamment recours à la mobilisation des diverses études sociologiques, économiques et historiques pertinente sur ces thèmes, à l'utilisation critique de données statistiques, ainsi que sources textuelles variées (corpus d'articles issus de la presse sud-africaine ainsi que l'analyse des rapports, études,

matériaux divers développés à l'occasion des actions de prévention visant l'épidémie de Sida). Ces sources permettront d'éclairer la médiatisation, puis la politisation de la « crise de la masculinité ».

A partir de travaux existants, notamment inspirés des *men's studies*, il s'agira de mettre en avant la diversité des facteurs pouvant expliquer l'entrée en crise de certaines formes de la masculinité en Afrique du Sud à la suite de la transition démocratique. Atteindre l'objectif de cette étude nécessite donc d'étudier la prolifération d'un discours public médiatique, politique et scientifique sur ce thème comme un phénomène en soi. Comme on l'a souligné, les *men's studies* et au premier chef R.W. Connell mettent l'accent sur l'importance des rapports de pouvoir dans la structuration et la déstabilisation de l'ordre de genre. En partant de cette idée et en retenant l'hypothèse foucauldienne selon laquelle une « explosion discursive » autour d'un thème semblable à celui de la régulation des corps et de la sexualité peut signifier une modification des relations de pouvoir et la création de nouveaux mécanismes de régulation<sup>24</sup>, on tentera de comprendre par quels mécanismes et par quels processus un modèle de masculinité, dont il conviendra de faire l'étude généalogique, est aujourd'hui considéré comme un problème public et sanitaire de premier ordre.

On organisera l'analyse autour de deux moments permettant d'éclairer sous différents angles le questionnement autour de l'affirmation d'une « crise de la masculinité ».

La première partie tentera de cerner les principales mutations intervenues pendant la dernière décennie du régime d'Apartheid et durant la transition démocratique. C'est en effet cette période qui est désignée dans la littérature comme un moment crucial si l'on veut caractériser la forme et l'ampleur de la « crise de la masculinité » en Afrique du Sud. Il ne s'agira pas de fournir un compte-rendu détaillé et exhaustif des différentes mises en discours de la masculinité, mais de rechercher, et d'illustrer le processus de construction sociale et politique des violences masculines. On explorera entre autre les différentes

---

<sup>24</sup> M. Foucault, Histoire de la Sexualité T.1, New York, Vintage, 1990.



dimensions de ce discours, visibles à travers la montée de la « masculinité » comme objet d'étude, comme ressource politique, comme objet de questionnements situé entre la doxa et la théorie. C'est donc le passage d'une série de faits, notamment de comportements, de la sphère privée vers le regard public qu'il s'agit d'étudier. Ceci permettra également de comprendre comment se sont créés les jeux d'acteurs et les configurations institutionnelles ayant permis de nourrir le discours sur les hommes et le masculin.

Dans la seconde partie, on reviendra sur l'hypothèse selon laquelle les premières années de la nouvelle démocratie, historiquement et symboliquement associées à l'épidémie de VIH/Sida ont constitué un moment central de la politisation des masculinités<sup>25</sup>. On reviendra sur la manière dont le regard des analystes dans le champ de la santé a transformé la perception des hommes et de la violence, la manière dont les chocs politiques liés à l'épidémie et à sa gestion polémique ont construit le questionnement sur la masculinité et sur son hypothétique crise. Ce n'est donc pas l'épidémie de VIH/Sida en tant que telle qui sera interrogée, mais la manière dont cette épidémie a, internationalement et avec certaines spécificités dans le contexte sud-africain, transformé le malaise lié aux violences masculines en un discours public à la portée symbolique importante, reflétant un malaise plus général quant au devenir de la nouvelle Afrique du Sud. L'explication récurrente associant masculinité (prise en général) à des schémas traditionnels sera examinée à la faveur de l'étude de pratiques liées, à différents degrés, au développement de l'épidémie de Sida, telles que le renouveau du test de virginité ou encore la pratique de la circoncision.

---

<sup>25</sup> L'utilisation du terme « masculinité-s » dans ce mémoire doit être clarifiée. En effet, l'étude part de l'idée selon laquelle les modèles de masculinité sont diversifiés et hiérarchisés. On emploiera néanmoins à plusieurs reprises le terme « masculinité » au singulier étant donné que c'est ainsi que la crise est souvent décrite. Des développements ultérieurs permettront de saisir l'importance d'une telle utilisation au singulier de la notion de masculinité dans le discours public.



***1<sup>ère</sup> Partie : Des masculinités en crise, ou l'identification d'un problème social et la construction d'espaces de contestation dans la dernière période de l'Apartheid et au cours de la transition démocratique.***

*“There is a consensus that there is something seriously wrong in our society. We are still haunted by the news of six adult men having raped a nine-month-old baby, and there are many other cases, which displays barbarism and moral decay of the worst kind”*

J. Zuma – Address to the Moral Regeneration Movement Consultative Meeting, 2001

Il est avant toute chose important de qualifier et de situer le discours que ce mémoire se propose d'analyser et de restituer. Pour que l'apport des *men's studies* soit convenablement pris en compte, il est en effet nécessaire de prendre acte de la diversité des masculinités, des tensions à l'œuvre dans le fonctionnement de la notion elle-même. Cette partie a pour but de fournir un aperçu des différents domaines de la vie sociale au sein desquels s'exprime la remise en cause de modèles de masculinités, et de saisir les logiques à l'œuvre dans chacun de ces domaines. On ne présuppose pas d'unité d'analyse et de signification de ce discours. Bien au contraire, il est important de saisir comment la remise en question de certaines de ces « configurations de pratiques » s'est opérée, par quels canaux, dans quels champs et à travers quelles stratégies d'acteurs. L'analyse qui va être conduite se base sur une démarche d'analyse de l'action publique et reprend à son compte l'avertissement issu des travaux concernant la « mise sur agenda », rappelés par D. Cefai<sup>26</sup>. Un problème social doit être défini pour exister. Sa transformation en problème public est un processus que l'on peut analyser. L'auteur rappelle que les « problèmes publics n'existent, et ne s'imposent comme

---

<sup>26</sup> D. Cefai, « La construction des problèmes publics. Définition de situation dans les arènes publiques », *Réseaux*, n°75, La découverte, 2006.

tels, qu'en tant qu'ils sont *des enjeux de définition et de maîtrise de situations problématiques, et donc des enjeux de controverses et d'affrontements entre acteurs collectifs, dans les arènes publiques* ». Si les masculinités deviennent, ou sont devenues, un problème public, à travers la reconnaissance et l'identification de plus en plus rependue de la crise qui les frappent, il faut étudier le processus par lequel ce phénomène s'est produit, en gardant à l'esprit que « les mécanismes de sélection qui, au sein d'une abondante population de problèmes putatifs, orientent l'attention d'un large public vers un problème particulier ». On ne peut donc partir de l'hypothèse que l'ampleur des violences contre les femmes, par exemple, permet de rendre compte adéquatement et sans nécessité d'une posture critique, de la politisation<sup>27</sup> de ces violences et à leur transformation en problème public. Cette partie tentera donc une restitution, à partir d'une démarche socio-historique, de cette politisation de la masculinité en prenant en compte la diversité des acteurs ayant participé à cette mise en discours public de la masculinité, ainsi que la manière dont les conditions ont été réunies pour que ce problème social se transforme en problème public.

## **1. Des masculinités en crise ? Discours académique, discours public et discours politique**

La mise en discours des masculinités et l'identification d'un problème public soulevé par la « crise de la masculinité » (employée au singulier) ne peut se comprendre comme une prise de conscience générale de l'importance des constructions de la masculinité dans le processus de construction de l'identité. Cette sous-partie sera l'occasion de circonscrire les différentes sources et les différentes modalités de présentation de cette crise. Ce mémoire traitant de la nécessité de différencier analytiquement l'étude des masculinités et les logiques et effets du discours public concernant ces objets, on saisira également cette occasion pour identifier les différents champs sociaux et politiques au sein des

---

<sup>27</sup> Entendue comme « la requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activité », d'après J. Lagroye (dir), « Les processus de politisation », in *La politisation*, p. 361, Belin, 2003.

quels une production de discours ou de pratiques concernant les masculinités contribue à la définir le problème public auquel fait face la nouvelle démocratie sud-africaine.

Comme il a été évoqué en introduction, les études sur les hommes et sur le masculin, désignées au cours de ce mémoire par le terme de *men's studies*, ont connu un regain d'intérêt significatif au cours des deux dernières décennies. En Afrique du Sud, il est possible d'identifier un mouvement similaire, dans la lignée des études sur les masculinités en Afrique et au niveau international. Néanmoins, comme on va tenter de le montrer, la diffusion de ces études est portée par des voix hétérogènes, et à différents niveaux, c'est-à-dire national, régional et global.

### **1.1. L'apparition des hommes dans la littérature internationale sur le développement : de l'approche WID à l'approche GAD**

Au niveau international, on peut rappeler que les deux dernières décennies ont été marquées par un tournant théorique et discursif soutenu et promu par différentes institutions impliquées dans des problématiques larges de développement. On désigne souvent ce tournant comme étant le passage d'une approche « Women In Development » (WID) à une approche « Gender And Development » (GAD).

L'approche WID est apparue au tournant des années 70. Cette apparition est notamment marquée par la Décennie Des Nations Unies pour la Femme (1976-1985) ainsi que par l'évènement fondateur de la Conférence des Nations Unies sur les Femmes, organisée à Mexico en 1975 et ayant donné naissance au Fonds de Contributions Volontaire pour la Décennie des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM).<sup>28</sup> Cette approche s'est donnée pour mission de mettre en avant la contribution des femmes au processus développement mais également de souligner les inégalités et injustices spécifiques qu'elles subissent, afin de proposer un certain nombre de remèdes visant à promouvoir l'égalité de genre. Elle est donc

---

<sup>28</sup> S. Razavi, C. Miller, « From WID to GAD : Conceptual shifts in the Women and Development Discourse », UNRISD occasional paper, 2005

caractérisée par une jonction théorique entre intérêt et situation des femmes d'un côté et développement de l'autre. Comme le soulignent S. Razavi et C. Miller, «L'exigence [des partisans de l'approche WID] d'une modification de l'allocation des ressources destinées au développement dans le sens des femmes se base sur un argument d'efficacité, soulignant la contribution des femmes au développement ». Le ciblage des femmes dans les politiques de développement est donc vu comme un moyen de promouvoir une amélioration de leur statut, et par ce biais, une amélioration générale de la situation des pays. La contestation de l'idée selon laquelle le développement, par un effet de « trickle down », améliorerait mécaniquement le sort des femmes est contredite, ce qui implique la création de programmes et d'actions calibrées. Les travaux d'E. Boserup<sup>29</sup>, pionniers à cet égard, ont largement inspiré les analyses issues de l'approche WID. Dans cette démarche, l'étude de l'impact des politiques de développement ne peut se passer d'une prise en compte systématique de la dimension genrée afin d'éviter, comme E. Boserup le démontre, que celles-ci aient un impact nul sur la situation des femmes, voire un impact négatif.

C'est au cours des années 80 que cette approche se modifie pour aboutir à la naissance de l'approche « Gender And Development » (GAD). Selon E. M. Rathgerber<sup>30</sup>, ce changement peut s'expliquer par l'influence des recherches anthropologiques portant sur le genre ainsi que les échecs connus par certains programmes issus de l'approche WID<sup>31</sup>. Les partisans de cette approche GAD tentent d'inclure l'analyse de la situation des femmes dans le cadre plus général de recherches sur la structuration des relations de genre. A ce sujet, M-J Nadal<sup>32</sup> fait remarquer que, « dès les années 80, les critiques sur cette position [WID] se sont multipliées, mettant en évidence qu'il ne suffisait pas de créer des activités productrices de revenu pour améliorer la situation des femmes dans les pays postcoloniaux. Le développement n'arrive pas à sortir les femmes de l'économie

---

<sup>29</sup>E. Boserup, *Woman's role in economic development*, New York, Saint-Martin Press, 1970

<sup>30</sup>E.M. Rathgerber, « WID, WAD, GAD : Trends in Research and Practice », *Journal of Developing Areas*, n°24, 1990, IDRC

<sup>31</sup> Dans l'article cité plus haut, S. Razavi et C. Miller évoquent l'exemple canonique d'un projet d'irrigation de cultures de riz en Gambie dans les années 80, qui s'est révélé critiquable en raison de l'oubli des structures de relations de genre qui, dans un système d'échange complexe, ont conduit les femmes de cette communauté à refuser le travail salarié peu rémunéré que ce projet tentait de promouvoir.

<sup>32</sup> M-J Nadal, « Les programmes de développement pour les femmes autochtones au Mexique », in C. Solar, « La formation continue, perspectives internationales », 2005, L'harmattan

informelle, ni de l'économie de subsistance, bien qu'il les utilise, dans l'économie informelle, comme une main d'œuvre bon marché et corvéable à merci ». L'auteur aborde ensuite la mutation des perspectives théoriques concernant le genre et le développement, en soulignant que l'approche GAD « met l'accent sur l'analyse des rapports sociaux de sexe et s'intéresse à la construction sociale du genre. [Les femmes] sont perçues comme des actrices de changement, au sein de rapports sociaux complexes, puisque le genre est une catégorie sociale traversée par d'autres catégories telles que la classe et l'ethnie ». C'est donc dans le cadre de cette approche que la masculinité comme objet d'analyse a fait son entrée dans la pensée et les pratiques liées aux thématiques de développement. D'après S. Ruxton, « L'accent mis [...] sur les « relations de genre » encourage inévitablement à une approche plus active des hommes et de la masculinité que par le passé ».<sup>33</sup> L'objectif de l'égalité de genre est donc perçu comme nécessitant une prise en compte du système des relations de genre dans son intégralité.

Ce changement de perspective internationale, intervenue dans la littérature liée aux problématiques de développement constitue une source de l'intérêt théorique accru pour le thème de la masculinité. Néanmoins, cet intérêt théorique émerge également du développement d'un courant théorique régional et national, concernant dans les études africaines.

## **1.2. Les origines régionales et nationales**

Cette littérature issue des études africaine, encore peu évoquée dans la production théorique internationale, « a suivi une trajectoire propre, formée par le passé colonial du continent, et, plus récemment, par l'épidémie de VIH/Sida ».<sup>34</sup> Sans qu'il soit possible de fournir une liste exhaustive des travaux académiques portant sur le thème des masculinités, il est possible de signaler un intérêt croissant pour les études portant sur ce thème. Comme le soulignent T. Shefer, K Ratele, A.

---

<sup>33</sup> S. Ruxton, *Gender, Equality and Men, Learning from Practice*, 2004, OXFAM Publishing

<sup>34</sup>R.W. Connell, « Geography », article encyclopédique tiré de M. Flood, *International Encyclopedia of Men and Masculinities*, p. 239, Taylor and Francis, 2007

Strebel et N. Shabalala<sup>35</sup> « Durant la dernière décennie, des espaces académiques et socio-politiques se sont ouverts et se rejoignent sur leur commune préoccupation à propos du rôle des hommes et de la masculinité ». Les ouvrages clé de L. Walker et G. Reid, ainsi que les publications de D. Posel ou de R. Morrell (qui seront abordés au cours de ce mémoire) ont régulièrement commentés et reprises, et les conférences autour de leurs productions se multiplient. Principalement appuyés sur des méthodes ethnographiques, ces ouvrages et publications reprennent à leur compte ce qui constitue le programme des *men's studies*, à savoir l'étude des hommes en tant que genre, et non comme universel (ce que différents courants féministes nomment la pensée androcentrique en sciences sociales). Des séminaires ayant donné lieu à la publication d'ouvrages majeurs sont régulièrement cités et constitue des moments importants de la constitution du savoir sur les hommes et le masculin dans la nouvelle démocratie<sup>36</sup>. Bien que cette recherche ait émergé avec force dans le contexte de l'épidémie de Sida, elle participe à la mise en perspective de l'histoire récente de l'Afrique du Sud<sup>37</sup>, notamment en ce qui concerne le mouvement de libération nationale. Ces travaux produits dans le champ scientifique sont par ailleurs marqués par une forte interdisciplinarité, des disciplines comme l'histoire, la sociologie politique, l'économie étant notamment représentées.

### **1.3. Un discours médiatique**

Néanmoins, la « crise de la masculinité », entendue comme un discours public, ne se limite pas à la production issue des praticiens et des théoriciens du développement ou des études de genre. Il est nécessaire de prendre en compte la multiplication des mentions et des questionnements à propos de la « crise de la masculinité » dans le contexte sud-africain et s'exprimant dans un ensemble de secteurs tels que, entre autres, la santé, l'éducation, la sécurité.

---

<sup>35</sup> T. Shefer, K Ratele, A. Strebel, N. Shabalala, *op. cit.*, p. 75

<sup>36</sup> En particulier le colloque Sex and Secrecy organisé par l'université du Witswatersrand en 2003

<sup>37</sup> C'est particulièrement le cas des travaux de D. Posel ou d'I. Niehaus qui seront exploités au cours de ce mémoire.



On peut qualifier et illustrer cet intérêt croissant dans la sphère publique pour les hommes et le masculin en évoquant d'un côté la construction d'un débat public et de controverses concernant la masculinité. D'un autre côté, on peut noter que les interventions d'origines gouvernementales ou extra-gouvernementales se sont multipliées au cours des dernières années.

Concernant le premier point, sans qu'il soit possible de fournir une analyse exhaustive de la production de discours concernant les masculinités dans les médias, quelques lignes de force peuvent-être évoquées. H. Sauls<sup>38</sup>, dans un article portant sur la politisation des rites de passage et notamment de la circoncision, donne un certain nombre d'indications sur deux thématiques inspirant régulièrement les évocations médiatiques des masculinités. Elle note en effet qu' « en Afrique du Sud, la violence perpétrée par les hommes ainsi que leurs morts violentes concentrent régulièrement l'attention des médias, à tel point que violence et masculinité se sont trouvées intimement liées dans le discours public en Afrique du Sud ». Si en effet, dans les médias sud-africains, l'identification d'une « crise de la masculinité » a pris les proportions d'un lieu commun, ce n'est pas uniquement à travers l'évocation de la violence. Il est important de remarquer que, si ses évocations sont effectivement omniprésentes (et que pour cette raison on lui accordera une attention particulière), les interrogations portées dans le champ médiatique concernant la masculinité peuvent embrasser d'autres domaines. La déstabilisation de modèles de masculinité traditionnels y est régulièrement décrite, comme le rapporte L. N. Ndangam<sup>39</sup>, constituant ainsi un « lieu utile où des définitions particulières de la masculinité [...] dans l'Afrique du Sud contemporaine peuvent être comprises et analysées ». En dehors de la sphère médiatique, le questionnement sur les hommes et les masculinités a été l'occasion de controverses politiques ayant eu un impact certain, notamment dans le cadre de l'épidémie de Sida. D'autres acteurs, notamment des ONG ou des institutions religieuses ont largement contribué à la diffusion et à la politisation des questionnements sur les hommes et le masculin.

---

<sup>38</sup> H. Sauls, « Some Notions of Masculinity in Manenberg, Cape Town, The gangster and the respectable man » in D. Gibson, *op. cit.*

<sup>39</sup> L. N. Ndangam, « Lifting the cloak on Manhood, Coverage of Xhosa Male Circumcision in the South African Press », in E. Uchendu, Masculinities in Contemporary Africa, 2008, Codesiria

#### **1.4. Praticiens et militants aux prises avec la « crise de la masculinité »**

Il n'est en revanche pas aisé de circonscrire ce que certains auteurs, parmi lesquels R.W. Connell, nomment les « politiques de la masculinité ». On peut remarquer qu'un certain nombre de programmes gouvernementaux ou relevant de l'initiative de structures non-gouvernementales se situent à l'interface entre le débat public et l'action publique en ce qui concerne la promotion de l'égalité de genre. Comme le souligne R. Morrell<sup>40</sup>, « L'importance de l'inclusion des hommes dans les actions portant sur le genre est maintenant largement reconnue ». Les formes que peuvent prendre ces actions sont extrêmement hétérogènes.

Si l'on tente d'adopter une définition stricte de ces « politiques de la masculinité », il apparaît que les politiques, dispositifs et programmes d'action visant explicitement les hommes sont embryonnaires en Afrique du Sud et sont pour la plupart d'initiative privée ou mixte (bien que pouvant bénéficier d'un financement et d'un soutien public). Dans le double contexte de l'épidémie de VIH/Sida et de la politisation des violences masculines, l'attention portée au masculin passe principalement par la recherche d'un changement comportemental, et par la promotion de types de masculinité alternatifs<sup>41</sup>. Comme le note R. Morrell<sup>42</sup>, « Si le genre [en Afrique du Sud] n'est plus entendu comme faisant référence uniquement aux femmes, le concept d'égalité de genre continue à faire référence aux femmes uniquement. Dans le cas de la Commission pour l'Égalité de Genre [organe central de la structure institutionnelle nommée « National Gender Machinery » et promouvant, entre autre, une évaluation sensible au genre dans les politiques publiques], [...] les bénéficiaires escomptés des efforts en terme d'égalité de genre sont les femmes noires en milieu rural (les plus marginales dans

---

<sup>40</sup> R. Morrell, « Men and the search for gender equity », contribution au colloque « Politicizing masculinities : Beyond the Personnal », organisé par le réseau Sonke Gender Justice à Dakar, du 15 au 18 Octobre 2007

<sup>41</sup>  
<sup>42</sup> R. Morrell, « Men and the search for gender equity », contribution au colloque « Politicizing masculinities : Beyond the Personnal », organisé par le réseau Sonke Gender Justice à Dakar, du 15 au 18 Octobre 2007

la population sud-africaine). L'accent mis sur ces femmes est expliqué partiellement comme étant un choix stratégique (puisque toutes les égalités de genre ne peuvent être combattues il est souhaitable de se concentrer sur les plus extrêmes) et les [critiques] pointant du doigt une compréhension essentialiste du genre sont rejetées par la mise en avant d'ateliers [sur le thème de] « la masculinité ». Pourtant, à travers un lapsus révélateur, Gay Seidman [un des commissaires] ne parle pas de la Gender Machinery, mais de la « National Machinery for Women ». Ce lapsus n'est pas innocent, il reflète un engagement fort dans la cause des droits des femmes qui est devenue une des caractéristiques de la loi en Afrique du Sud ». Comme Morrell le souligne, donc, le paysage de l'action publique visant à répondre à la « crise de la masculinité » en impliquant les hommes s'organise principalement autour de forums de discussion, d'échange, d'ateliers de formation et d'éducation à la santé, d'éducation sexuelle, que cette action soit menée par des professionnels, des militants de différentes organisations<sup>43</sup> ou sur le modèle de l'éducation par les pairs. Certaines de ces actions ont recours (parfois massivement) aux médias<sup>44</sup>, ce qui permet de noter le rôle ambivalent de ces derniers. En effet, si C. J. Ford<sup>45</sup> note que « nous savons que lorsque la masculinité est liée, par des normes sociales et par une industrie médiatique puissante, à la prouesse sexuelle ou au succès économique, il est difficile d'encourager la formation d'identités amenant les hommes à rejeter la violence et l'agression », on ne peut pour autant en déduire que les médias jouent un rôle simple et direct dans la création de l'identité masculine. A ce sujet, sans entrer dans le débat concernant l'impact direct ou indirect des médias dans la formation de l'identité, on reprendra le modèle théorique proposé par R.W. Connell<sup>46</sup>, qui, dans son analyse de l'ordre de genre, différencie différentes catégories de masculinité. La masculinité hégémonique est, pour l'auteur, « une

---

<sup>43</sup> Par exemple la Treatment Action Campaign dans le cas de la lutte contre l'épidémie de Sida ou, sur cette thématique et sur celle de la violence le très commenté projet Men As Partners, lancé en 1998 par le réseau EngenderHealth et par la Planned Parenthood Association of South Africa.

<sup>44</sup> Les plus célèbres, mais également les plus commentées étant Love Life, Soul City et Khomanani (cette dernière étant massivement financée et organisée par le gouvernement sud-africain)

<sup>45</sup> C. J. Ford, « Infant Rape and the Deconstruction of Predatory Impulsive Masculinity », contribution à la conférence « Sex and Secrecy » organisée par le Wits Institute for Social and Economic Research à l'Université du Witwatersrand, du 22 au 25 Juin 2003

<sup>46</sup> R.W. Connell, J. W. Messerschmidt, « Hegemonic Masculinity, Rethinking the Concept », *Gender and Society*, n°19, Décembre 2005

configuration de pratiques de genre qui incarne la réponse, valide à un moment donné, au problème de la légitimation du patriarcat, qui garantit (ou est censée garantir) la position dominante des hommes et la subordination des femmes ». C'est cette configuration, socialement et culturellement construite, variant d'un lieu à l'autre et dans le temps, qui est évoquée, créée, modifiée, subvertie dans le discours public. Le terme de « configuration » utilisé par Connell n'est pas anodin. L'auteur se défend en effet de figer une catégorie et de la réifier. L'article sur lequel on se base est en effet l'occasion d'une reformulation de ce concept, tentant de répondre et d'intégrer une série de critiques formulées à l'encontre de la notion de masculinité hégémonique. Comme le notent M. Wetherell et N. Edley<sup>47</sup>, la notion de masculinité hégémonique ne doit pas être comprise comme la tentative de décrire une catégorie d'homme, ni une structure générale que chaque homme incorporerait. L'emprunt du terme d' « hégémonie » utilisé dans sa signification gramscienne caractérise l'existence d'une tentative de « préserver, légitimer et naturaliser les intérêts des plus puissants – marginalisant et subordonnant les voix des autres groupes ». En ceci, la masculinité hégémonique « ne vise pas à décrire un homme réel ». [Elle] n'est pas un type de personnalité ou un trait masculin réel. [Elle désigne] plutôt un idéal, ou un type de normes sociales prescriptives, représentées symboliquement, mais qui est une partie cruciale de la texture de nombreuses routines [...], activités sociales et disciplinaires ». R.W. Connell reprend cette critique (ainsi que celles d'autres auteurs) à son compte dans sa tentative de reformuler la notion de masculinité hégémonique, il reconnaît que pour conserver son but anti-essentialiste, la théorie qu'il développe doit reconnaître systématiquement le fait que « ces masculinités hégémoniques peuvent être construites, et ne pas correspondre précisément à la vie d'aucun homme concret. Pourtant, ces modèles expriment, de différentes manières, des idéaux largement diffusés, des fantasmes et désirs ».

Ces éléments n'ont pas pour but de contribuer au recensement des différentes « surfaces d'émergence » (pris dans le sens foucauldien) des problématiques liées aux masculinités dans l'Afrique du Sud, mais bien plutôt de prendre acte de la

---

<sup>47</sup> M. Wetherell, N. Edley, « Negotiating Hegemonic Masculinity : Imaginary Positions and Psycho-discursive Practices », *Feminism and Psychology*, vol.9, N°3, SAGE Publications

forte médiatisation, ainsi que de la politisation des masculinités. Ce phénomène dont on poursuivra l'étude peut néanmoins être approché selon différents angles. Conformément à la démarche annoncée en introduction, on ne peut avancer qu'un certain nombre d'éléments objectifs tels que l'ampleur des violences commises par les hommes, les incidents liées à des rites initiatiques tels que la circoncision ou encore l'ampleur de l'épidémie de VIH/Sida produisent mécaniquement une politisation des masculinités. On avancera au contraire que les enjeux liés au débat public sur cette question sont des enjeux de « définition de la situation », pour reprendre la notion bien connue empruntée à W. Thomas<sup>48</sup>. Dans la perspective d'étudier la construction d'un problème public, il est important de souligner la dimension politique de tels débats, notamment à travers ce qui est régulièrement désigné comme des « politiques de la masculinité », et que l'on peut illustrer à travers l'exemple du mouvement de libération nationale.

### **1.5. « Crise de la masculinité », un discours politique.**

Cet exemple permet en effet de saisir, de manière certainement partielle, l'aspect politique de ce discours sur les masculinités. Comme le démontre T. Waetjen<sup>49</sup>, lorsqu'il traite du discours de la masculinité, compris comme un discours politique inextricablement lié au nationalisme zoulou, « le cas de l'Inkhata souligne à la fois le pouvoir et les limites de la masculinité comme idéologie de l'unité pour le nationalisme ». Dans le cadre du conflit ayant opposé de manière croissante dans les années 80 et jusqu'à la chute du régime d'Apartheid, l'African National Congress (ANC) et l'Inkhata Freedom Party (IFP), T. Waetjen souligne que « l'affirmation portée par l'Inkhata selon laquelle l'ANC menaçait la virilité zouloue constitue l'indice le plus direct et le plus explicite du fait que l'opposition de l'ANC affectait la capacité d'agir des zoulouophones que

---

<sup>48</sup> W. I. Thomas et F. Znaniecki, « Le paysan polonais en Europe et en Amérique, Récit de Vie d'un Migrant », 1919, édition de 1998, Nathan.

<sup>49</sup> T. Waetjen, *Workers and Warriors, Masculinity and the Struggle for Nation in South Africa* »,

l'Inkhata se faisait un devoir de défendre ». Pour cette raison, indique-t-il, les masculinités sont liées aux problématiques politiques en ceci qu'elles permettent de symboliser et de porter sur le terrain de l'identité des affrontements complexes. L'auteur note que « Dans la fermentation révolutionnaire de cet épisode, la défense de l'identité ethnique n'est pas la seule question ayant contribué à la politisation de la masculinité. La question de la solidarité raciale (l'unité noire), la controverse concernant les leaders traditionnels en milieu rural, le défi politique posé par la jeunesse, [...] sont certains des points de contentieux les plus explosifs entre l'Inkhata et l'ANC. Sur ces questions, les prescriptions politiques formulées par l'Inkhata se basent fortement sur des idées formulées à propos de la masculinité zouloue ». Plus loin dans ce chapitre, T. Waetjen restitue les affrontements entre IFP (à travers la parole du roi Goodwill Buthelezi) et ANC et la manière dont, au sein du premier mouvement, la définition de ce qu'est « être un homme », englobait des éléments aussi divers que la force physique, la résistance au travail, etc. L'auteur ajoute pourtant qu'il est nécessaire de prendre en compte la volonté, dans le contexte stratégique et idéologique de l'Inkhata et dans sa promotion du libre-échange, de discréditer la désobéissance civile prônée par l'ANC, y compris sur le lieu de travail, en l'excluant du champ de la masculinité valorisée. La politique d'agitation et de trouble, notamment dans les usines, se retrouve disqualifiée comme pratique des élites, féminisée dans le discours, employant des pratiques de dominants illégitimes opposés à une forme d'endurance, de nécessité d'endosser le rôle de *breadwinner* et de dévotion au bénéfice des territoires et des populations zouloues. A travers cet exemple, on conçoit que si les masculinités sont effectivement plurielles et variables, leur définition et la restriction de leurs champs sont également des questions, des activités politiques de légitimation ou de délégitimation symbolique.

En conséquence, on peut penser que la « crise de la masculinité » n'est pas une réalité empirique évidente et immédiate. Elle est un discours dans lequel différents acteurs s'affrontent pour définir la situation. Touchant au devenir de la nouvelle Afrique du Sud, elle ne peut être entendue sans faire référence à la construction d'une identité collective. Le discours public sur la masculinité, qu'il

soit académique, politique ou médiatique, insiste sur la déstabilisation des hommes, mais comme on le voit, la masculinité dont il est question relève, pour partie, d'un idéal-type, que l'on peut rapprocher de la « masculinité hégémonique », élément central de la théorie de R.W. Connell. Dans la partie suivante on va tenter de restituer une partie de ce processus de construction des masculinités dans le discours public, en montrant comment l'augmentation des violences, ou du moins leur ampleur ont amené à leur politisation.

## **2. Une politisation croissante des violences masculines : Conflits de libération, violences de droit commun et violences politiques.**

Dans cette partie, on examinera l'argument selon lequel au cours de l'histoire du mouvement de libération nationale, si violence et masculinité se sont construites en relation l'une par rapport à l'autre, les violences perpétrées par les hommes dans le cadre de la lutte anti-apartheid sont restées à l'écart du discours public. Bien entendu, aborder la masculinité sous l'angle de la violence comporte le risque de réduire la première à la seconde, de rapprocher l'étude des masculinités de l'étude de la violence comme si la seconde était la composante principale définissant les premières. Il ne s'agit pas ici de cette perspective, mais comme on va le voir, c'est à travers la question des violences que le discours public sur les hommes, donc, puis sur les masculinités s'est développé. C'est donc cette généalogie, ainsi que les principaux acteurs impliqués dans cette construction, que l'on va tenter de reproduire ici.

## 2.1. Le processus de mise en discours des violences sexuelles

D. Posel<sup>50</sup>, écrivant à propos de la mise en discours progressive des violences sexuelles dans l'Afrique du Sud postapartheid, avance que « la masculinité - particulièrement la masculinité des Africains noirs, puisque les taux de violence sexuelle sont rapportés être plus importants dans ces communautés – ont été placés sous une nouvelle forme d'examen et de censure publique. »

A ce titre, il est utile de souligner que les études historiques prenant comme sujet la politisation des violences masculines, et notamment des violences domestiques et sexuelles, sont rares. A ce sujet, on peut reprendre la parole de M. E. Campbell<sup>51</sup> selon laquelle « le manque d'études analysant « la violence de genre dans les townships [...] est une tragédie de l'historiographie sud-africaine ».

Les violences sexuelles, leur ampleur et leur interprétation peuvent être conçues comme un enjeu définitionnel. C'est pourquoi, comme on va le voir, plusieurs acteurs ou coalitions d'acteurs ont pu prendre position sur ces réalités, définir leurs origines et les solutions à y apporter.

Si l'on se focalise ici sur les acteurs appartenant au mouvement anti-apartheid, ou qui gravitent autour de ce mouvement, on peut ici également se référer à M. E. Campbell pour une analyse plus détaillée du discours officiel du régime d'Apartheid, ainsi qu'à ses évolutions, qui ne feront pas ici l'objet d'une restitution complète, mais qui doivent compléter les arguments avancés à l'occasion de ce mémoire.

C'est néanmoins lors processus, long et heurté, ayant abouti à la chute du régime d'Apartheid que les principales étapes de la mise en discours des violences sexuelles peuvent être repérées. Au cours des années 1980, le gouvernement sud-africain fait face à la politisation des townships et à un accroissement des violences dans ces derniers. La formation, en 1987, du comité « Social Affairs of

---

<sup>50</sup> D. Posel, « Politiques de la vie et politisation de la sexualité », in D. Fassin (ed), *Afflictions. l'Afrique du Sud de l'Apartheid au Sida*, 2004, Karthala

<sup>51</sup> M. E. Campbell, *Discourse analysis of Rape in South African Townships (1948-1994) : A Case for « Policing the Penis »*, Mémoire de Master, Université de Dalhousie, 2000



the Youth of South Africa Committee» met en avant une série d'explications causales portant sur des thèmes aujourd'hui encore régulièrement avancés afin de rendre compte de ces violences. Selon le rapport remis par ce comité au gouvernement, la déstabilisation des structures traditionnelles, et notamment des structures familiales, est un élément clé permettant de localiser l'origine de ce que M. E. Campbell résume sous le vocable de « désintégration morale » de la jeunesse. Le système du travail migrant est vu comme la pierre d'angle de cette déstabilisation. Le rapport indique notamment que « le système du travail migrant en vigueur dans la population noire a pour conséquence l'absence du père de famille gardé loin du foyer pendant de longues périodes de temps et à la désintégration des liens familiaux et tribaux. Ceci favorise la désobéissance, la rébellion et le non-respect de la loi ». Le regard porté par ce rapport, sur lequel se base l'analyse sociologique officielle, produit donc un argumentaire selon lequel une modification des conditions structurelles de la vie dans les townships amène à la dissolution des cadres de socialisation dans lequel les individus construisent leur masculinité. Ce rapport ayant donné lieu à un ensemble de préconisations, contenant notamment la réforme de la définition légale du viol, afin que celle-ci s'applique également aux violences sexuelles domestiques, on peut considérer, avec M.E. Campbell, que cela constitue, de manière surprenante, l'entrée sur l'agenda politique du régime d'Apartheid des thématiques relatives à l'égalité de genre. D'importantes réformes sont alors envisagées, et seront poursuivies bien que dans une orientation différente lors de la transition démocratique. On peut notamment citer l'accent mis sur la réforme de la police, du système de justice criminelle plus largement, et de la difficulté rencontrée par ces deux organes à prendre en compte et traiter efficacement les cas de violences sexuelles<sup>52</sup>. Dans le contexte de montée de l'opposition violente dans les townships, M.E. Campbell affirme qu' « à travers la reconnaissance et l'attention portée à cette jeunesse politiquement instable, le régime d'Apartheid porte également son attention [pour la première fois dans cette perspective], sur la violence non-politique à l'intérieur

---

<sup>52</sup> A ce sujet, voir le « Report of the Ad Hoc Committee of the President's Council on the Immorality Act (Act No. 23 of 1957 », Cape Town, 1985

de ces townships. A l'occasion de ce discours d'investigation de problèmes sociaux, un espace s'ouvre pour la prise en considération de la violence de genre ».

La couverture médiatique des cas de violences sexuelles sur des femmes est alors, dans les années 1970-1980, hétérogène et dépend en grande partie du type de média considéré et de son lectorat. Si ces années voient exploser le nombre de cas de viol reportés et les articles visant à expliquer ce phénomène, M.E. Campbell note à ce propos que les argumentaires déployés se basent de manière récurrente sur l'idée d'une sexualité noire plus active, plus agressive, plus sauvage, donnant lieu à ces violences. P. Laurence écrit le 18 Avril pour le Johannesburg Star le passage suivant : « Il existe une croyance répandue selon laquelle les africains ont une vie sexuelle plus libre – et, de plus, une croyance générale selon laquelle les hommes africains sont plus virils, plus puissant sexuellement, que les femmes africaines sont plus voluptueuses et s'abandonnent plus aisément »<sup>53</sup>. En résumé, il est important de noter que, du début des années 1970 à la chute du régime d'Apartheid, les médias sud-africains, notamment les médias blancs progressistes, multiplient les articles évoquant les violences sexuelles dans les townships, et que la présentation qui en est faite se modifie au cours du temps. De la mise en cause d'un déterminisme biologique, les articles publiés à partir du milieu des années 80 prennent peu à peu en compte une dimension genrée, et se met à jour un vaste champ de questionnement où se confondent les discours sur l'égalité de genre et d'autres, ciblant explicitement la sexualité des hommes africains.

## **2.2. L'influence des mouvements de femmes dans la mise en visibilité des violences sexuelles dans le mouvement de libération**

Si cette exposition croissante des violences sexuelles dans les townships, étudiée ici dans la presse blanche progressiste, ainsi que la plus grande attention portée à ce phénomène en des temps de politisation des townships ont contribué à

---

<sup>53</sup> P. Laurence « Sex and the African », article publié dans le Johannesburg Star, 18 Avril 1970

mettre en discours les violences sexuelles, de nombreux analystes<sup>54</sup> soulignent l'importance des mouvements de femmes et des mouvements féministes dans ce processus de politisation. Cette période de transition démocratique a en ce sens constitué un temps de confrontations et d'alliances stratégiques au sein du mouvement antiapartheid. La place qu'ont pu occuper ces mouvements et leur participation à la modification du regard porté sur les violences sexuelles est un point important qu'il faut à présent étudier. Comme le souligne S. Hassim<sup>55</sup> « les transitions démocratiques ne débouchent pas uniquement sur une reconstruction des institutions formelles de l'état. Elles sont également le moment où les relations entre états, partis politiques et mouvements sociaux peuvent être radicalement reconfigurées. Partant de mouvements de femmes relativement faibles, comme cela a été le cas en Afrique du Sud, ces relations à l'état, partis et autres mouvements sociaux sont cruciales pour délimiter les possibilités politiques et donner forme aux idéologies et aux stratégies promouvant le changement ». Dans un autre ouvrage édité par A. M. Goetz et S. Hassim<sup>56</sup>, S. Meintjes rappelle que la première loi traitant spécifiquement des « violences envers les femmes, le Prevention of Family Violence Act, a été voté en 1993, après de nombreuses années de pression de la part d'organisations issues de la société civile travaillant avec des femmes ayant connu ces abus ». Prenant acte de nouvelles opportunités d'intervention dans le débat public décrite dans le passage précédent, S. Meintjes avance que « la réussite de l'inscription de cette question sur l'agenda politique est le résultat de vingt ans de mobilisation contre les violences faites aux femmes. La loi a été votée dans le contexte d'importants bouleversements constitutionnels et politiques dans le pays et d'un niveau extrêmement élevé de violences à l'encontre des femmes ». L'émergence d'organisations féministes ne peut être traitée comme un phénomène simple. Ces groupes sont en effet variés, allant du groupe de soutien aux victimes à dimension local à la vaste coalition nationale visant entre autres à promouvoir des réformes légales dans l'objectif d'égalité de genre comme a pu l'être la Women's

---

<sup>54</sup> Parmi lesquels on peut citer, entre autres, D. Posel, S. Hassim, L. Walker, G. Reid.

<sup>55</sup> S. Hassim, « The Virtuous Circle of Representation: Women in African Parliaments », in *Women in African Parliaments*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, Inc., 2006

<sup>56</sup> S. Meintjes, « The politics of Engagement, Women transforming the Policy Process – Domestic Violence Legislation in South Africa » in S. Hassim, A. M. Goetz, (eds) *No shortcut to Power : African Women in Politics and Policy-Making*, 2003, Zeds Books.

National Coalition fondée en 1992. Néanmoins, S. Meintjes situe l'émergence de ces différentes organisations ou mouvements sociaux dans le contexte d'une forte politisation au niveau local, ainsi que « de l'émergence d'un ensemble de mouvements sociaux opposés au régime l'Apartheid et exigeant le respect des droits civiques ». A cette époque, un syndicalisme bourgeonnant côtoie la formation progressive d'organisations politiques regroupant la jeunesse. La révolte de 1976 contre le système de « Bantu Education », révolte ayant vu la mobilisation de nombreux étudiants (entre 3000 et 10 000 selon les sources), en constitue un emblème, culminant dans la mythification de la mort du jeune Hector Pieterse, devenu dès lors une icône nationale. Dans les années 70 en ce qui concerne les organisations féministes blanches (dont la plus célèbre Rape Crisis est fondée en 1977), puis dans les années 80 au cœur des townships, des groupes se forment avec le but revendiqué de mettre en lumière les violences sexuelles et de combattre leur impunité. S'élevant contre l'incapacité déjà évoquée de la police et du système de justice criminelle à traiter les cas d'agressions sexuelles, la question des violences domestiques a une place capitale sur l'agenda de ces organisations étant donné que, jusqu'alors, ces actes étaient difficilement rapportés et traités, étant considéré en bonne partie comme relevant de la sphère privée. Rendre public le privé est donc un des slogans soutenant la démarche de ces organisations. Dans la lignée de l'exposition médiatique des violences sexuelles dans les années 80, et de la critique de l'efficacité des services de police et de justice, ces organisations se trouvent néanmoins en opposition avec la South African Law Commission. Selon les arguments avancés par D. Posel<sup>57</sup> cette commission, prenant acte de la plus forte attention publique portée aux questions de violences sexuelles, proposa des réformes « utiles mais limitées », récusant les arguments féministes et la dénonciation de taux de violences sexuelles exceptionnellement élevés. La commission avance notamment que de tels chiffres ne sont que de la simple propagande féministe, nourrie par « la campagne pour l'amélioration du statut des femmes plutôt que par une approche honnête des défauts dans les pratiques et la législation existante ».<sup>58</sup> Pour D. Posel, si cette saillance de la question des

---

<sup>57</sup> D. Posel, «The Scandal of Manhood : 'Baby Rape', Unmaking Secrets of Sexual Violence in post-Apartheid South Africa », in L. Walker, G. Reid, *op. cit.*

violences sexuelles est croissante, « les réponses apportées ont pu être aisément incorporées dans le cadre légal, moral et culturel existant » à ce sujet. Bien que la massification des violences sexuelles spectaculaires dans les townships (sur laquelle le prochain paragraphe reviendra) soit une caractéristique de cette décennie, ce n'est que plus tard, en 1990, que les premières mobilisations de grande ampleur interviendront. L'initiative de la Marche contre les Aggressions Sexuelles, initiée par M. Maboso<sup>59</sup> et reposant sur une alliance avec les mouvements religieux est le signe d'une volonté d'inscrire l'égalité de genre à l'agenda du mouvement antiapartheid, et donc comme une des promesses et des sources de légitimation (ou de délégitimation) du nouveau régime. Ce processus est néanmoins heurté et chaotique. Les organisations puissantes au sein du mouvement antiapartheid, qu'il s'agisse de l'United Democratic Front (UDF), de l'IFP ou de l'ANC ont été ciblées par un important travail de lobbying de la part d'organisations de femmes, notamment à travers les relations que la Women's National Coalition a pu entretenir avec ces forces politiques.

### **2.3. Mouvements de femmes et nationalisme : des relations ambiguës**

Les relations entre les mouvements de femmes et les organisations politiques fonctionnant au sein du mouvement de libération nationale sont donc d'emblée complexes et stratégiques. La conciliation du nationalisme et des questionnements sur l'oppression des femmes ne sont pas obligatoirement concordants. L'utilisation dans le contexte sud-africain du terme même de féminisme, ou la qualification d'un mouvement comme tel, a donné lieu à d'importants débats, selon que ce dernier était perçu comme un outil au service de la démocratisation de la société à venir, ou comme un combat séparatiste par rapport à l'ensemble du mouvement de libération<sup>60</sup>. Il n'entre pas dans l'objet de ce mémoire de recenser les stratégies des innombrables mouvements de femmes et

---

<sup>59</sup> Voir à ce sujet D.E.H. Russel, *Lives of courage : Women for a new South Africa*, 1ère ed. 1991, 2003, iUniverse Inc

<sup>60</sup> L'article précédemment cité de S. Hassim propose de passionnantes réflexions sur ces thèmes.

leurs relations avec les différentes composantes du mouvement de libération. Evoquant cette relation tumultueuse, A. Charman, C. deSwardt et M. Simons<sup>61</sup> citent notamment proposent de considérer la conférence de Malibongwe comme un révélateur de ces tensions. Cette conférence, organisée du 13 au 18 Janvier 1990 par l'ANC à Amsterdam, représente selon les auteurs un tournant historique pour le mouvement étant donné qu'à cette occasion, « le statut des femmes en Afrique du Sud s'est vu accordé la légitimité d'un problème politique auquel le mouvement de libération devait trouver une réponse ». Sur ces points, il est clairement souligné que les prises de positions, opinions et réactions au sein de l'ANC sont complexes et n'échappent pas à la contradiction. L'articulation des oppressions – de race, de classe et de genre –, autrement dit la problématisation faite de ce qui a été nommé pendant ces débats la « triple oppression », pose un problème dont la réponse a des conséquences concrètes sur l'action publique que le mouvement tente de définir. Dans l'analyse qui est faite des écrits issus de cette conférence, l'article cité extrait trois lignes de force permettant de saisir l'articulation problématique entre ces trois éléments. « 1) Il est affirmé [lors de cette conférence] qu'une analyse de l'Apartheid et du capitalisme en soi permet d'expliquer l'oppression et l'exploitation de genre 2) Les références aux femmes se fondent sur l'évocation de leur rôle au sein de la famille, c'est-à-dire [...] en tant que mères, épouses et sœurs 3) Une approche orthodoxe marxiste-léniniste est appropriée afin de rendre compte de l'oppression et de l'exploitation de genre en Afrique du Sud ». Comme on va le voir, néanmoins, les contributions issues de cette conférence sont multiples et le questionnement sur les hommes et le masculin y tient une place que l'on doit restituer.

Il est intéressant de souligner qu'à l'occasion de cette reconfiguration de l'échiquier politique du mouvement de libération nationale, la situation des femmes et notamment la question des violences de genre a été cadrée de manière particulière, préparant par là-même la transition démocratique à venir. Les violences exercées par les hommes sur les femmes, évoquées sous l'angle des violences domestiques ou des violences sexuelles y sont évoquées et débattues. On peut citer à ce sujet la déclaration diffusée par l'ANC et connue sous le nom de

---

<sup>61</sup> A. Charman, C deSwart, M. Simons, « The Politics of Gender »

« Document de Mai » et issu des réflexions menées pendant la conférence de Malibongwe, qui affirme notamment que « l’oppression de genre est partout. Elle est ancrée dans notre culture et dans nos pratiques religieuses »<sup>62</sup>.

Néanmoins, on peut avancer que ce tournant dans la politique menée par l’ANC ainsi que par les autres organisations politiques (l’ANC étant généralement considéré comme étant plus sensible aux thématiques liées au genre que par exemple l’IFP), s’il contribue à mettre à l’agenda du régime à venir les violences de genre, ne constitue pas encore une remise en question des modèles de masculinité. Plusieurs évolutions, dont la plupart sont consécutives à la transition, devront donc être analysées.

#### **2.4. Le mouvement de libération nationale : le creuset de la « struggle masculinity »**

Néanmoins, avant de traiter ces éléments dans la partie suivante, il est nécessaire de revenir sur les contributions théoriques à l’étude des masculinités au sein du mouvement national étant donné qu’une large part du débat et de la production académique, médiatique et politique à suivre s’inspirera de l’interprétation selon laquelle le mouvement antiapartheid a vu se créer certaines formes de masculinités « héroïques » ou « militarisées » posant particulièrement problème dans le cadre du nouveau régime démocratique. G. Kynoch, dans un article consacré à la violence dans les townships<sup>63</sup>, souligne à ce sujet que « l’explication populaire à propos de l’épidémie de crime violent que connaît l’Afrique du Sud se concentre habituellement sur l’environnement immédiat [...]. Lorsque l’histoire est mobilisée, les racines du non-respect des lois et du crime violent sont remontent souvent à la « violence politique » des années 80 et 90. Selon cette interprétation, le combat ayant opposé l’ANC et ses alliés aux forces étatiques ainsi qu’aux membres de l’Inkhata [...] a créé une classe de militants

---

<sup>62</sup> ANC, « May Statement : Launching the Commission on the Emancipation of Women »

<sup>63</sup> G. Kynoch, « Crime, Conflict and Politics : An Historical Account of Township Violence in Transition Era South Africa, Paper Contribution à la conférence Sex and Secrecy

[...] qui ont continué à faire usage de la violence pour atteindre leurs buts après la cessation des hostilités politiques. » Les *comrades*<sup>64</sup> de l'ANC ont ainsi pu acquérir un rôle politique valorisé. Dans cet environnement, la politique d'implantation locale de l'ANC a pu entrer en résonance avec plusieurs éléments caractéristiques de la vie dans les townships noirs.

Premièrement, comme l'expose S. Mokwena<sup>65</sup>, cette politisation amené à l'explosion (parfois violente) d'un conflit générationnel latent dans ces townships. L'auteur avance en 1991 que, « le développement d'une culture politique spécifique à la jeunesse a également eu de graves conséquences en ce qui concerne la vie familiale. Dans le contexte d'affrontements violents, beaucoup de jeunes ont développé une arrogance notable qui a fait éclore un conflit de génération entre ces derniers et les aînés de la communauté et de la famille. Ce conflit générationnel ne s'est pas toujours manifesté sous des formes clairement politiques ; il a aussi pris des formes plus subtiles et plus durables dans l'intimité de la sphère familiale. » Ce conflit générationnel peut également se manifester de manière plus violente, opposant frontalement aînés et cadets, comme c'est le cas dans l'étude que fait C. Campbell<sup>66</sup> des groupes de *vigilantes*. Citant l'un d'eux, l'auteur souligne que ces groupes pouvaient s'investir dans l'affrontement direct avec les jeunes militants afin de mettre un terme à l'arrogance « des jeunes qui ose penser qu'ils peuvent défier le pouvoir des hommes plus âgés ». Comme on le voit ici, des mutations particulières des masculinités sont à repérer dans l'histoire et le contexte social dans lequel prend place le mouvement anti-apartheid.

En second lieu, il faut prendre en compte l'apport notable d'E. Unterhalter<sup>67</sup> qui, travaillant sur les modèles de « masculinité héroïque », montre qu'un statut dévalorisé comme celui de travailleur migrant, notamment dans les mines, peut donner lieu à un travail identitaire lié au développement d'une conscience historique et politique par lequel les individus, et notamment ici les mineurs noirs,

---

<sup>64</sup> Nom traditionnellement donné aux combattants de l'ANC dans les townships.

<sup>65</sup> S. Mokwena, « The era of the Jackrollers : Contextualizing the Rise of Youth Gangs in Soweto », contribution au Séminaire organisé par le Centre for the Study of Violence and Reconciliation à l'Université du Witwatersrand le 30 Octobre 1991.

<sup>66</sup> C. Campbell, « Learning to Kill : Masculinity, the family and Violence in Natal », *Journal of Southern African Studies*, vol. 18, Issue 3, 1992, Routledge

<sup>67</sup> E. Unterhalter, « The work of the Nation: Heroic Masculinity in South African Autobiographical Writing of the Anti-Apartheid Struggle » in C.Jackson. (ed.), *Men at Work. Labour, Masculinities, Development*, Frank Cass, 2001



redéfinissent le sens et le contenu politique de leur activité, se dotant ainsi d'une identité genrée et politique plus valorisante. Dans le cas qu'elle étudie, E. Unterhalter montre comment le travail dangereux, physique et peu valorisé dans les mines a donné lieu à un travail d'appropriation et de redéfinition, devant ainsi le marqueur d'un héroïsme masculin. Dans le même esprit, on peut avancer que l'engagement politique dans les mouvements de jeunes *comrades* a pu représenter, en plus de l'accès à certains biens matériels et symboliques, une identité historique et politique permettant de subvertir l'assignation des corps noirs opérés par le régime d'Apartheid soit à la démasculinisation, soit à l'hypersexualisation.

Un retour sur ces points est important. Si différents lieux typiques de la construction des masculinités sont régulièrement évoqués dans la littérature consacrée à ce sujet, et notamment le système du travail migrant auquel correspondrait la masculinité « traditionnelle », formée dans le contexte rural, la participation de la jeunesse aux luttes du mouvement anti-apartheid fournit également une source importante de commentaires et d'analyse. Les deux foyers sont légitimement évoqués comme des repères importants permettant de comprendre la configuration particulière des masculinités dans le contexte de l'Afrique du Sud. S'il est donc question dans le discours de masculinités « traditionnelles », il est important de noter qu'à l'occasion du conflit ayant opposé le régime d'Apartheid aux combattants du mouvement de libération nationale, une transformation rapide des modèles de masculinité urbaine, notamment chez les jeunes, est un comme une tendance de première importance.

J. Elappen<sup>68</sup> résume cette dichotomie sur laquelle reposent de nombreuses analyses des masculinités en Afrique du Sud : « Les populations rurales et urbaines ont produit deux types différenciés de masculinité dans le paysage sud-africain – Une masculinité africaine et une masculinité urbaine noire. Morrell montre que la masculinité africaine se réfère à la masculinité noire rurale. [Selon lui], la masculinité africaine constituait la masculinité hégémonique dans les 'réserves' et dans la société précoloniale. [...] La masculinité africaine est devenue synonyme d'identité africaine caractérisée par des liens forts de proximité tribale et ancestrale. Les discours à propos

---

<sup>68</sup>J. Ellapen, « Locating Blackness : the 'Township Aesthetics' and Representations of Black Identity in Contemporary South African Cinema », Mémoire de Master en Arts Dramatiques, Université du Witwatersrand.

de cette masculinité africaine se basaient sur l'essentialisation de l'africanité à travers la représentation de 'cultures africaines intemporelles' [...] Si la masculinité urbaine a rejeté les valeurs traditionnalistes [...] de la masculinité africaine rurale, elle ne s'est jamais totalement affranchie de ces expériences rurales.

Si le système du travail migrant est en général pris comme catalyseur de la construction des masculinités en Afrique du Sud, la lutte urbaine contre le régime d'Apartheid constitue un second point d'appui de la théorie à ce sujet.

T. Xaba<sup>69</sup> a présenté une analyse de cette situation qui a depuis été largement reprise et commentée dans la littérature académique. Il montre que l'accession à une masculinité « de combat », forgée comme une identité valorisée au cours de la lutte contre l'Apartheid, perd au final les ressources matérielles et symboliques auxquelles elle pouvait ouvrir droit. Si l'on a développé le cas des jeunes s'engageant dans la lutte organisée contre le régime d'Apartheid, souvent sous la bannière de l'ANC Youth League, une analyse similaire est appliquée à la branche militaire de l'ANC, Umkhonto weSizwe (MK) et à ses vétérans<sup>70</sup>. Plus généralement, K. Ratele<sup>71</sup> note, après avoir étudié la problématique du genre à l'aide de l'exemple particulier des travaux de S. Biko et du mouvement de la *black consciousness*, que les objectifs du mouvement ne sont pas sans contradiction. S'il s'agit de créer d'une part une Afrique du Sud « non-raciste » et « non-sexiste », ce que les travaux cités plus haut, ainsi que la lecture de l'analyse de Biko semble pouvoir confirmer, ils indiquent également que la transformation, ou encore la restauration d'une certaine masculinité ou virilité déniée aux hommes noirs pendant la période d'Apartheid entre également en jeu. K. Ratele indique notamment que, dans la pensée de Biko ; « une des conditions importantes de l'émancipation raciale est la reconquête de l'âme et de l'estime de soi des hommes noirs. »

Néanmoins, il est important de remarquer que, si les *Young Lions* et les MK ont fait l'objet de nombreuses controverses, le malaise existant dans l'Afrique du Sud contemporaine semble plus général, et porter sur les masculinités prises

---

<sup>69</sup>T. Xaba, « Masculinity and its Malcontents : The Confrontation between 'Struggle Masculinity and post-Struggle Masculinity', in R. Morrell », *Changing Men in Southern Africa*, 2001, Zed Books.

<sup>70</sup> On peut se référer à G. Kynoch, *op. cit.* pour une analyse plus détaillée des rapports entre Self-Defence Units, MK et les groupes de *comrades*. Cette analyse est extrêmement pertinente, mais n'entre pas précisément dans l'objet qui est traité ici.

<sup>71</sup> K. Ratele, « Men and Masculinities : Psychology and Politics », in T. Shefer, F. Boonzaier, P. Kiguwa (eds), *The Gender of Psychology*, 2006, Juta and Company Limited

comme un tout homogène. On avancera dans la partie suivante que, si les éléments d'analyse du mouvement anti-apartheid sont capitaux pour saisir le terrain historique ayant donné naissance à la « crise de la masculinité » que connaîtrait l'Afrique du Sud contemporaine à partir du terrain préparé par la politisation des violences masculines, c'est également du fait de l'ouverture de nouveaux espaces de contestation des normes de genres à l'occasion de la transition démocratique.

### **3. La transition démocratique et l'affirmation de l'objectif d'égalité de genre, transformations politiques et institutionnelles au lendemain de la chute du régime d'Apartheid.**

La transition vers la démocratie constitue un moment clé de l'analyse. Elle constitue l'épisode historique pendant lequel la régulation par l'état des relations de genre et de la sexualité est bouleversée. Alors que se prépare la mise en place de la démocratie politique en Afrique du Sud, on va voir qu'une série d'acteurs nouveaux prennent part au processus de négociation constitutionnelle. Ce trait caractéristique, qui fait dire de l'Afrique du Sud qu'elle est une démocratie au moins formellement parmi les plus progressistes du monde en matière d'égalité de genre, n'est pas sans influence sur l'évolution du cadrage des violences de genre, d'une part, de la redéfinition des relations de pouvoir entre hommes et femmes d'autre part. Il s'agira donc dans cette partie de présenter ces éléments et d'analyser la manière dont les modalités de la transition démocratique, en se ciblant particulièrement sur les réformes ayant trait au genre, ont pu participer à la requalification des comportements masculins. On s'intéressera donc aux aspects de cet épisode historique qui semblent le plus appropriés pour décrire ces évolutions, en montrant comment la transition démocratique a donné lieu à l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité politique pour les mouvements de femmes et de minorités sexuelles notamment. Cette notion de fenêtre d'opportunité politique, empruntée ici à S. Tarrow<sup>72</sup>, permet de mettre en avant un certain nombre de phénomènes permettant d'expliquer le succès rencontré par ces organisations. On va donc tenter de montrer que la transition démocratique (et au sein de cette période plus

---

<sup>72</sup> S. Tarrow, *Power in Movements: Social Movements, Collective Action and Politics*, 1994, Cambridge University Press

particulièrement le processus de rédaction de la future constitution) a donné lieu à l'ouverture, pour ces mouvements, d'un accès à la participation politique, dans un contexte de rivalités politiques entre plusieurs forces et, donc, des possibilités d'alliance. Ceci s'effectuera en plusieurs temps : après un aperçu de l'impact de la transition démocratique sur l'ordre de genre, on s'intéressera à ces mobilisations politiques, et à leur investissement dans la redéfinition des termes de la citoyenneté sud-africaine. Enfin, on soulignera le rôle particulier, et capital, du travail de la Truth and Reconciliation Commission en ce qui concerne l'appréhension des violences de genre.

### **3.1. La place des mouvements de femmes, et notamment de la WNC, dans les négociations constitutionnelles**

Dans l'introduction de leur ouvrage Men Behaving Differently, L. Walker et G. Reid résument adéquatement l'impact de la transition démocratique sur différentes sphères de la vie sociale identifiées par la littérature comme des lieux typiques de formation et de déploiement des masculinités. Les relations familiales, le milieu professionnel ainsi que la régulation des violences sexuelles ont connu une intense redéfinition au cours du processus ayant abouti à la promulgation de la constitution sud-africaine en 1996 : « La transition démocratique en Afrique du Sud a donné lieu à des changements dans l'ordonnancement genré de la société. Un système indubitablement patriarcal s'est vu relayé par de nouveaux idéaux d'égalité entre hommes et femmes, qui sont enchâssés dans la constitution. La première décennie de la démocratie sud-africaine a donc révélé au grand jour les proportions atteintes par les abus sexuels jusqu'alors scellés dans le secret de la sphère privée, affronté et déstabilisé les hiérarchies traditionnelles de genre et crée un espace permettant la construction et l'expression de nouvelles masculinités, tout en catapultant les questions liées à la sexualité sous les feux de l'actualité »<sup>73</sup>. C'est en effet, selon T. Sideris, une des caractéristiques communément jugée les

---

<sup>73</sup> L. Walker, G. Reid, *op. cit.*

plus importantes dans l'étude du rapport de la transition démocratique aux masculinités. L'auteur, ayant passé en revue une partie des travaux les plus commentés sur la question, juge que « les études les plus récentes identifient la transition à la démocratie politique comme un moment de déstabilisation importante pour les hommes »<sup>74</sup>

Il semble nécessaire de rendre compte des raisons pour lesquelles un mouvement porteur de revendications nationalistes et, comme on l'a vu, dans une relation complexe avec les mouvements de femmes, a donné lieu à la fois à un tel bouleversement de l'ordre de genre, ainsi qu'à une institutionnalisation que la production théorique juge exceptionnellement forte. L'étude des mobilisations politiques autour de la question du genre dans la période des négociations constitutionnelles peut sans doute aider à comprendre ce trait caractéristique de la démocratie sud-africaine. En effet, lors de la transition démocratique, on peut avancer que de nombreuses mobilisations politiques et notamment celles des mouvements de femmes et de minorités sexuelles, ont amené à une prise en compte et à une institutionnalisation largement reconnue des préoccupations liées au genre, dans le processus de rédaction de la constitution démocratique et après lui.

On peut tout d'abord mettre en avant le rôle moteur en la matière de la Women's National Coalition of South Africa (WNC). Cette organisation, créée en 1991 à l'initiative de l'Africa National Congress Women's League (ANCWL) découle des principes issus des délibérations de Malibongwe. Elle regroupe 70 organisations de femmes et va se lancer dans un important travail de recensement de revendications, visant à définir l'intérêt des femmes sud-africaines (en tentant de transcender les barrières de race et de classe). A partir de ce travail, l'organisation va tenter de promouvoir un ensemble de réformes institutionnelles et légales ainsi que de s'assurer de la réelle prise en compte de ses demandes, notamment auprès de l'ANC. F. Ginwala, lors d'un rassemblement d'organisations de femmes visant à définir le rôle et les moyens permettant la réalisation d'une Charte des Femmes, déclare en ce sens que « les femmes doivent s'assurer la

---

<sup>74</sup> T. Sideris, *op. cit.*

constitution ira plus loin qu'un engagement rituel pour l'égalité, mais qu'elle permettra véritablement de jeter les bases d'une vraie égalité de genre ».<sup>75</sup>

Selon G. Seidman, on peut caractériser rétrospectivement la démarche de ce mouvement (ainsi que des autres organisations ayant participé aux négociations constitutionnelles), et comprendre ainsi la place particulière qu'ils ont occupé dans le processus de transition démocratique. Selon ce dernier, les mouvements de femmes (au premier rang desquels la WNC) « continuèrent pourtant à se concentrer davantage sur la construction d'un État sexué que sur la mobilisation d'un soutien populaire en faveur des idées féministes. Alors que la notion d'« intérêts des femmes » restait quelque peu floue, les militantes se préoccupaient considérablement de la représentation féminine dans les instances politiques du nouvel État et de la création d'institutions sexuées, par le biais desquelles les femmes pourraient participer activement à la conception de nouvelles mesures politiques. »<sup>76</sup>. Il n'entrerait pas dans l'objet de ce mémoire de restituer l'ensemble du travail accompli par la WNC. Néanmoins, certains éléments doivent attirer l'attention si l'on veut comprendre comment l'investissement de cette coalition a pu contribuer à la production de l'ordre de genre promu par le régime postapartheid. A cet égard, le débat et les controverses à propos de l'opposition entre « droits culturels » et « droits de l'homme » semblent être de première importance. En effet, lors de la rédaction de la constitution provisoire sud-africaine, une importante querelle a opposé les leaders traditionnels aux militantes de la WNC. L'objet de cette querelle portait sur la relation entre l'« Equality Clause »<sup>77</sup> et le droit coutumier, et sur la soumission au non du second à la première. Il est avancé à cet égard par B. Mablanda<sup>78</sup> qu'« à l'occasion des négociations constitutionnelles, les intérêts des chefs et ceux des femmes (lorsque le débat portait sur la question des droits de l'homme) pouvaient entrer en conflit et être source de tensions. La politique du CONTRALESA [Congress of

---

<sup>75</sup> F. Ginwala, citée par S. Meintjes, *op. cit.*

<sup>76</sup> G. Seidman, « La Transition Démocratique en Afrique du Sud : Construction d'une Nouvelle Nation et Genre de l'Etat », Revue Clio, n°12, 2000, Presses Universitaires du Mirail

<sup>77</sup> La section 9 du Chapitre 3 « Fundamental Rights » de la Constitution Sud-Africaine contient ce qui est habituellement nommé l'« Equality Clause », qui garantit à tout citoyen l'égalité devant la loi et interdit toute discrimination basée entre autres sur « l'origine sociale ou ethnique [...] la religion, le genre, l'orientation sexuelle, l'âge, le handicap, [...] les croyances, la culture ou le langage »

<sup>78</sup> B. Mablanda, « Women in South-Africa and the Constitution-Making Process », in J. S. Peters, A. Wolper, *Women's Rights, Human Rights : International Feminist Perspectives*, 1995, Taylor and Francis

Traditional Leaders of South Africa] incluait la promotion de l'antiracisme et de l'antisexisme tout en réclamant le respect des peuples africains à travers la reconnaissance constitutionnelle des institutions traditionnelles. Toutefois, lors du débat sur l'Equality Clause, les chefs négociant en tant que représentants du CONTRALESA ont revendiqué la non-application de la clause pour les femmes vivant sous la loi coutumière. Les femmes opposées à cette proposition ont réussi à forcer les négociateurs à reconnaître le droit constitutionnel à l'égalité pour toutes les femmes sud-africaines, y compris lorsque celles-ci vivent sous le droit coutumier ». Sans que cela ait signifié une opposition frontale des femmes au système coutumier, l'opposition a porté sur la hiérarchie des normes. Selon G. Waylen, on peut penser que, dans ce processus, « la recherche d'une solution négociée a amenée à envisager la création d'un conseil des Chefs Traditionnels et de la Commission pour l'Égalité de Genre »<sup>79</sup>. Si on ne peut parler d'une opposition frontale entre mouvements de femmes et chefs traditionnels cet épisode est d'une importance particulière car il jette les bases d'une longue interrogation sur la compatibilité entre droit coutumier et égalité de genre sur laquelle on aura à revenir lorsque l'on traitera de l'épidémie de Sida et de la manière dont le triptyque conceptuel « masculinité – violence – tradition » s'est transformé dans le discours public.

### **3.2. La renégociation des relations de genre : La « sexualité constitutionnelle » [L. Walker]**

Néanmoins, au-delà des mouvements de femmes, on peut également avancer que le processus de négociation constitutionnelle a amené à une déstabilisation de l'ordre de genre en promouvant une reconnaissance, ainsi qu'une visibilité nouvelle, aux mouvements de minorités sexuelles. On peut se référer à ce sujet à la thèse portant sur les dilemmes et stratégies des mouvements de libération sexuelle en Afrique du Sud (et

---

<sup>79</sup> G. Waylen, « What does the South African Transition tell us About Gender and Democraization ? », Occasional Paper n°9, Centre for Advancement of Women in Politics, Queen's University, 2004

en Namibie) de A. M. Currier<sup>80</sup>. Si la stratégie menée par les mouvements de minorités sexuelle diffère sur certains points, et notamment concernant l'alternative « augmenter sa visibilité » ou « entrer dans un travail de lobbying auprès des mouvements politiques » tels que, entre autres, l'ANC, on peut avancer que ces mouvements ont réussi, non sans rencontrer de difficultés<sup>81</sup>, à obtenir la sécurisation des droits des minorités sexuelles dans la nouvelle constitution. Le rapprochement d'organisations telles que GLOW (Gay and Lesbian Organisation of the Witwatersrand) et de membres prééminents de l'ANC lors de la levée de l'interdiction de ce mouvement en 1990 a amené à inclure dans la constitution sud-africaine la protection des droits des minorités sexuelles, ce que l'ANC (suivie de près par l'IFP et le Democratic Party) accomplit en 1992. De manière similaire aux mouvements des femmes, une organisation regroupant de nombreux mouvements LGBT, la National Coalition for Gay and Lesbian Equality, a été formée afin de contrôler l'harmonisation de l'action politique postapartheid avec les principes constitutionnels en matière de protection des minorités sexuelles.

En conclusion, on peut évoquer, avec B. Beresford, H. Schneider et R. Sember, le fait qu'« un ensemble de coalitions formées au sein même du mouvement de libération se sont rapidement réorganisées sous forme de groupes d'intérêt [...] ayant fait du développement de la règle constitutionnelle leur principale préoccupation. Bien que ces groupes aient joué un rôle extra-parlementaire, leur alliance de longue date avec certains représentants politiques, parmi lesquels beaucoup ont été à la tête de la résistance avant d'entrer au parlement, leur a assuré une influence considérable auprès de l'Assemblée Constitutionnelle [chargée de rédiger la constitution définitive, promulguée en 1996] »<sup>82</sup>

---

<sup>80</sup> A. M. Currier, The Visibility of Sexual Minority Movement Organizations in Namibia and South Africa, Université de Pittsburg, 2007

<sup>81</sup> Voir par exemple dans le travail cité ci-dessus la controverse ayant opposé l'organisation Gay and Lesbian Organisation of the Witwatersrand (GLOW) et l'ANC sur la polémique enclenchée par W. Mandela associant dans une allocution publique l'homosexualité à la perversité et la décrivant « une contamination blanche de la culture noire ». Pour l'auteur, cette polémique est le signe que si, officiellement, l'ANC s'est positionnée pour l'élimination de toutes les discriminations, on peut affirmer à l'intérieur même du mouvement, la question a donné lieu à des débats virulents et à des postures contradictoires.

<sup>82</sup> B. Beresford, H. Schneider, R. Sember « Constitutional Authority and its Limitations : The politics of sexuality in South Africa », in « Sexpolitics : Reports from the Frontlines », Sexuality Policy Watch



### **3.3. Un nouveau normatif : législation promouvant l'égalité de genre et criminalisation des violences de genre.**

Ce processus de mobilisation politique, prenant la forme d'un lobbying auprès des instances de l'ANC et du nouveau régime a donné lieu à un nouveau législatif et notamment à une implication forte de ce nouveau régime dans la criminalisation des violences sexuelles. Dans sa démarche, Liz Walker<sup>83</sup> identifie d'importants changements dans la législation concernant la question de l'égalité entre hommes et femmes. On peut notamment citer à ce sujet la promotion des femmes dans les instances décisionnelles, notamment le système de quota imposant 30% de femmes au parlement. Au sujet des violences sexuelles, on peut également rappeler qu'une série de mesures et de réformes légales ont amené le régime postapartheid à faire de cette question une des priorités de la démocratie naissante. Parmi celles-ci, la définition de la violence criminelle à l'encontre des femmes et des enfants comme une priorité nationale de la National Crime Prevention Strategy de 1996 fait écho au durcissement des peines condamnant ces crimes à travers la réforme de la procédure pénale à l'encontre des criminels sexuels. Les violences domestiques firent l'objet du vote du Domestic Violence Act, communément jugée comme étant la pierre d'angle de la lutte contre les violences, notamment sexuelles, faites aux femmes, étant donné qu'elles sont par excellence le lieu de friction entre sphère publique et sphère privée (et donc un champ de bataille définitionnelle) dans le cadre du nouveau régime. Cette loi, votée en 1998, reflète selon S. Meintjes<sup>84</sup> la transformation des violences sexuelles (et non uniquement des violences domestique qui en sont une composante) d'un problème social à une question politique et légale. La loi redéfinit les violences domestiques (en y incluant notamment les violences sexuelles à l'intérieur de la sphère domestique ainsi que les violences psychologiques ou le harcèlement) et met en place l'injonction faite aux services de police d'évaluer l'efficacité son efficacité dans l'application de la loi. Selon l'auteur, ce passage d'un problème

---

<sup>83</sup> L. Walker, *Negotiating the Boundaries of Masculinity in Post-Apartheid South Africa*, in L. Walker, G. Reid, *op.cit.*

<sup>84</sup> S. Meintjes, *op. cit.*

social à une question politique est rendu possible par la combinaison des éléments cités ci-dessus, à savoir l'engagement militant des femmes, la présence d'actrices de ces mouvements au parlement et les liens forts existant avec l'ANC, matérialisés notamment par la création, en 1995 du National Network on Violence against Women, réunissant à l'initiative du gouvernement le ministère de la santé, des affaires sociales et de la justice, ainsi que des organisations civiles luttant contre les violences sexuelles. Outre le Domestic Violence Act, on peut également citer l'obligation légale de verser le même salaire aux hommes et aux femmes, ainsi qu'entre autres, la reconnaissance de la nécessité de prendre en compte les intérêts des jeunes femmes élèves et étudiante dans l'éducation sud-africaine. Comme le rappelle le travail cité de S. Meintjes, néanmoins, il est à noter que le *modus operandi*, c'est-à-dire la recherche de l'inclusion de représentants des mouvements de femmes aux équipes de négociation, au moment où le pouvoir politique est renégocié en Afrique du Sud, ainsi qu'une nécessité de compromis avec l'ANC et les autres forces politiques ont pu amener à accentuer les revendications liées à la représentation des femmes dans la sphère publique. Malgré le renouveau législatif que l'on vient de citer, il est important dans la démarche de ce mémoire de remarquer que les lois visant à promouvoir l'égalité de genre dans la représentation politique (on a cité ci-dessus l'exemple des quotas au parlement) ont constitué un bouleversement des mœurs politiques. En revanche, comme on l'a noté en introduction, la régulation des relations de genre dans la sphère privée est et est demeurée en partie incantatoire. La criminalisation des violences sexuelles a modifié leur statut et leur visibilité, mais c'est principalement au cours des premières années de la nouvelle démocratie que les identités de genre, et au premier chef les masculinités, deviendront réellement un enjeu politique. H. Moffett<sup>85</sup> peut donc, citant un représentant de l'ANC, résumer cette situation par la phrase issue de la période de la transition démocratique, attribuée à un membre prééminent de l'ANC, défenseur enthousiaste des mesures en faveur de l'égalité de genre promues par son parti : « la démocratie s'arrête à ma porte d'entrée ».

---

<sup>85</sup> H. Moffett, « 'These Women, They Force us to Rape Them' : Rape as a Narrative of Social Control in Post-Apartheid South Africa », *Journal of Southern African Studies*, Mars 2006, Vol. 32, n°1

On ne peut déduire directement de ces bouleversements dans la régulation par l'état des relations de genre une « crise de la masculinité », ce qui reviendrait alors à concevoir les relations de genre comme un jeu à somme nulle (les hommes perdent ce que les femmes gagnent), et qui n'explorerait pas le lien complexe entre modification du cadre légal, le discours de la « crise de la masculinité » et l'édification d'une identité collective liée à la nation sud-africaine.

On peut en revanche les considérer comme participant d'un courant plus général, auquel la transition démocratique a largement participé, qui traduit le passage dans la sphère publique, et donc la plus grande visibilité de faits auparavant confinés dans le secret du privé. Avant de s'intéresser à ce que D. Posel nomme la « politisation de la sexualité »<sup>86</sup> au lendemain de l'établissement de la démocratie sud-africaine, il est nécessaire de se pencher sur un dernier élément, moins étudié, mais participant à la relecture des violences sexuelles au lendemain de la transition. En effet, la requalification discursive de ces violences s'effectue au moment où la démobilisation politique du mouvement de libération nationale s'effectue, et marque donc, comme on va tenter de le montrer, une transformation de la violence politique en violence criminelle.

### **3.4.       Rendre compte du « surgissement » des masculinités violentes : la rupture entre crime politique et crime de droit commun dans le processus de réconciliation**

La Truth and Reconciliation Commission, dispositif central du processus de réconciliation nationale, est chargée en décembre 1995, de statuer sur les crimes commis dans le cadre du régime précédent. Présidée par l'archevêque Desmond Tutu, et organisée en trois comités Amnistie, Violations des Droits de l'Homme, et Réparation et Réhabilitation, elle a conduit un travail de 3 ans et une imposante série d'investigations au sujet des violences commises sous le régime d'Apartheid.

---

<sup>86</sup>D. Posel, «The Scandal of Manhood : 'Baby Rape', Unmaking Secrets of Sexual Violence in post-Apartheid South Africa », in L. Walker, G. Reid, *op. cit.*

Dans le mandat confié à cette commission, figurant dans le postambule de la constitution provisoire de 1993, G. Simpson<sup>87</sup>, relève le passage suivant « afin de permettre cette réconciliation et cette reconstruction, l’amnistie sera accordée aux actes, omissions et infractions associée à des objectifs politiques et commis au cours des conflits passés ». G. Simpson et D. Posel<sup>88</sup>, après avoir salué et documenté le travail accompli par la commission, critiquent la perception de la justice restauratrice mise en avant par celle-ci. Ils commentent ironiquement « l’affirmation selon laquelle la justice restauratrice allait contribuer au rétablissement du règne de la loi en Afrique du Sud, comme si le cambrioleur ou le voleur de voitures postapartheid allait en quelque sorte respecter la légitimité de la loi, en dépit de fait que l’assassin politique [soit amnistié] de ses meurtres. » Ils avancent, plus loin, que « la TRC et la construction de la nation qu’elle a permis se basaient sur ‘une version quelque peu édulcorée du passé » toute entière basée sur la possibilité de trouver une « ligne de démarcation claire entre violence politique et violence criminelle, la date du 27 Avril 1994 tenant lieu de mur infranchissable entre l’ère de la violence politique et celle de la violence criminelle antisociale ». En ce sens, ils critiquent cette partie du travail de la commission, qui, par cette distinction, principal critère décidant de l’octroi ou non d’une amnistie, « a plus fait pour masquer que pour révéler les patterns de conflit social les plus ancrés et les plus durables sous l’Apartheid ». Il est nécessaire, selon R. C. Morris<sup>89</sup> « de noter [...] que, alors que la politique de la TRC se focalisait sur l’opposition binaire [...] entre violence personnelle ou aléatoire et violence politique, la violence sexuelle aléatoire [sur des inconnu-e-s] s’oppose en fait à deux autres formes de violence sexuelle : celle qui a lieu à l’intérieur même du foyer et celle qui a lieu dans le champ politique. La violence domestique est criminalisée dans le discours. La violence sexuelle politique est l’objet d’un discours historicisant, puisqu’alors que l’état consolide son monopole de la violence, la catégorie [discursive] de la violence politique recule. [...] Le gangstérisme, à présent

---

<sup>87</sup> G. Simpson

<sup>88</sup> D. Posel, G. Simpson « The Power of Truth: South Africa’s Truth and Reconciliation Commission in Context » in D. Posel, G. Simpson (eds), *Commissioning the Past. Understanding South Africa’s Truth and Reconciliation Commission*, 2002, Wits University Press,

<sup>89</sup> R. Morris, « The Mute and the Unspeakable : Political Subjectivity, Violent Crime, and the ‘Sexual Thing’ in a South African Mining Community », in J. Comaroff and J. Comaroff, *Law and Disorder in the Postcolony*, 2006, University of Chicago Press

dissocié du combat politique pour lequel il a été mobilisé dans les années 1980 et 1990, n'apparaît plus que comme la cible d'une sévère répression».

A la lumière de ces éléments, comment comprendre la préoccupation exprimée dans le nouveau cadre démocratique, envers les masculinités et l'affirmation répétée de la « crise de la masculinité » au singulier ? Les changements institutionnels, politiques et législatifs ont modifié le cadre dans lequel s'exerce la citoyenneté sud-africaine, déstabilisant par ce biais la perception de l'ordre de genre en Afrique du Sud. La thèse la plus régulièrement avancée veut que « les transitions dans les relations de genre/pouvoir incarnées par la constitution ont déclenché une crise de la masculinité (ou exacerbé une crise déjà existante) qui a pris plusieurs formes. La réaction de certains hommes à ce glissement dans les relations pouvoir dans le domaine du genre ont été (peut être de manière peu surprenante) violente [...] et réactionnaires »<sup>90</sup>. Pourtant, d'autres ont emprunté le chemin illustré par James [un des hommes interviewés par Liz Walker et présentant une masculinité non-violente, réflexive et alternative]. Alors que la 'sexualité constitutionnelle' semble avoir fermé quelques portes aux hommes en réduisant le 'dividende patriarcal' (au moins au niveau de la loi), elle a simultanément ouvert des espaces et créé des opportunités pour les hommes de construire des identités masculines non-violentes et plus 'égalitaires' ». On va voir dans la partie suivante que le traitement dans le cadre du régime démocratique des violences sexuelles, ainsi que l'impact et la résonance politique de l'épidémie de Sida ont transformé le questionnement sur les violences sexuelles en questionnement sur les masculinités. Cette transformation doit être analysée, car la transition n'a pas donné lieu qu'à un bouleversement terminologique, mais on va voir que dans la « crise de la masculinité » se retrouvent les angoisses collectives à propos de l'identité et de l'avenir de la nouvelle nation.

---

<sup>90</sup> L. Walker « Negotiating the Boundaries of Masculinity in Post-Apartheid South Africa », in L. Walker, G. Reid, *op. cit.*

## ***2<sup>ème</sup> Partie : Les masculinités en crise dans le contexte démocratique : Panique morale, violences sexuelles et épidémie de sida.***

La première partie de ce mémoire a tenté de montrer de quelle manière la montée des mobilisations politiques, et notamment de la lutte armée contre le régime d'Apartheid a donné lieu à une mise en discours des comportements masculins à partir de la thématique des violences sexuelles, ainsi qu'à l'ouverture (et à l'investissement) d'espaces politiques nouveaux pendant la transition démocratique sud-africaine. Les mobilisations de mouvements de femmes et de minorités sexuelle, mais également le traitement de l'histoire, dans la configuration politique des négociations constitutionnelles et de la transition, constituent autant de « surfaces d'émergence » du discours sur les hommes ainsi que de la remise en cause de l'ordre de genre tel qu'il a pu exister sous le régime précédent. La mise en place d'une série de réformes légales et institutionnelle a tenté de promouvoir et d'évaluer une action publique en faveur de la modification du statut des femmes et l'octroi d'une citoyenneté à part entière. Il est par ailleurs notable que la remise en question du masculin est envisagée, dans les médias ou dans le discours public du régime d'Apartheid essentiellement sous deux angles, celui de la tradition bouleversée, ou celui de la violence, présentée comme à la fois quotidienne et extraordinaire, de la vie dans les townships. Cette seconde partie sera l'occasion de se situer dans le contexte post-transition afin de poser une série de questions concernant le discours sur la crise des hommes et du masculin. On tentera en première partie d'analyser le surgissement d'une intense polémique autour des agressions sexuelles sur les enfants, mettant directement en cause les comportements masculins dans le cadre renouvelé de la démocratie politique et de la promotion des droits de l'homme en Afrique du Sud. A cette occasion, on tentera d'établir une typologie des modèles de « crise de la masculinité » trouvés dans la littérature académique. La seconde partie viendra compléter l'analyse précédente en montrant de quelle manière la question des violences sexuelles ainsi que l'impact de l'épidémie de Sida ont contribué à une intense « politisation de la

sexualité »<sup>91</sup>, amplement relayée à travers la société sud-africaine, et posant plus particulièrement la question de la « renaissance » de l’Afrique du Sud après la période d’Apartheid. Enfin, à l’occasion d’une dernière partie, on portera plus précisément l’attention sur la place de la « tradition » dans le discours de la « crise de la masculinité » et sur les enjeux que sa circulation laisse transparaître.

## **1. Topographie de la « crise de la masculinité » en Afrique du Sud : entre identité et économie politique de la sexualité ou la tension existant entre une attention portée aux conditions sociales, économiques et culturelles à une panique morale au sujet des hommes pris comme une catégorie homogène**

Comme le suggère le titre de cette partie, il s’agit, après avoir étudié la mise en discours des masculinités dans le contexte d’un Apartheid finissant puis de la transition démocratique, d’examiner la structure du discours de la « crise de la masculinité » et les tensions internes qu’il secrète. On poursuivra cet objectif en tentant de caractériser les liens causaux liant bouleversements structurels et « crise de la masculinité ». Dans le contexte de l’Afrique du Sud postapartheid, on verra que ce thème discursif de la « crise de la masculinité » est placé dans une situation ambiguë étant donné que sa diffusion a été démultipliée par les premières crises sexuelles connues par la jeune démocratie, donnant lieu à un chevauchement entre discours académique, médiatique et politique. La tension existant entre la masculinité comme identité et comme structure conclura cette partie de l’analyse.

### **1.1. « Crise de la Masculinité » et économie politique de la sexualité**

M. Hunter<sup>92</sup>, dans un article traitant des transformations de ce que signifie « être un homme » au sein de la population zouloue du KwaZulu-Natal, fait débiter son analyse par une analyse de l’importance des mutations du marché du

---

<sup>91</sup> D. Posel, « Politiques de la vie et politisation de la sexualité », in D. Fassin (ed), *op.cit.*

<sup>92</sup> M. Hunter, « Cultural politics and masculinities : Multiple-partners in historical perspective in KwaZulu Natal », *Culture Health and Society*, Juillet-Août 2005, Routledge

travail et des perspectives d'emploi existantes dans la population qu'il étudie : « Depuis les années 1970s [...] les innovations technologiques, le ralentissement de la croissance, l'augmentation de la population et, depuis 1994, l'abaissement des barrières douanières, ont provoqué une importante montée du chômage et une forte précarisation du travail. Les estimations contemporaines du taux de chômage sud-africain oscillent entre 30 et 42%, en fonction de la méthodologie utilisée. Certes, certains au sein de la population noire de l'Afrique du Sud ont bénéficié de la de-racialisation de l'éducation et de l'emploi consécutive à la chute de l'Apartheid, mais pour la grande majorité, les perspectives d'emploi sont très minces. »

En effet, on ne peut sans doute séparer l'évolution du marché de l'emploi, et donc les politiques économiques mises en place à la suite de la transition démocratique, de l'ensemble des foyers à partir desquels se structurent les masculinités. C'est une des raisons pour lesquelles l'emploi de ce terme au pluriel prend tout son sens. Il est à remarquer à ce sujet que si les projets liés au « Reconstruction and Development Plan » (RDP), promu par l'ANC pour reconstruire une économie africaine non-racialisée et promouvoir ce que le slogan canonique a immortalisé sous la formule « *a better life for all* », n'ont eu qu'un impact relatif en termes de réduction des inégalités. L'émergence d'une classe moyenne noire et urbaine en mobilité ascendante (correspondant environ à 35% de la population noire et de la population indienne) s'est traduite par une augmentation des revenus de cette classe, qui représente aujourd'hui 14% du revenu national<sup>93</sup>. En 2004, le SARP (Southern Africa Regional Poverty Network), estime que le coefficient de GINI en Afrique du Sud est passé de 0.62 en 1991 à 0,72 en 2001, ce qui en fait une société parmi les plus inégalitaires au monde<sup>94</sup>. Cet indice est par ailleurs plus important dans la population africaine, pour laquelle il est de 0.72, que dans la population blanche, pour laquelle il vaut 0,60.<sup>95</sup>

---

<sup>93</sup> E. Harsch, « L'Afrique du Sud face aux Inégalités », Afrique Relance, vol. 14, n°4, 2001, Publication du Département de l'Information des Nations Unies

<sup>94</sup> Les données de ce paragraphe sont notamment issues de SARP, Fact Sheet: Poverty in South Africa, 2004

<sup>95</sup> D'après le rapport du PNUD 2007, cette tendance se poursuit. Les indicateurs ne donnent pas de chiffres spécifiques sur les inégalités entre population africaine et population blanche, mais, d'après ce rapport, l'indicateur d'inégalités de Theil entre les différentes composantes raciales de la population passe de 0.937 en 2001 à 1.030 en 2006, et à l'intérieur de ces groupes, il évolue sur la même période de 0.550 à 0,613.



M. Hunter apporte un élément capital à l'occasion de son étude consacrée aux mutations de ce qu'il nomme l'*isoka masculinity*, caractérisée selon lui par la recherche d'un investissement dans des relations avec plusieurs femmes, et permettant d'accéder à une certaine reconnaissance par les pairs, au sein du groupe des jeunes hommes du KwaZulu Natal. L'importance de l'étude de M. Hunter (largement commentée depuis) réside dans le fait qu'elle étudie la reconfiguration de cette forme de masculinité en relation avec les évolutions du contexte socio-économique. Le lien entre ces deux éléments est complexe et passe par une analyse de ce que l'auteur nomme « l'économie politique de la sexualité » et la déstabilisation des rôles masculins.

## **1.2. Déstabilisation des rôles 'traditionnels' masculins et féminins : Sphère domestique et sphère professionnelle**

M. Hunter affirme à ce sujet que si ce type de masculinité peut apparaître comme une constante régissant les rapports de genre dans cette région, une analyse plus approfondie révèle qu'« un important taux de chômage et une crise dans l'accessibilité du mariage [qui constituait l'achèvement attendu de l'*isoka*]- qui trouve ses racines dans l'impossibilité pour les hommes de payer l'*ilobolo* [dot obligatoire liant les deux familles impliquées sous forme de bétail ou, de manière croissante, sous forme financière], constituent des facteurs importants ayant contribué à une redéfinition des sexualités. Tandis que ces formes de masculinité devenaient progressivement impossibles à incarner, et tandis que les perspectives de mariage s'amenuisaient, une puissante *isoka masculinity* a émergée célébrant le fait d'avoir plusieurs partenaires et la pénétration sexuelle ». L'union entre *isoka* et mariage, constituantes du parcours de vie des jeunes hommes tel qu'attendu par la communauté s'est donc trouvée mise en péril par les modifications du contexte socio-économique, modifiant par la même la construction des masculinités. D'autres analyses mériteraient d'être citées concernant les transformations de l'« économie politique de la sexualité » et l'influence de la marginalisation économique et professionnelle sur la transformation des masculinités, lue comme une entrée en crise. Si l'analyse de M. Hunter se base sur une lecture de la

sexualité comme ancrée dans un système de régulation des unions dans le contexte particulier du KwaZulu Natal, l'idée de l'influence forte de facteurs structureaux concernant l'emploi et le travail sur la construction des masculinités est en général reprise dans la littérature portant sur la « crise de la masculinité » et son utilisation comme facteur explicatif des violences sexuelles. L'auteur remarque qu'il est fréquemment « suggéré que l'incapacité des hommes à incorporer les nouvelles attentes des femmes (féminisme), combiné au recul des formes traditionnels de travail [...] rendent [les hommes] particulièrement enclins à des formes de résistance conduisant à des comportements criminels ». En effet, M. Silberschmidt<sup>96</sup> généralise les éléments d'analyse apportés par M. Hunter en ajoutant que « dans les environnements ruraux comme urbains – en dépit de leurs différences fondamentales » on retrouve des caractéristiques semblables : « la pauvreté, l'instabilité sociale, le chômage, le manque d'accès à des sources de revenu – sans mentionner les conditions d'hygiène et de santé reproductive qui se détériorent. » Ainsi, on pourrait rendre compte de l'incapacité des hommes à remplir le rôle attribué par eux-mêmes et par leur environnement social (masculin ou féminin) de principale source de revenu d'un ménage en évoquant les transformations de l'environnement économique et de l'accessibilité du travail. Des analyses similaires sont conduites à propos des femmes. Comme le montrent D. Casale et D. Posel<sup>97</sup>, depuis la fin des années 90, le nombre de femmes en recherche d'emploi a augmenté deux fois plus rapidement que le nombre de femmes dans la population active. Il faut souligner que, comme ces auteurs le rappellent, cet emploi est en général moins rémunéré que l'emploi des hommes, et cette incorporation des femmes dans le marché du travail sud-africain se fait notamment dans les domaines du travail domestique, dans la santé et dans la vente, mais occupant dans ces deux derniers domaines des emplois en général peu qualifiés. La promotion d'un cadre législatif propice à l'emploi des femmes est un facteur à prendre en compte. Si en effet les femmes, notamment en milieu rural, sont durablement exclues du marché de l'emploi, une des explications évoquées afin d'expliquer d'une part la tendance à la féminisation

---

<sup>96</sup> M. Silberschmidt, "Disempowerment of Men in Rural and Urban East Africa: Implications for Male Identity and Sexual Behavior" 2001, *World Development*, 2001, n° 29, Elsevier

<sup>97</sup> D. Casale, D. Posel, « The feminisation of the labour force in South Africa : an Analysis of Recent Data and Trends », *South African Journal of Economics*, n°70, 2002

de la force de travail, d'autre part l'émergence d'une minorité de travailleuses qualifiées réside dans la modification du cadre légal dans lequel s'exerce le travail des femmes. A titre d'exemples, on peut notamment citer l'Employment Equity Act de 1996 qui interdit toute discrimination à l'embauche fondée notamment sur « le genre, le sexe, [...] le statut marital, les responsabilités familiales ».

Ces évolutions, que les auteurs appellent à juste titre à nuancer étant donné que les femmes, notamment en milieu rural, restent en grande partie dans une situation de marginalisation économique extrême, sont donc constitutives de la « crise de la masculinité » telle qu'elle est décrite dans les études qui ont été explorées jusqu'ici. Elles doivent également être combinées avec la plus grande attention portée aux violences faites aux femmes, évoquées dans la partie précédente. Il est fréquemment avancé que, du fait de ces transformations de l'action publique et de la configuration socio-économique de la nouvelle Afrique du Sud, la situation des hommes s'est trouvée modifiée, tant dans la sphère publique que dans la sphère privée. Néanmoins, la conceptualisation de la « crise de la masculinité » dans la littérature actuelle repose, comme on va le voir, sur une qualification du lien entre les transformations structurelles et l'identité masculine et notamment la manière dont se lient masculinité, identité et pouvoir.

La proposition leitmotiv des *men's studies* contemporaines selon laquelle les différentes masculinités ne sont pas biologiquement déterminées, mais construites socialement et dans des contextes socio-économiques, institutionnels, politiques et culturels particuliers prend ici toute son importance. En effet, on ne peut concevoir qu'il existe un type monolithique et a-historique de masculinité qui permettrait d'associer à un contexte particulier le déclenchement d'une crise.

### **1.3. Des hommes en détresse identitaire ?**

Ce contexte joue donc d'une manière particulière, résumée par B. Hamber<sup>98</sup> lorsque ce dernier affirme que « le discours de la crise de la masculinité implique que le cœur de la question se trouve dans l'insécurité des hommes, provoquée par des

---

<sup>98</sup> B. Hamber, *op. cit.*

changements sociaux ayant pour conséquence le fait que les rôles [masculins] dits traditionnels sont devenus obsolètes ou dysfonctionnels. » Le lien entre les bouleversements de l'environnement social et les réactions des hommes se fait par le recours à un questionnement sur l'identité et la détresse identitaire. La transformation de l'environnement social mettrait donc les hommes dans une situation où l'accomplissement de la forme de masculinité valorisée dans un contexte donné (à rapprocher de la notion de masculinité hégémonique de R. W. Connell) devient difficile ou impossible. La détresse masculine, ou détresse identitaire (ce qui revient au même puisque dans cette perspective la masculinité est conçue comme une identité) qui en découle sert d'élément explicatif à la multiplication des comportements violents et c'est donc la résilience des individus qui est, en dernier recours, le facteur déterminant l'expression ou non des frustrations et contradictions identitaires par des moyens violents. Cette chaîne causale, fréquemment invoquée dans les études concernant l'investissement des hommes dans des pratiques à risques telles que l'alcoolisme, le tabagisme ou la toxicomanie l'est également dans les travaux concernant le lien entre violence de genre et masculinité, où il est alors avancé que « la violence est un moyen fréquemment utilisé pour résoudre la crise de l'identité masculine »<sup>99</sup> ou, pour reprendre les termes de A. Clare<sup>100</sup>, analysant la question à partir d'une perspective psychanalytique « L'origine de tant de colère, de rage et de violence de la part des hommes doit être cherchée dans la manière dont nous nous représentons nous-mêmes en tant qu'hommes et femmes et la [...] manière dont nous négocions les difficultés et obstacles ». Cette perspective est pourtant critiquable en ceci qu'elle ne prend pas en compte les pratiques, ce que les hommes font, mais se base sur une conceptualisation, souvent donnée a priori, de ce qui relève du masculin. Elle a de plus l'inconvénient de situer la « crise de la masculinité » à un niveau purement individuel, et ne prend donc pas en compte les relations de pouvoir entre différentes masculinités.

#### **1.4. La masculinité comme projet de pouvoir**

---

<sup>99</sup> R. Jewkes, Intimate Partner Violence : causes and prevention », The Lancet, vol. 259, Avril 2002

<sup>100</sup> A. W. Clare, On men : Masculinity in crisis, 2002, Arrow

B. Benthon, dans l'introduction d'une recherche sur les hommes et le masculin en 2003<sup>101</sup> dissocie une approche théorique de la « masculinité comme projet d'identité » d'autres approches concevant la « masculinité comme projet de pouvoir ». La « masculinité comme projet d'identité » englobe les théorisations que l'on vient de présenter. Dans la seconde catégorie de travaux, la masculinité ne peut être comprise qu'à travers la prise en compte des hiérarchies de genre internes à la masculinité et entre masculin et féminin. Il présente cette seconde famille théorique en avançant que « la compréhension de la masculinité comme une position, mode ou performance de pouvoir est largement associée à une posture féministe (ou pro-féministe [...]) ». S'inspirant largement du modèle ancrant la « crise de la masculinité » dans une crise de la domination masculine, cette approche, largement influencée dans les *men's studies* par les travaux de R.W. Connell, propose des conceptualisations différentes et polyphoniques du lien entre changements structurels dans la régulation du genre et réactions individuelles. On se centrera dans ce mémoire sur l'approche de l'ordre de genre et des tendances de crise que ce dernier peut rencontrer développée par R.W. Connell. Dans l'ouvrage pionnier Masculinities<sup>102</sup>, cité dans la grande majorité des travaux sur les hommes et le masculin en Afrique sub-saharienne, l'auteur avance qu'une fois reconnue l'historicité, la diversité et la hiérarchisation des masculinités (le modèle hégémonique de masculinité étant en position de domination par rapport à des masculinités complices ou marginalisées), il devient impossible de parler de « crise de la masculinité » en évoquant par là l'entrée en crise d'un tout cohérent. Pour Connell, masculinité et pouvoir sont liés et institutionnalisés à travers la formation d'un ordre de genre. Il identifie trois sphères dans lesquelles, à l'intérieur d'un ordre de genre, des configurations inégales de rapports de genre entre féminité et masculinité s'entre-produisent. La première est la sphère du travail, qui comprend la division sexuelle du travail, en ce qui concerne le travail domestique et la vie professionnelle. Dans la seconde sphère, l'auteur regroupe les relations de pouvoir, d'autorité et de violence dans les relations sociales et les institutions qui les encadrent. Enfin la troisième sphère, celle de la cathexis, a trait aux dynamiques en jeu dans les relations intimes et personnelles, à savoir la paternité/maternité, la sexualité, etc... Dans chacune de ces

---

<sup>101</sup> B. Benthon, Masculinity and Men's Lifestyle Magazines, 2003, Wiley

<sup>102</sup> R. W. Connell, Masculinities, 2<sup>ème</sup> Ed. 2005, Polity Press. Voir notamment le chapitre 3 : « The Social Organization of Masculinity »

sphères, on a pu voir que d'importants changements se sont produits dans l'Afrique du Sud postapartheid. Ce que R.W. Connell nomme des « tendances de crise » repose dans la remise en question de la domination institutionnalisée et légitimée dans les trois sphères citées. Ainsi, ce n'est pas, chez lui, la psyché masculine qui est en crise, mais la légitimation de la domination masculine dans les centres constitutifs de l'ordre de genre. Le rejet, largement documenté<sup>103</sup>, de relations égalitaires entre hommes et femmes doit alors être rapproché de la caractéristique commune des masculinités au sein de l'ordre de genre, à savoir le « dividende patriarcal », matériel ou symbolique, inégalement distribué selon les hommes mais provenant de la domination exercée sur les femmes. Ce ne sont pas uniquement l'instabilité de l'identité masculine ainsi que sa nature contradictoire qui engendrent une « crise de la masculinité » mais également et au premier chef la remise en question d'un ordre sociétal. Dans ce cadre théorique, la violence sexuelle à l'encontre des femmes, mais également des minorités sexuelles constituent des formes de résistance à un transfert de pouvoir. Ce cadre théorique, qui est celui de la première formulation par Connell de la théorie de la masculinité hégémonique et de celle du dividende patriarcal, a été critiqué<sup>104</sup> sur la base d'un certain déterminisme. Sa reformulation, intégrant ces critiques, indique que « Les relations de genre sont toujours des zones de tension. Un *pattern* donné de masculinité hégémonique est hégémonique dans la mesure où il fournit des solutions à ces tensions et tente de stabiliser le pouvoir patriarcal et de le recomposer dans de nouvelles conditions. Un *pattern* de pratiques (une version de la masculinité) qui fournit ces solutions dans des conditions [historiques] passées mais non dans de nouvelles conditions peut être menacé – en fait, il sera sans aucun doute menacé ».

En conclusion, on peut avancer que la recomposition des rapports hommes-femmes en Afrique du Sud, ainsi que les conditions historiques dans lesquels ces rapports s'exercent peuvent être considérées comme des tendances de crise dans un ordre de genre existant.

Cette problématisation du lien entre changements structurels et construction plurielle et contradictoire des masculinités est un élément clé, souvent implicite, dans la

---

<sup>103</sup> L. Walker, « Negotiating the Boundaries of Masculinity in Post-Apartheid South-Africa » in L. Walker, G. Reid, *op.cit.*

<sup>104</sup> Voir notamment D.Z. Demetriou, « Connell's concept of Hegemonic Masculinity : A critique », *Theory and Society*, n° 30, 2001, Springer

littérature produite sur le contexte-sud africain. Néanmoins, si elle informe de nombreuses analyses sur la « crise de la masculinité » et fournit un arrière plan discursif à nombre d'articles, de recherches, de rapports sur les masculinités en Afrique du Sud, on va tenter de montrer dans une dernière partie qu'elle ne prend pas en compte une des caractéristiques du discours sur la « crise de la masculinité » postapartheid, et notamment l'importance de la « panique morale » associée à la question du masculin suite à la transition démocratique.

### **1.5. De l'analyse de la déstabilisation des masculinités à la panique morale : le scandale des « baby rape »**

Lors d'un colloque tenu à l'Harold Wolpe Memorial Trust, H. Moffett<sup>105</sup>, présente une analyse de l'impact des stratégies de légitimation de la violence sexuelle. Abordant ces questions, elle met l'accent sur le phénomène de l'augmentation, ou du moins de la plus forte visibilité publique des cas de violences sexuelles sur les jeunes enfants et déclare que « l'augmentation de cas de viols particulièrement brutaux, et parmi eux l'avalanche de viols de bébés ces dernières années, a plongé la nation dans la honte et l'a amené à se demander 'Qu'est ce qui ne va pas avec nos hommes ?' ». En effet, si on peut raisonnablement douter de la nouveauté d'un tel phénomène, il est notable que ce qui est habituellement nommé la « baby rape crisis » a considérablement choqué la société sud-africaine, provoqué un véritable scandale médiatique<sup>106</sup>, de nombreuses mobilisations adressées au gouvernement ainsi qu'un certain nombre de réponses de la part de celui-ci. Comme on va le voir, il est important de remarquer que cet épisode, dont les effets se déploient toujours aujourd'hui comme on tentera de le montrer, symbolise la connexion discursive entre épidémie de VIH/Sida et violences

---

<sup>105</sup> H. Moffett, « The Political Economy of Sexual Violence in post-Apartheid South Africa », présentation au Harold Wolpe Memorial Trust à l'occasion du colloque « Engaging Silences and Unresolved Issues in the Political Economy of South Africa », 21-24 Septembre 2006, Cape Town

sexuelles, et qu'elle le fait sur le mode de la « panique morale ». D. Posel<sup>107</sup>, rendant compte de l'impact médiatique de tels évènements, rappelle qu' « en dépit des quelques moments de reconnaissance et d'attention qui lui ont été portés, le problème des violences sexuelles [...] est resté pour une large part un non-problème. Ce problème a commencé à devenir l'objet de l'attention publique plus intensément et plus précisément dans le contexte postapartheid. [...] En l'occurrence, c'est la focalisation sur les abus sexuels d'enfants impliquant l'usage de la violence qui a provoqué le plus degré d'inquiétude ». Si le problème des violences sexuelles sur les enfants a déjà été évoqué avant la date de 2001 en Afrique du Sud (D. Posel fait notamment référence un rapport de l'Human Sciences Research Council datant de 1997 et affirmant notamment que « en Afrique du Sud les abus d'enfants et les abus sexuels ont atteint des proportions épidémiques »), c'est dans la période 1998-2002 que l'auteur situe la période clé. Elle évoque plus précisément deux évènements, notamment la condamnation de l'officier de police M. Mpengesi pour le meurtre d'un homme ayant violé une de ses jumelles en Janvier 1997 ainsi que le cas emblématique du viol d'un enfant de 9 mois, surnommé depuis Baby Tshepang, ayant donné lieu à l'arrestation puis à la relaxe de 6 hommes (innocentés par la suite étant donné que des tests ADN ont montré que le coupable était en réalité l'ex-amant de la mère). Ce dernier cas constitue sans doute un moment charnière dans la formation d'une panique morale concernant les hommes et de leur comportement au sein de la nouvelle démocratie. Comme le révèlent W. Bird et N. Spurr<sup>108</sup> dans une étude dédiée à la couverture médiatique de ce cas, le cas de Baby Tshepang a provoqué une augmentation claire de la couverture médiatique des violences sexuelles sur les enfants et problèmes liés. Si le cas n'a pas reçu dès le départ une attention importante, l'indignation qu'il a suscitée, la certitude selon laquelle le nombre de cas identifiés de ce type d'agression, en lui-même particulièrement haut ne représente en réalité que la portion congrue du total des cas de viols d'enfants<sup>109</sup> ont constitué un véritable catalyseur. On pourrait en dire de même à propos de la campagne de médiatisation lancée par la mère de l'enfant ainsi que les réactions fortes

---

<sup>107</sup> D. Posel, «The Scandal of Manhood : 'Baby Rape', Unmaking Secrets of Sexual Violence in post-Apartheid South Africa », in L. Walker, G. Reid, *op. cit.*

<sup>108</sup> W. Bird, N. Spurr, « Media Representations of Baby Rape : the case of 'Baby Tshepang' », in L.M. Richter, C. Higson-Smith, A. Dawes (eds), *Sexual Abuse of Young Children in Southern Africa*, 2005, Human Sciences Research Council

<sup>109</sup> SAPA, « Solidarity : One Child Raped every Three Minutes in SA », Mail and Guardian, 3 Juin 2009



d'organisations, notamment d'organisations de femmes luttant contre les violences sexuelles<sup>110</sup>. Elles ont également largement contribué à l'importante médiatisation de ce cas. Cette vague d'émotion et d'indignation issue de ce scandale a eu plusieurs conséquences notables. La plus visible réside dans la prise en charge politique de la question. Le lancement en Janvier 2002 d'auditions parlementaires, impliquant des chercheurs, des militants contre les violences sexuelles, des chercheurs issus de différentes disciplines en constitue un exemple. Pourtant, toujours selon D. Posel, cette réaction à la demande sociale de réaction par rapport au scandale des violences sexuelles sur des enfants (le cas de Baby Tshepang n'est en effet que le premier cas de la sorte ayant entraîné une forte médiatisation<sup>111</sup>) ne constitue pas l'unique événement notable découlant de cette « Baby Rape Crisis ». Plusieurs considérations sont alors à mettre en avant. L'auteur reprend à son compte la thèse de G. Vigarello<sup>112</sup> concernant l'impact de la diffusion des cas de viols d'enfants sur la problématisation des violences sexuelles en général. Selon lui, la constitution de la figure à proprement parler « monstrueuse » du violeur, identifié dans plusieurs stéréotypes (il note par exemple le passage de la figure noble libertin à l'ouvrier misérable) est façonnée et définie par le biais privilégié un travail médiatique et un travail clinique. Dans le cas de l'Afrique du Sud, on remarque effectivement un développement de la recherche, qu'il s'agisse de recherche sur l'agresseur, sur la prévalence de ce phénomène ou sur les conséquences des agressions, portant sur les violences sexuelles contre les enfants, parfois relayée médiatiquement.<sup>113</sup> Mais selon D. Posel, il est important de saisir que c'est la mise en lumière 'des abus sexuels sur des *enfants* qui a eu pour effet d'électrifier moralement et politiquement le phénomène des violences sexuelles pris plus généralement. [...] De plus en plus, le jugement public s'est étendu pour marteler la condamnation de la totalité du spectre des violences sexuelles, pris comme une mise en danger de la 'fibre morale' de la nation ». Cette affirmation peut être appuyée par l'importance de la rhétorique politique liée au « déclin » et à la nécessité de la « régénération morale » du

---

<sup>110</sup>SAPA, 'Real men don't rape women and children', 25 Novembre 2001

<sup>111</sup> Voir à titre d'exemple F. Schroeder, « Thousands march after another baby is raped », Cape Times, 25 Novembre 2001, ou encore, la même année, SAPA, « Another Raped in baby in Upington Hospital », 25 Novembre 2001, parmi de nombreux autres articles.

<sup>112</sup> G. Vigarello, *Histoire du Viol : XVIème-XXème Siècle*, 1998, Seuil

<sup>113</sup> Voir par exemple l'article cité à plusieurs reprises dans les travaux étudiés « Curing Child Rapist is Impossible – Experts Say » publié dans le Cape Argus le 4 Novembre 2001, parmi d'autres.

pays. Dans une étude de l'Institute for Security Studies<sup>114</sup>, J. Rauch, retrace l'itinéraire du Moral Regeneration Movement, issu de la Moral Regeneration Initiative lancée en 1997 à la suite d'une rencontre entre N. Mandela et un regroupement de chefs religieux. Si cette initiative ne reçoit qu'une attention limitée de la présidence et notamment de J. Zuma qui, lors de l'élection de T. Mbeki à la présidence en 1999, est en charge des relations avec le MRM, cette relation se trouve renforcée après 2001, avec la fondation du MRM, crée comme une organisation indépendante et non-gouvernementale, recevant pourtant un important fort financement public. Le lancement du MRM coïncide avec « la panique morale dans les médias à propos de l'importance des viols d'enfants et des violences sexuelles ». A ce titre, la déclaration de J. Zuma, devenu l'icône politique du MRM, durant les auditions parlementaires mentionnées plus haut est évocatrice : « L'histoire de l'Apartheid dans ce pays a laissée comme héritage une [...] fracture dans l'infrastructure morale de notre société. L'Apartheid a brutalisé tout le monde – ses responsables, victimes et bénéficiaires. A travers le système du travail migrant et des homelands, l'Apartheid a semé les graines d'un écroulement de l'institution familiale. La rupture de la fibre morale se manifeste de nombreuses manières dans tous les secteurs de notre société, les riches et les pauvres, l'urbain et le rural, les noirs et les blancs, les jeunes et les plus âgés. L'agression d'enfants et de nourrissons est un symptôme de cette dégénérescence. »

L'importance de cette période particulière dans l'étude de la diffusion de la thèse de la « crise de la masculinité » est révélée par D. Posel lorsque cette dernière affirme que « dans cette perception d'une crise morale et politique », les viols d'enfant jouent un rôle de catalyseur de ce qu'elle nomme le « scandale de la virilité ». En effet, le phénomène empêche le recours à des explications de l'usage de la violence à des fins de maintien de la domination patriarcale, ou liées à la nature contradictoire des masculinités. Les explications les plus répandues concernant les procédés de légitimation des violences sexuelles tels que l'évocation de la « culpabilité ou de la collusion de la victime » n'ont plus cours. [...] L'horreur morale [...] était absolue et pure et elle émanait de manière inconditionnelle et sans ambiguïté des actions de

---

<sup>114</sup> J. Rauch, « Crime Prevention and Morality : The Campaign for Moral Regeneration in South Africa », Monograph, n°114, Avril 2005, Institute for Security Studies

violeurs masculins ». Résumant les transformations qu'elle a désignées au cours de sa recherche, D. Posel conclut que, loin d'incarner la figure « du protecteur, du père, du mari, du proche, de l'ami, [les hommes] y tiennent le rôle du prédateur ». Lorsque les hommes, à travers le prisme de la sexualité masculine, font une entrée massive par le biais de la masculinité dans le discours public postapartheid, c'est à travers la mise en relation de la « crise de la masculinité » et de la « crise morale » de la nation. L'idée d'une « crise de la masculinité » joue le double rôle de dispositif analytique, et de marqueur, dans la conscience populaire, de la « dégénérescence » d'une société. La confrontation symbolique de la féminité, occupant selon J. Nagel la place symbolique du lieu de reproduction de la nation et de la culture<sup>115</sup> dans les nationalismes, des enfants et nourrissons et de la masculinité déplace sur le terrain moral et sociétal la question des masculinités. Ce processus a pour conséquence la constitution discursive d'une sexualité masculine noire (si en effet la « crise de la masculinité » est universelle dans sa formulation elle est dans le discours clairement située racialement) irrationnelle et dangereuse, et présentée comme l'Autre de la nouvelle nation. La polarisation des discours publics sur la masculinité entre les hommes « parvenant » ou « ne parvenant » pas à produire des formes de masculinité non-violentes, promue notamment à travers les forums de discussion ou des structures regroupant des hommes autour de la thématique de la masculinité parmi lesquels on a cité les réunions organisées par GETNET ou Men As Partners, rend invisible les caractéristiques de la construction des masculinités évoquées dans cette partie. Cette dynamique, nommée par R. Brubaker<sup>116</sup> le « processus de réification » occupe selon cet auteur « une place centrale dans les politiques de l'« ethnicité », de la « race », de la « nation » et autres « identités putatives. » Concernant la « crise de la masculinité » on a effectivement constaté la cristallisation de ce que C. Decoteau nomme une « masculinité phobogénique »<sup>117</sup>, cet Autre de la nouvelle nation. C. Decoteau souligne, en se basant sur l'analyse foucauldienne du pouvoir disciplinaire, que la production de cette « masculinité phobogénique » vise, jette le blâme et discipline le groupe de citoyens surnuméraires relégués aux marges de la souveraineté néolibérale, abandonné par les politiques postapartheid et qui

---

<sup>115</sup> J. Nagel, « Masculinity and Nationalism : Gender and Sexuality in the Making of Nations », *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 21, n°2, Mars 1998, Routledge ou encore les travaux de A. L. Stoler sur la question.

<sup>116</sup> R. Brubaker, « Au-delà de l'« identité » », *Actes de la recherche en sciences sociales* 2001/3, Le Seuil

<sup>117</sup> L. Wacquant, « For an Analytic of Racial Domination », *Political Power and Social Theory*, n°11, 1997, Emerald Press

représente une menace réelle non seulement envers la stabilité et le développement de l'état mais également à la construction de la nation comme victime du colonialisme ».

Il ne s'agit pas selon lui de disqualifier un terme dont les emplois scientifique et communs rendent floue la signification que l'on peut lui attribuer, mais, faisant sien le conseil de L. Wacquant<sup>118</sup>, de se confronter à l'incontrôlable « confluence [...] des acceptions sociales et sociologiques ... [ou] populaires et analytiques ». R. Brubaker termine cette analyse avec une phrase qui peut constituer une conclusion adéquate aux analyses que l'on a menées : « Le problème est que, en tant que catégories analytiques, les termes de « nation », de « race » et d'« identité » [on y ajoute et y souligne l'importance de la « masculinité »] sont bien souvent employés d'une manière qui ne se distingue [...] pas de celle dont ils sont employés dans le domaine pratique : une manière implicitement ou explicitement réifiante, qui sous-entend ou affirme que des « nations », des « races » et des « identités » [et donc des masculinités] « existent » et que les gens « ont » [cette] « identité ». »

## **2. Le VIH/Sida et ses métaphores : intersections entre race, classe et genre dans les arènes ouvertes par l'épidémie.**

En juillet 2008, l'ONUSIDA<sup>119</sup> estime qu'environ 5,7 millions de personnes sont infectées par le VIH en Afrique du Sud. Pour les femmes enceintes recevant un test VIH dans les cliniques anténatales, le taux de prévalence en 2006 était de 29%. Ces quelques chiffres servent souvent désigner le pays est désigné comme un des plus affectés au monde. En effet, ils permettent de faire l'hypothèse que l'épidémie affecte en profondeur la société sud-africaine. Néanmoins, les chiffres cités ne permettent pas d'aborder la complexité des dynamiques sociales et politiques expliquant l'ampleur de l'épidémie, ni celles qui en résulteraient. En effet, comme on va le voir, la relation entre épidémie de VIH/Sida et masculinité a donné lieu, et donne aujourd'hui encore, lieu à la fois à une production théorique et à un ensemble d'expertises dont on tentera de restituer les lignes directrices, qui ne

---

<sup>118</sup> C. Decoteau, « The Bio-Politics of HIV/Aids in Post-Apartheid South Africa », Thèse de Doctorat de Sociologie, 2008, Université du Michigan

<sup>119</sup> UNAIDS, « South Africa : Country Situation », Juillet 2008

peuvent être étudiées hors du contexte de politisation des violences sexuelles. Dans le même temps, l'épidémie a donné lieu à un effort national et international visant à promouvoir le changement comportemental à des fins de prévention, donnant lieu à un effort d'identification, de définition, de mise en lumière des dynamiques de transformations des masculinités en Afrique du Sud. Pourtant, comme on va le voir, ces différentes dynamiques sociales et politiques, créées ou renforcées par l'épidémie de Sida ont donné lieu à une série de controverses et de polémiques, éclatant parfois au sommet de l'état, et que l'on tentera d'approcher à travers le prisme de la « crise de la masculinité ».

## **2.1. L'inclusion de la masculinité dans la problématique du Sida**

L'attention portée aux hommes et aux masculinités dans le contexte du VIH/Sida suit un mouvement plus général porté notamment par les institutions internationales investies dans ce champ. En effet, K. Delaunay<sup>120</sup> montre que les conditions historiques de l'élaboration d'un discours sur le Sida en Afrique sont particulières. Si l'absence de vaccin et donc le rôle capital attribué à la prévention, donc au changement comportemental plus particulièrement dans le domaine sexuel, sont des caractéristiques générales des politiques de lutte contre le Sida, la catégorisation des pays africains comme relevant des zones de transmission hétérosexuelle du virus, ainsi que les logiques d'actions attachées à cette catégorisation ont pu avoir pour conséquence de « minimiser ou écarter d'autres modalités d'exposition au risque d'infection » dans les années 1990. Au-delà de cette question, l'auteur montre que, par ce processus, « l'analyse allait [...] se focaliser sur « l'activité » sexuelle que les enquêtes quantitatives élaborées par l'OMS allaient s'attacher à « mesurer » ». L'apparition du genre dans les perspectives internationales sur l'épidémie de Sida est le fruit d'un processus plus long, critique du discours initial s'en tenant à la mise en cause d'une promiscuité

---

<sup>120</sup> K. Delaunay « Des Groupes à Risque à la Vulnérabilité des Populations Africaines, discours sur une pandémie », in Le Sida des Autres, Cahier des Sciences Humaines, n°12, IRD

sexuelle. La critique des Plans Nationaux de Lutte contre le Sida dans les pays africains, liées à l'augmentation du nombre d'ONG et d'associations intervenant dans le champ de la définition des politiques internationales de lutte contre l'épidémie, va bouleverser, selon l'auteur, les « registres d'analyses ». K. Delaunay identifie notamment, parmi les « discours concurrents vis-à-vis du schéma précédemment évoqué », un « discours d'inspiration féministe qui entend replacer la problématique du Sida dans l'ensemble des relations sociales entre sexes, s'opposant ainsi au discours médico-moral tendant pour sa part à stigmatiser les femmes comme principaux vecteurs de l'épidémie ». Le passage d'une analyse de la « promiscuité » à une attention portée aux catégories de population dites « à risque » illustre ce tournant. Cette notion rend compte d'une plus grande attention portée à la situation des personnes, et en tant que telle, la position des femmes comme groupe particulièrement vulnérable. L'utilisation de cette notion pour qualifier la situation des femmes dans les pays africains, et donc l'attention particulière qui doit leur être accordée passe par un recoupement de plusieurs facteurs en prenant pour fondement premier des caractéristiques physiologiques exposant d'avantage les femmes que les hommes au risque d'infection lors de pénétrations vaginales non protégées, elle y associe la considération selon laquelle, en raison de leur 'statut-socio économique' [L'auteur cite alors à plusieurs reprises l'ONUSIDA], les femmes sont 'interdites d'autonomie' et n'ont donc 'guère voire absolument pas le pouvoir de choisir les conditions ni le moment du rapport sexuel' ». Prises dans ce lien intime entre sexualité et épidémie de Sida, les femmes sont alors vues comme ayant une sexualité essentiellement passive, et à l'inverse, les hommes sont les acteurs d'une sexualité problématique.

C'est à partir de 1994, et notamment de la « Conférence Internationale sur la Population et le Développement » [CIPD] organisée au Caire sous les auspices des Nations Unies, qu'est énoncée la nécessité la nécessité d'incorporer les hommes aux problématiques de développement. Comme le laisse envisager le passage à une attention sur le « genre » conçu comme un « système de relation et de pouvoir », et non plus comme un synonyme de « femmes », cette évolution a donné lieu à l'ouverture de nombreux questionnements concernant le rôle de la sexualité masculine dans la transmission du VIH. Si « les hommes déterminent le

sentier de l'épidémie [...] tous les hommes devraient prendre leurs responsabilités quant à leur comportement sexuel »<sup>121</sup>, et ainsi, l'attention portée aux conditions dans lesquelles la sexualité est négociée, la connexion entre violences sexuelles et diffusion de l'épidémie de Sida sont deux des principaux thèmes ayant focalisé l'attention des praticiens et des chercheurs sur ce sujet.

La reconnaissance de l'importance accordée à la prise en compte des hommes et des comportements (notamment sexuels) masculins en Afrique du Sud ne peut être séparée des débats précédemment évoqués sur les violences sexuelles, et de la production discursive dans la sphère publique d'une « crise de la masculinité ». A son sujet on a vu que, si elle se retrouve formulée comme une généralité, elle n'en reste pas moins, dans le discours, qualifiée, racialement et socialement. Elle passe tout d'abord par la reconnaissance des liens entre masculinité et diffusion de l'épidémie de Sida. Si cette identification n'est pas propre à l'Afrique du Sud (beaucoup des sources qui vont être citées ne sont pas spécifiquement sud-africaines), on va voir par la suite que leur diffusion et les pratiques qu'ils nourrissent ont précipité, dans la querelle publique autour des positions de Thabo Mbeki, une cristallisation d'affrontements autour de la représentation de la « sexualité africaine », et des masculinités sud-africaines par ce prisme de la sexualité.

## **2.2. Les campagnes de prévention à l'épreuve de la masculinité**

L'identification des liens entre masculinité et diffusion du VIH/Sida a donné lieu au développement d'une importante littérature. Au sein de cette littérature, de nombreux thèmes sont abordés. L'accent est mis par S. Jordan<sup>122</sup> sur les défauts des stratégies traditionnelles de type « ABC » (pour « Abstinence, Be Faithful, use Condoms ») massivement mises en place en Afrique du Sud. S'appuyant sur une série de recherches ethnographiques, notamment sur la relation entre sexualité et santé dans les représentations de la masculinité chez les mineurs sud-africains, ou sur la place de la

---

<sup>121</sup> M. Foreman, *AIDS and Men : Taking Risks or Responsibilities ?*, 1999, Institut PANOS. Cet ouvrage contient d'ailleurs la citation largement discutée et reprise dans de nombreux travaux afin de rendre compte de la nécessité d'intégrer les hommes aux efforts de la lutte contre le SIDA, à savoir « The HIV/Aids epidemic is driven by men ».

<sup>122</sup> S. Jordaan, « South Africa : How the Government's Response to HIV fails to Address Masculinity », *Exchange on HIV / AIDS, Sexuality and Gender*, 2007, Royal Tropical Institute.

sexualité dans les rites de passage de l'enfance à l'âge adulte, elle souligne que « l'abstinence est inconcevable pour beaucoup de jeunes hommes, étant donné qu'ils prouvent le fait qu'ils sont de véritables hommes en ayant des relations sexuelles ». Sa critique porte sur l'incompatibilité de cette approche avec les caractéristiques des « notions de masculinité » et des relations de genre en Afrique du Sud. Commentant l'injonction de fidélité, elle souligne que le sens donné à la multiplication des conquêtes sexuelles comme marqueur de la masculinité n'est pas compatible avec ce message tel qu'il est formulé. Il en va de même en ce qui concerne l'utilisation de préservatifs. Les violences sexuelles sont évidemment, étant donné leur ampleur et leur association discursive avec la masculinité, reconnues comme la plus importante des causes provoquant la transmission du virus et l'ampleur de l'épidémie qui en découle, donc dans un ancrage discursif aux normes de la masculinité. De manière similaire, L. Segal<sup>123</sup> met en avant le fait que « l'immense problème rencontré dans les efforts pour relever le défi du Sida [...] se trouve dans la continuité, et non le déclin, du pouvoir des hommes sur les femmes (particulièrement à l'intérieur du modèle de la famille nucléaire), ainsi que le culte du secret et la peur de parler de sexe. Les hommes ont besoin de prouver leur masculinité [...] à travers une hétérosexualité compulsive (rarement dénuée d'une anxiété à propos d'échecs probables) et ceci est plus dangereux encore pour les femmes [...] dans le cadre de l'épidémie de VIH/Sida. ». C. L. Decoteau<sup>124</sup> fait référence à l'épisode fondateur du meurtre de Gugu Dlamini en 1998 après que cette dernière ait publiquement révélé sa séropositivité. Ce meurtre trouve son origine dans le fait que, du fait de son statut sérologique, elle était perçue comme déshonorant sa communauté d'origine en raison de la perception du Sida comme une « maladie de femmes » ou une preuve d'immoralité. Ce stigmaté, matérialisé par la menace physique à l'encontre de femmes séropositives, réduit également la probabilité du recours aux procédures de tests de dépistage et de soins médicaux. Toujours suivant le même schéma, une série de comportements masculins sont repérés, dont les effets délétères concernent les hommes eux-mêmes. Parmi ceux-ci l'idée selon laquelle « les vrais hommes ne tombent pas malade »<sup>125</sup> est également liée, dans une optique dite des

---

<sup>123</sup> L. Segal, *Changing Masculinities, Changing Men*, 1990, Rutgers University Press

<sup>124</sup> C. L. Decoteau, *op. cit.*

<sup>125</sup> Citation largement reprise de l'ouvrage de G. Foreman, *op. cit.*



« coûts de la masculinité » à la tendance résumée par W. Courtenay<sup>126</sup> selon laquelle « un homme qui se conforme aux prescriptions de genre [*does gender*] ne se soucierait pas de sa santé et de son bien-être en général. Il se verrait comme étant plus fort, tant physiquement qu'émotionnellement que les femmes. Il se verrait comme étant indépendant et n'ayant pas besoin que les autres prennent soin de lui. Il est peu probable qu'il demande de l'aide ».

### **2.3. Variantes sud-africaines**

Ces connexions entre masculinité et comportements à risque sont exprimés dans les différentes modalités que peuvent prendre en Afrique du Sud les campagnes ou actions de prévention. Cette reconnaissance peut se décliner de plusieurs manières. Au niveau gouvernemental, il semble que la première action d'envergure entreprise sous l'ère Mbeki date de 2002 et de l'organisation par le ministère de la santé du National Men's Imbizo [terme issu d'un idiome zoulou signifiant « rassemblement »] à Cape Town. Cet évènement est explicitement situé dans la lignée de la campagne mondiale de l'ONUSIDA lancée en 2001-2002 autour du thème « Men Make a Difference »<sup>127</sup>. D'autres actions ont par la suite tenté de poursuivre ce processus. On peut notamment citer la création en 2002 du « Men in Partnership against Aids » regroupant des représentants de ministères, représentants d'entreprises, de syndicats et d'organisations locales. Au-delà de ces initiatives, de nombreuses campagnes de sensibilisation, à travers l'organisation de groupes de paroles et de discussion ou de campagnes médiatiques<sup>128</sup> se sont attribuées comme objectif de contribuer à la promotion de masculinités alternatives en Afrique du Sud, et ce sur des modes différents et parfois contradictoires. Ainsi, on est amené à identifier à la fois des interventions classiques de type « ABC » et

---

<sup>126</sup> W. Courtenay « College Men's Health: An Overview and a Call to Action' » *Journal of American College Health*, 1998, Vol 46 No 6, Taylor and Francis

<sup>127</sup> A. Greig, « Men, Health and Gender Equality : a Report on the National Men's Imbizo », contribution au colloque « Politicizing Masculinities » organisé par l'Institute for Development Studies en Octobre 2007 à Dakar

<sup>128</sup> Il a déjà été fait référence dans les analyses précédentes aux exemples de Lovelife, Stepping Stones ou encore au projet Men As Partners.

basées strictement sur la communication d'informations sur les modes de transmission de l'épidémie, mais également des campagnes fortement financées, par le gouvernement ou par des partenaires privés, telles que LoveLife. Cette dernière associe des interventions localisées (centres d'information par exemple) ainsi que de puissantes campagnes médiatiques visant à redéfinir les termes d'une masculinité valorisée en s'éloignant de ce que la brochure de l'organisation nomme les « *do or die campaigns* »<sup>129</sup>. Comme on le voit, l'épidémie de Sida a amené à un développement des discours à propos des conséquences néfastes de certaines masculinités, mais également à des tentatives de redéfinition de masculinités alternatives. L'exemple de LoveLife, mais également d'autres (tels que le Men's Imbizo cité précédemment) expriment un changement dans l'approche de la prévention dans le sens d'une plus grande focalisation sur l'identité de genre (et donc la promotion d'identités alternatives présentées comme positives et donc valorisées), tentant par là de compenser les manques d'une approche se focalisant strictement sur le comportement sexuel. Ce discours, intensément diffusé du fait de l'épidémie de Sida a un statut ambivalent vis-à-vis des analyses que l'on a mené jusque là. Si, en effet, il promeut des styles de vie (l'expression *positive lifestyle* est omniprésente dans les brochures et campagnes de LoveLife ou de Soul City) évoquant une transformation des masculinités, plusieurs remarques peuvent néanmoins être formulées.

#### **2.4. Une série de critiques : réformer la masculinité ?**

Tout d'abord, il est possible d'avancer que, dans le cadre conceptuel que l'on utilise, ces redéfinitions de la masculinité, visant à désigner un nouveau « véritable homme », ignorent partiellement la question de l'ordre de genre et de la subordination générale des femmes, de laquelle est issu le « dividende patriarcal ». Cette critique doit néanmoins être nuancée étant donné l'hétérogénéité

---

<sup>129</sup> « South Africa's National HIV Prevention Programme for Young people », LoveLife, Johannesburg, 2002

précédemment soulignée des différentes campagnes de prévention. Plus généralement, M. Hunter<sup>130</sup>, commentant l'exemple de LoveLife critique partiellement la portée des campagnes entreprises en ceci que les modèles de masculinité promus seraient déconnectés des possibilités effectives de transformation de la majorité des sud-africains. « [LoveLife] encourage les hommes à rechercher le respect à travers l'entretien d'un corps sain, positionne le sport comme une expression valorisée de la virilité. Il est facile de montrer que ces messages [*groovy intervention messages*] tentant de promouvoir le choix, l'indépendance, et le respect de soi peuvent être entendus par ceux qui dont les perspectives d'avenir sont lumineuses dans la nouvelle Afrique du Sud. Il y a certainement une classe moyenne africaine qui grandit en Afrique du Sud. Pourtant, pour la majorité des sud-africains pauvres, majoritairement africains [...] la résonance de tels messages de choix et de vie positive est sans doute plus faible en face de l'expérience vécue de l'inaccessibilité de l'éducation et du chômage »<sup>131</sup>.

L'épidémie de Sida peut donc être vue comme ayant contribué à la « crise de la masculinité » de plusieurs manières. Elle a donné lieu à une forte mise en discussion de la sexualité et notamment des pratiques à risque, relayée par une utilisation intensive des médias. Elle a également contribué à cette « crise », prise au sens évoqué en introduction de « moment crucial » en ceci que, dans le champ de la prévention et des organisations travaillant avec les hommes, des conceptions alternatives de la masculinité sont promues et diffusées. En effet, l'épidémie de Sida a progressivement connu une forte politisation et en la matière, on ne peut faire l'économie d'un retour sur les affrontements ayant opposé l'ancien président Thabo Mbeki et ses partisans à un ensemble de mouvements sociaux en Afrique du Sud, ainsi qu'à la majorité de la communauté scientifique internationale à partir des années 2000.

---

<sup>130</sup> M. Hunter, *op. cit.*

<sup>131</sup> Ces questionnements sont largement repris par l'article passionnant de R. Luyt concernant le débat entre les perspectives matérialistes et discursives sur les masculinités. R. Luyt, « Rhetorical Respresentations of Masculinities in South Africa : Moving Towards a Material-Discursive Understanding of Men », *Journal of Community & Applied Social Psychology*, Vol. 13, n°1, Janvier 2003

En Afrique du Sud, une littérature importante analyse la politique gouvernementale de lutte contre le Sida à la lumière de la série de scandales politiques ayant éclaté suite à l'adoption par le président T. Mbeki d'une posture de déni, ce dernier refusant de reconnaître l'infection par le VIH comme cause du Sida, et aux conséquences politiques et sanitaires que ce refus a eu. Les prises de positions du président et de son gouvernement, notamment dans leur réticence à fournir des antirétroviraux à la population, ont été jugées étranges pour les plus conciliants, irresponsables voire génocidaires pour d'autres observateurs. Ces prises de position n'ont pas cessé de susciter la colère des institutions internationales, de personnalités nationales tel le juge Edwin Cameron mais également des militants investis dans des groupes de malades, groupes de pression ou associations comme la Treatment Action Campaign. La posture du gouvernement concernant l'épidémie et sa prise en charge a constitué le coup d'envoi d'une véritable crise politique. On rappellera que Tony Léon, le président de l'éphémère Democratic Alliance, fusion du Democratic Party et du New National Party, a presque intégralement construit sa légitimité politique sur la critique de l'action gouvernementale dans la lutte contre le Sida<sup>132</sup>. L'accès aux soins, mais également les affrontements violents avec des personnalités politiques ou médiatiques au sujet de l'accusation de racisme fréquemment lancée par Thabo Mbeki à l'encontre de la communauté scientifique internationale et des campagnes de prévention du Sida ont été l'objet d'une interminable controverse. On tentera de montrer dans la dernière partie de ce mémoire que cette controverse peut en partie être interprétée comme un affrontement autour de la représentation des hommes noirs en Afrique du Sud, notamment selon les lignes de clivage de la « race » et de la « culture ».

### **3. Le Mythe de l'Incommensurabilité : Tradition et Modernité comme clés d'interprétation du discours de la « crise de la masculinité » en Afrique du Sud**

P. Farmer, lorsqu'il explore l'interaction entre transformations socio-économiques et diffusion de l'épidémie de Sida, affirme que « Les mythes et mystifications qui entourent le Sida et ralentissent la recherche sur le Sida servent

---

<sup>132</sup> D. Fassin, « Introduction », *op.cit*

souvent de puissants intérêts. En Haïti et dans certaines parties de l’Afrique, les politiques économiques [...] et les transformations politiques sont d’une certaine manière liées à la transmission du VIH, qui sort gagnant lorsque l’attention est focalisée largement ou uniquement sur la sexualité ‘hors-normes’ ou sur les accusations de ‘promiscuité’ ? L’influence durable des mythes [...] et des déclarations autour d’eux ont aidé à masquer les effets des inégalités sociales sur la distribution sociale du VIH et sur ce qu’il a produit ». <sup>133</sup> C’est à partir de cet argument que ce dernier moment de l’analyse tentera de lier « crise de la masculinité » et épidémie de VIH/Sida.

### **3.1. Circonscrire la tradition**

On a, dans la partie précédente, cité un certain nombre de facteurs socio-économiques permettant de rendre compte de l’ampleur de l’épidémie de Sida en Afrique du Sud. Afin d’analyser l’interaction entre discours public de la « crise de la masculinité » et épidémie de Sida, on ne peut s’en tenir là sans se pencher sur les confrontations symboliques associant l’épidémie de Sida à une crise épidémiologique, doublée d’une crise politique et d’une crise morale. Ceci oblige à un détour par les confrontations ayant pu émerger quant à la mise en cause, réelle ou affirmée, des caractéristiques « traditionnelles » de la masculinité en Afrique du Sud.

Analyser la place de la « tradition » dans le contexte de l’épidémie de Sida et son lien avec la « crise de la masculinité » exige que l’on prenne un certain nombre de précautions concernant l’usage de cette notion. En effet, comme on va tenter de le montrer, on peut avancer que la « crise de la masculinité », envisagée comme une requalification discursive de nombreuses pratiques attribuées au masculin dans le contexte sud-africain, est issue d’une difficulté à situer les subjectivités masculines sud-africaines entre « tradition » et « modernité » et aux luttes symboliques et politiques liées à la place et au fonctionnement de ces deux termes dichotomiques dans l’Afrique du Sud contemporaine.

---

<sup>133</sup> P. Farmer., *Infections and Inequalities: The Modern Plagues*, 1999, University of California Press.

G. Balandier<sup>134</sup>, dans l'approche de la « tradition » qu'il propose, identifie trois conceptualisations de la tradition à l'œuvre dans les sciences sociales. Il décrit une première approche de celle-ci comme un « système », à l' « ensemble des valeurs, des symboles, des idées et des contraintes qui déterminent l'adhésion à un ordre social et culturel justifié par la référence au passé et qui assure la défense de cet ordre contre l'œuvre des forces de contestation radicale et de changement ». La seconde approche identifie la tradition comme « *pratique sociale et régulatrice des conduites*. Sous cet aspect vécu, elle devient *traditionalisme* ; sa fonction est de susciter la conformité, d'entretenir *au mieux* la « répétition » des formes sociales et culturelles ». La dernière de ces formes a trait à l'identification de sociétés, prises globalement, comme étant « traditionnelles », ou « certains systèmes de relations au sein de la société globale ». G. Balandier récuse les conceptions statiques de la tradition et de la modernité, attribuant à la première la fixité et l'a-historicité, et à la seconde le mouvement et l'innovation.

Dans un contexte marqué par l'épidémie de Sida, il semble bien que le caractère « traditionnel » (entendu donc en accord avec la première utilisation du terme qu'identifie G. Balandier) de pratiques liées aux masculinités sud-africaines ait été largement mis en cause. Les pratiques telles que la circoncision, le test de virginité (comme tentative d'instaurer ou plutôt de conserver un contrôle de la sexualité féminine s'exerçant sur le corps même), le multi-partenariat, et l'exercice de la violence, pris comme des traits caractéristiques de la masculinité sud-africaine (à travers leur rattachement à la « tradition » ou à la « culture »), la lient comme on l'a vu avec la diffusion de l'épidémie de Sida<sup>135</sup>. La présentation de ces comportements comme relevant d'attitudes traditionnelles, ou découlant d'une culture traditionnelle, est à cet égard révélatrice. Nombre d'études conduites sur les constructions de la masculinité, ont pour thème récurrent l'association de la masculinité décrite comme traditionnelle à des comportements négatifs. Une brochure de l'ONUSIDA, datée de 2001, indique par exemple que « des modèles traditionnels de masculinité peuvent avoir un impact négatifs sur les jeunes hommes. Par exemple, les mères renforcent souvent des idées traditionnelles sur la

---

<sup>134</sup> G. Balandier, « Tradition et continuité », Cahiers Internationaux de Sociologie, vol. 44, 1968, Paris, PUF

<sup>135</sup> Ce lien est par exemple documenté dans M. Morris, M. Kretzschmar, « Concurrent Partnership and the Spread of HIV », AIDS, 2001 n°11, Lippincott Williams & Wilkins

masculinité en n'attendant pas des fils qu'ils aident au niveau du travail domestique, et les pères peuvent donner un mauvais exemple à travers leur propre [attitude] [...] et conduite envers les femmes<sup>136</sup> ». Plus généralement, il est souvent affirmé si « le fait que des relations de pouvoir inégales entre hommes et femmes place les femmes en situation de risque vis-à-vis de l'infection par le VIH est établi », « puisqu'on attend des hommes qu'ils soient forts, courageux et virils, leur comportement sexuel les place dans des situations risquées vis-à-vis de l'infection par le VIH ». D. Peacock, en charge du programme MAP en Afrique du Sud, résume ce trait caractéristique de la littérature sur le VIH, mais également sur les violences sexuelles, qui établit que ces violences et comportements à risques « sont presque toujours [le fait] d'hommes qui, le plus souvent, commis par des hommes qui conservent des visions traditionnelles de la masculinité »<sup>137</sup>. D. Lindegger souligne enfin que « dans les communautés africaines [d'Afrique du Sud] la préparation de batailles et de combats au bâton est capitale dans la formation de l'identité masculine, exprimée dans le brandissement d' « armes traditionnelles » à l'occasion de rassemblements publics. [...] Par extension, les comportements à risque dans d'autres sphères, incluant le comportement sexuel, devient un corollaire important de la masculinité »<sup>138</sup>

En ce sens, la masculinité est à la fois conçue comme une norme contraignant les individus, perçus alors comme ayant peu de capacité à agir de manière autonome, mais également comme une stratégie de conservation d'un pouvoir mis en danger notamment par l'émancipation des femmes. La mise en accusation de la « tradition », à travers une culture particulière favorisant certains types de masculinités à risque, paraît être une caractéristique du discours sur les masculinités et la diffusion de l'épidémie de VIH. Il est très rare que des comportements associés à des formes « traditionnelles » de masculinité soient décrits comme pouvant contribuer à la lutte contre l'épidémie de Sida, même si C. Decoteau<sup>139</sup> fait remarquer, à l'occasion de son travail de thèse, que les formes de

---

<sup>136</sup> ONUSIDA, « I care... do you ? », brochure diffusée à l'occasion de la World Aids Campaign en 2001

<sup>137</sup> D. Peacock et al « Men, HIV/Aids and Human Rights », *Journal of Acquired Immune Deficiency Syndromes*, vol. 51, Juillet 2009, LWW

<sup>138</sup> G. Lindegger, K. Durrheim, « Men, HIV/Aids and the Crisis of Masculinity », in C. R. Stones (ed), *Socio-Political and Psychological Perspectives on South Africa*, Nova

<sup>139</sup> C. Decoteau, *op. cit.*

mobilisations empruntées par la TAC ne sont pas sans référence à une forme de masculinité de combat qui a émergé dans l'opposition et la mobilisation contre le régime d'Apartheid.

Mais l'assignation de comportements au périmètre de la « tradition » ne se limite pas aux réalités que l'on a citées. L'exemple déjà cité de l'agression de Baby Tshepang a donné lieu à l'intense circulation du mythe selon lequel les agressions de nourrissons (ou de personnes âgées) étaient motivées par la croyance selon laquelle avoir des relations sexuelles avec une personne vierge pouvait guérir du Sida<sup>140</sup>. C. Decoteau<sup>141</sup> affirme à ce sujet que « bien qu'il soit en fait douteux que ce mythe constitue effectivement un facteur permettant d'expliquer l'ampleur des violences sexuelles en Afrique du Sud, [...] la plus proéminente et la plus scandaleuse des explications données afin d'expliquer cette tendance nationale [à la multiplication des viols d'enfants] » réside dans ce mythe.

Pourtant, il n'est pas question ici de remettre en cause ces arguments, ni de travailler à leur réfutation. Il est certain que des types particuliers de comportements issus de schémas culturels construisant les normes de la masculinité en Afrique du Sud contribuent à la propagation du virus par plusieurs biais, notamment la violence sexuelle, les comportements d'évitement des soins, l'administration du stigmat. Néanmoins, il faut prendre en compte ces éléments, et leur circulation dans le discours public sud-africain, dans l'étude des dynamiques nourrissant, et résultant de, l'affirmation d'une « crise de la masculinité ».

### **3.2. La nécessité d'une histoire de la gestion politique des épidémies**

S. Sontag<sup>142</sup> a montré dans son essai sur le Sida, que l'épidémie avait comme particularité de concentrer de puissantes métaphores liées à l'infection. La

---

<sup>140</sup> Sur la circulation de ce mythe, on peut se reporter à C. McGreal, « Aids myth drives South African baby rape crisis » *The Guardian*, 3 Novembre 2001

<sup>141</sup> C. Decoteau, *op. cit.*

<sup>142</sup> S. Sontag, *Aids and Its Metaphor*, 1989, Farrar Strauss & Giroux.



première de ces métaphores associe l'épidémie à une invasion, détruisant la personne, et par extension la société, de l'intérieur, mais au stigmatisme moral lié à l'infection que porterait à la fois l'individu séropositif, et la nation ainsi « infectée ». Dans le cas de l'Afrique du Sud, T. Shefer confirme cette affirmation en soulignant que « la stigmatisation liée au VIH/Sida se base sur [...] des discours sociaux, historiquement familiers à la construction des MST, qui se basent sur des constructions sociales de la sexualité moralistes et punitives[...]. Tout comme la syphilis, le Sida a été rendu « Autre », lié à la perversité d'individus sexuellement déviants, et puissamment associée à l'excès sexuel ainsi qu'à des styles de vie moralement déviants ». Cette dynamique a été repérée dans les études sur l'Afrique du Sud sous le régime d'Apartheid ou lors des premières années de l'épidémie de Sida. M. W. Swanson<sup>143</sup> rappelle l'utilisation du discours de la santé publique, et la peur de l'épidémie et de l'infection de la nation qui lui est associée, dans la mise en place de la ségrégation sociale et sexuelle en Afrique du Sud. L'auteur affirme que « l'administration de la santé publique, notamment en milieu urbain, a été d'une importance considérable dans l'« écologie raciale » de l'Afrique du Sud et des sociétés coloniales en général ». La ségrégation urbaine promue par le Public Health Act (au nom révélateur) de 1883 visant à justifier des déplacements massifs de population dans des zones séparées lors d'une épidémie de peste bubonique illustre cela. Santé publique, sexualité et racisme sont liés dans l'Afrique du Sud postapartheid. L'Immorality Act de 1927, visant à « prohiber les relations charnelles illicites entre européens et non-européens » ainsi que le Group Areas Act et le Population Registration Act (deux pierres angulaires de la ségrégation raciale liée au régime d'Apartheid) ont, selon J. O. Ifekwunige<sup>144</sup> « été mis en place dans la continuité de croyances particulières à propos de l'« hygiène raciale » [...] ». Est exemplaire à cet égard l'opposition entre la pureté revendiquée (et défendue en premier lieu par la ségrégation spatiale et sexuelle visant à empêcher la contamination raciale) de la population blanche et la pollution inhérente à la population noire. Des épisodes similaires émaillent l'histoire de

---

<sup>143</sup> M. W. Swanson, « Bubonic Plague and Urban Native Policy » in the Cape Colony, 1900-09 », in W. Beinart, S. Dubow (eds), *Segregation and Apartheid in Twentieth-Century South Africa*, 1995, Routledge

<sup>144</sup> J. O. Ifekwunige, « Epilogue », in J. O. Ifekwunige, *Scattered Belongings : Cultural Paradoxes of « race », nation and gender*, 1999, Routledge

l'Apartheid et de la santé publique en Afrique du Sud et on peut avancer que le système de santé publique issue du régime d'Apartheid a été un élément clé du projet politique soutenu par le régime. Selon J. Youde<sup>145</sup>, les épidémies de poliomyélite, de choléra et de typhoïde durant les années 80 n'ont pas provoqué d'efforts massifs de la part du gouvernement en termes de traitement, mais l'ont amené à tenter de contenir les épidémies dans les zones noires, afin qu'elles ne provoquent pas de panique parmi la population blanche. Lorsque l'épidémie de Sida est identifiée en Afrique du Sud, il n'est donc pas étonnant que, comme le note D. Fassin<sup>146</sup>, «ce sont encore les noirs des townships qui sont stigmatisés pour leur « promiscuité sexuelle », certains députés conservateurs allant même jusqu'à se réjouir publiquement de ce que le fléau va peut-être enfin les débarrasser des Africains. » Les révélations liées au Dr. Wouter Basson et au développement de projets d'infection à grande échelle de la population noire secrétés par le régime d'Apartheid ont apportées, selon D. Fassin « une preuve tragique à la théorie du complot ». C'est par ce biais qu'elles ont nourri un des aspects du discours tenu par l'ancien président T. Mbeki lors du déroulement des controverses l'opposant aux tenants de l'approche classique de l'épidémiologie du Sida (le paradigme « biomédical » chez D. Fassin), réduisant, selon Mbeki les violences sexuelles à un « trait culturel » et l'épidémie à une stigmatisation de la « promiscuité sexuelle ».

### **3.3. Le mythe de l'incommensurabilité**

La controverse qui l'a opposé à C. Smith<sup>147</sup> permet de mettre en lumière ces éléments et de saisir le hiatus entre « crise de la masculinité » prise comme un dispositif analytique et la dynamique de la circulation d'un tel discours dans la sphère publique. Comme le souligne S. Robins, « le déni [de la connexion entre infection par le VIH et les symptômes du Sida] semble avoir été nourri par sa

---

<sup>145</sup> J. Youde, « South Africa, Aids, and the Development of a Counter-Epistemic Community », Contribution à la Conférence de l'Association d'Etudes Internationales, 1-5 Mars 2005

<sup>146</sup> D. Fassin, « Anatomie Politique d'une Controverse : La Démocratie Sud-Africaine à l'Epreuve du Sida », Critique Internationale, n°20, 2003/3, Presses de Sciences Po

<sup>147</sup> Charlène Smith est une journaliste sud-africaine, victime de violences sexuelles en 1999 et qui a depuis concentré son activité journalistique et littéraire sur la question des violences sexuelles et de l'accès à la Prophylaxie Post-Exposition.

croissance que le militantisme lié au Sida et à la lutte contre les violences sexuelles renforçait des idées racistes, ‘occidentales’ à propos des sexualités africaines marquées par la promiscuité et le désordre ». Commentant cet épisode, S. Robins relève que « dans sa lettre hebdomadaire publiée sur le site de ANC Today [Revue de l’ANC], le président affirme que les statistiques choquantes concernant les violences sexuelles mises en avant par Smith reproduisent les stéréotypes de l’homme noir comme le violeur commun ». L’héritage de l’association entre racisme et santé publique prend place dans la « crise de la masculinité » peut donc s’interpréter, dans la rhétorique déployée par T. Mbeki, comme une manière de refuser non l’avènement de nouvelles masculinités ou les progrès de l’égalité de genre en Afrique du Sud (Mbeki est en effet un défenseur convaincu des droits constitutionnels et des droits accordés aux femmes lors de la transition démocratique), mais de contrer la prolifération du discours de la « crise de la masculinité », exposant ainsi sa dualité : assertion générale d’une mise en difficulté des hommes suite aux transformations de la société sud-africaine d’un côté, affirmation qualifiée au niveau de sa circulation dans sa sphère publique comme étant la crise de l’homme noir, généralement pauvre, et soumis à une culture et à des traditions barbares. La qualification d’un ensemble de comportements et de croyances comme relevant de la « tradition » ou de la « culture » contribue à renforcer une vision de cette « tradition » ou de cette « culture » comme radicalement incompatible avec la modernité politique et sociale. C. Decoteau nomme « Mythe de l’Incommensurabilité » cette opération discursive, qui conduit, selon elle, à rigidifier dans une dichotomie modernité/tradition un ensemble de pratiques et de croyances fluides. Comme on va le voir, et ceci conclura l’analyse, ce mythe a pour conséquence la réduction de la « crise de la masculinité » à la question de la résistance ou du déclin de formes « traditionnelles » et « culturelles », masquant ainsi à la fois les formes hybrides ne respectant pas l’opposition tradition/modernité ainsi que le caractère politique du discours public sur la masculinité dans le contexte de la nouvelle Afrique du Sud.

### **3.4. Circoncision et multi-partenariat : une tradition instable**

Commentant l'exemple de la circoncision masculine, L. Ndangam<sup>148</sup> note l'existence d'un débat médiatique annuel au cours duquel l'accent est régulièrement mis sur des évènements tels que les accidents entraînant certaines infirmités pour les personnes circoncises, l'obligation de cette pratique et donc l'impossibilité consécutive pour ceux qui y sont soumis de la refuser, ainsi que les efforts publics visant à réguler cette pratique, notamment la circoncision des enfants, désignée comme une « pratique traditionnelle dangereuse en Afrique du Sud »<sup>149</sup>, La pratique de la circoncision féminine ou des tests de virginité est plus ardemment débattue encore, étant donné qu'elles ont trait à la domination masculine. L'encadrement légal de ces pratiques passe par le Traditional Health Practitioners Bill de 2003, qui tente de résoudre l'équation complexe entre reconnaissance de droits universels et reconnaissance constitutionnelle des spécificités culturelles des différents groupes composant l'Afrique du Sud. Cette loi établit que la circoncision est une pratique légale si elle est effectuée par un praticien enregistré auprès du Traditional Health Practicioners Council, et respecte un certain nombre de dispositions liés à la sécurité de la personne. Pourtant, l'assignation d'une pratique telle que la circoncision masculine à une « tradition » dangereuse pour l'Afrique du Sud moderne et démocratique a récemment été renversée par la mise à jour d'un effet potentiellement protecteur de cette pratique vis-à-vis de l'infection par le VIH<sup>150</sup>. Il est donc ironique, à ce sujet, de voir un essai d'estimation des conséquences de la circoncision à grande échelle, tel que celui mis en place à Orange Farm, township proche de Johannesburg, sur une population de 30 000 personnes environ.

Le projet de libérer les hommes de pratiques culturelles dangereuses pour eux et pour les femmes n'est pas ici critiqué. On ne tente pas non plus de dénigrer

---

<sup>148</sup>L. N. Ndangam, « Lifting the cloak on Manhood, Coverage of Xhosa Male Circumcision in the South African Press », in E. Uchendu

<sup>149</sup> United States Committee on the Rights of the Child, 23<sup>ème</sup> session, citation issue des débats du 27 février 2002 accessible à partir du site [www.unhcr.ch](http://www.unhcr.ch).

<sup>150</sup> Voir à ce sujet, à titre d'exemple parmi les multiples publications aux conclusions parfois divergentes, ONUSIDA, « Nouvelles Données sur la Circoncision et la Prévention du VIH : Conséquences sur les Politiques et les Programmes », Consultation Technique de l'OMS et de l'ONUSIDA, Montreux, 6-8 Mars 2007.

les efforts investis dans la défense des droits de l'homme, de la femme et de l'enfant. Cette analyse a pour but de montrer que le refus de l'utilisation du préservatif, le multi-partenariat ou encore les mutilations génitales tant masculines que féminines ne relèvent pas de logiques purement traditionnelles et totalement coupées d'évolutions historiques. Le danger du « mythe de l'incommensurabilité » réside dans la perception de telles pratiques comme constitutives d'une subjectivité essentiellement « traditionnelle » et sous l'emprise d'une culture vue comme statique.

Si M. Foucault a mis en avant que le pouvoir est essentiellement relationnel et qu'il traverse différents champs de la vie sociale sans qu'il puisse être résumé, circonscrit, au pouvoir de commandement<sup>151</sup>, l'analyse qu'il fournit des rapports entre techniques du corps au pouvoir constitue une entrée féconde dans la question qui nous intéresse ici. C. Chambers<sup>152</sup>, dans l'introduction de son ouvrage portant sur les liens ambivalents paradigme du « choix » de la libre volonté et ce qu'elle nomme les « pratiques culturelles », qualifie à partir des analyses de Foucault l'interaction entre « normes sociales, incorporation et pouvoir : les normes sociales sont transposées dans le corps, et les corps, dans leur forme nouvelle, rejouent ces normes sociales en les perpétuant ». Néanmoins, selon l'auteur, s'en tenir à cette analyse revient à oublier l'apport de Foucault à l'étude du pouvoir, à savoir le fait qu'il doit être analysé à la fois comme « contraignant » et comme « créateur ». C. Chambers, résume ainsi cet apport « Le pouvoir opère en suggérant des formes de subjectivité humaine, il peut toujours être remis en cause de dépassé par des formes alternatives ». Or, des pratiques comme le multi-partenariat n'appartiennent pas à une tradition figée et a-historique. Comme on l'a vu avec l'analyse de M. Hunter, elles se transforment et se réinventent en fonction des conditions matérielles d'existence des populations. De même, F. Le Marcis et R. Ebrahim-Vally<sup>153</sup> montrent que la marginalisation économique et sociale de populations vulnérables amène les individus à adopter des « tactiques »<sup>154</sup> de survie impliquant le sexe transactionnel. D. Posel montre également que dans le cadre d'une

---

<sup>151</sup> M. Foucault, *Histoire de la Sexualité : 1) La Volonté de Savoir*, 1979, Gallimard

<sup>152</sup> C. Chambers, *Sex, Culture and Justice : The Limits of Choice*, 2008, PSU Press.

<sup>153</sup> F. Le Marcis, R. Ebrahim-Vally, « People living with HIV/Aids in Everyday Conditions of Township Life in South Africa : Between Structural Constraints and Individual Tactics », *Journal of Social Aspects of HIV/Aids*, Avril 2005.

<sup>154</sup> F. Le Marcis emploie explicitement ce terme dans la filiation théorique de M. De Certeau

politisation de la sexualité qu'elle identifié à la libération du régime d'Apartheid<sup>155</sup>, la mise en visibilité commerciale de la sexualité peut contribuer à expliquer les pratiques de sexe transactionnel dans des relations de réciprocité où le sexe est une monnaie d'échange contre l'accès à des biens de consommation, et non de subsistance.

### **3.5. Test de virginité et performance masculine de J. Zuma : exemples postapartheid de la tradition masculine comme ressource politique**

De même, dans son étude de la « coutume » du test de virginité, L. Vincent<sup>156</sup> montre de manière ironique que la pratique du test de virginité a connue un regain d'intérêt auprès des leaders zoulou, après un long oubli, dans l'optique d'une 're-traditionalisation' rhétorique et d'un retour à des pratiques jugées imm  oriales. Commentant cet épisode, il cite l'exemple du roi Goodwill Zwelithini déclarant que la pratique du test de virginité est « au cœur de notre fierté » et réagissant à l'interdiction de ces tests, conséquence Children's Bill voté de 2005, en demandant au gouvernement de le « laisser en paix avec sa culture ». La « crise de la masculinité » est donc comprise comme le déclin de formes traditionnelles de rapport au corps ou de rapport aux soins. L'idée d'un tel déclin, attendu ou craint comme une perte culturelle identitaire, se base sur une conception critiquable de la sphère des pratiques traditionnelles et de celle des pratiques de la modernité comme mutuellement exclusives. Cette accusation de non-scientificité, et la disqualification de pratiques comme archaïques qu'elle entraine, occupe une place particulièrement importante dans le contexte de l'épidémie de Sida. Cette question de la scientificité ou non, et au-delà, de la valeur de ces « pratiques traditionnelles » et notamment des pratiques de soins ne

---

<sup>155</sup> D. Posel, « Sex, death and the fate of the nation: reflections on the politicization of sexuality in post-apartheid South Africa », *Africa*, n  75, Mars 2005

<sup>156</sup> L. Vincent, « Virginité Testing in South Africa, Re-Traditioning the Postcolony », *Culture, Health and Sexuality*, 2006, vol.8, Routledge

peut ici être étudiée dans le contexte de la « Renaissance Africaine »<sup>157</sup> sans retour sur l'histoire de leur disqualification nécessaire sous le régime précédent. La marginalisation sous l'Apartheid des guérisseurs traditionnels, pour cause de non-scientificité de leurs pratiques (c'est-à-dire leur incompatibilité affirmée avec le régime de connaissance promu par l'Apartheid) fait partie de l'héritage politique auquel la nouvelle démocratie doit faire face.<sup>158</sup>

Or, ici encore, cette affirmation d'incommensurabilité est critiquable. Comme le montre l'étude de C. Decoteau<sup>159</sup>, 80% des sud-africains ont recours aux pratiques de soins dites traditionnelles, et celles-ci sont souvent combinées aux pratiques de la médecine dite « moderne ». On peut également se reporter à V. Faure<sup>160</sup> pour sa description de l'influence des insuffisances du système de santé « moderne » sud-africain sur le recours aux pratiques de soin « traditionnelles », de même que sur les importantes mutations de ces pratiques de soin sous l'influence de l'épidémie de Sida et des nouvelles attentes auxquelles elles ont font face.

Ces éléments doivent amener à nuancer l'image d'une « masculinité traditionnelle », liée à des pratiques culturelles statiques et a-historiques. Comme on l'a vu, les traditions auxquelles il est fait référence sont non seulement mouvantes et s'adaptent aux conditions d'existence des individus. Plus encore, l'exemple de la pratique du test de virginité laisse entrevoir l'utilisation des « rôles traditionnels » masculins et féminins comme des stratégies de légitimation du pouvoir par la référence à la tradition. L'utilisation stratégique d'un discours de la masculinité a constitué une véritable ressource politique durant la période de lutte contre l'Apartheid (on l'a vu à propos de la rivalité entre IFP et ANC). Cela semble rester vrai aujourd'hui, comme le démontre l'analyse du procès de J. Zuma pour viol.

---

<sup>157</sup> Doctrine portée à bout de bras par T. Meki, visant à lier identité africaine et modernité dans une tentative de légitimer le nouveau régime porté par l'ANC. Cette doctrine ambitionnait à la fois de stimuler et d'encourager l'économie du pays, de lui assurer la reconnaissance d'un leadership continental et une puissance internationale, mais également de produire un « imaginaire social » [C. Taylor] s'éloignant de l'afroessimisme.

<sup>158</sup> A titre d'exemple, on peut citer le Transvaal Crime Ordinance Act de 1904, selon lequel est dans l'illégalité « tout personne qui [...] prétend exercer ou utiliser un type quelconque de pouvoir surnaturel, sorcellerie, enchantements, conjurations ou qui entreprend de prévenir l'avenir ou déclare fonder ses pratiques sur sa connaissance et sa maîtrise d'une quelconque science occulte »

<sup>159</sup> C. Decoteau, *op. cit.*,

<sup>160</sup> V. Faure, « Diffusion du Modèle de Démocratie et Régulation des Corps : Pratiques et Discours des Guérisseurs Sud-Africains in I. Gobatto, Les Pratiques de Santé dans un Monde Globalisé, Circulations de Modèles et Expériences Locales dans les Afriques Contemporaines, 2003, Karthala

J. Zuma, actuel président de l’Afrique du Sud, a été inculpé pour viol en Janvier 2005. Ce procès a fait scandale, et ce pour de nombreuses raisons. Tout d’abord, l’affirmation selon laquelle le fait qu’il ait pris une douche après la relation sexuelle qu’il a eue avec Khwezi (le surnom donné à la victime) visait à le protéger de l’infection par le VIH, a été vivement critiquée en ceci qu’elle pouvait, par sa diffusion et sa circulation dans la presse, entretenir des croyances erronées à propos des modes de protection face à l’épidémie<sup>161</sup>. L’affirmation, déployée à l’occasion de sa défense, selon laquelle la tenue de la plaignante signifiait une invitation aux relations sexuelle a également provoqué la fureur d’associations luttant contre les violences sexuelles étant donné qu’il s’agit, typiquement, d’une des stratégies de légitimation identifiées du viol<sup>162</sup>. Globalement, c’est ce que S. Robins<sup>163</sup> nomme une « performance de ‘masculinité zouloue’ » qui a été dénoncée ou applaudie par les partisans et détracteurs de J. Zuma. La confrontation physique devant le tribunal de militant-e-s contre les violences sexuelles, d’activistes de la Treatment Action Campaign d’un côté, de partisans hommes et femmes de J. Zuma de l’autre, dont on a retenu les T-Shirt « 100% Zulu Boy » ou les pancartes où figure, sous la photo de la plaignante, l’inscription « *Burn the Bitch* » représente, selon C. Decoteau<sup>164</sup> le « plus parfait exemple de la manière dont la confrontation entre ‘modernité’ et ‘tradition’ soutient le mythe de l’incommensurabilité’. La stratégie politique de J. Zuma, son identification à l’‘homme du peuple’, zoulou (alors que N. Mandela et T. Mbeki appartiennent à l’ethnie Xhosa), défenseur des traditions de son peuple ayant réussi à lui attirer le soutien du South African Communist Party (SACP) et de la centrale syndicale Council of South African Trade Unions (COSATU) l’a conduit à créer une image médiatique se basant fortement sur une masculinité traditionnelle zouloue. Il incarne alors la « masculinité phobogénique » dont il a été question dans la partie précédente, il est important de souligner que J. Zuma a utilisé cette image « traditionnelle » alors

---

<sup>161</sup> Voir par exemple l’article paru dans The Star le 10 avril 2006, de J. Green et J. Gordin, : « Zuma ‘shower theory’ causing confusion » ou l’habitude prise par la suite par le célèbre caricaturiste du Mail and Guardian, Zapiro, de représenter J. Zuma avec un pommeau de douche sur la tête.

<sup>162</sup> Voir par exemple D.L. Payne, K. A. Lonsway, L. F. Fitzgerald, « Rape Myth Acceptance : Exploration of its Structure and its Measurement », Journal of Research in Personality, Vol. 33, Mars 1999, Elsevier.

<sup>163</sup> S. Robins, « Sexual Rights versus Sexual Cultures : reflections on the ‘Zuma Affair’ and ‘new masculinities’ in South Africa », Horizontes Antropológicos, vol .12, n°26, IFCH-UFRGS

<sup>164</sup> C. Decoteau, *op. cit.*



même qu'il évoluait dans la sphère politique sud-africaine, visant la présidence. Comme le souligne S. Robins, « l'erreur des commentateurs médiatiques réside en ce fait qu'ils n'ont pas réussi à voir que l'ancien premier ministre a réussi à se représenter à la fois comme un emblème du traditionalisme africain et comme un révolutionnaire moderne et ancien syndicaliste. [...] Zuma incarne un pastiche post-moderne [...], un cocktail d'« afromodernisme » dans son incarnation de conceptions réifiées de la masculinité zouloue parallèlement à ses liens étroits avec les nouvelles élites entrepreneuriales telles que Shabir Shaik. [...] Pourtant, malgré sa performance '100% Zulu Boy' devant le tribunal, son parcours de vie et ses affiliations [liées à la lutte contre l'Apartheid] démontrent qu'il arrive confortablement à concilier les rôles d'aîné traditionnel et de révolutionnaire moderne ».

En conclusion, on a vu que le « mythe de l'incommensurabilité », bâti autour de la construction dichotomique opposant tradition et modernité, participe à la « crise de la masculinité » en ceci qu'il oppose diamétralement deux domaines de pratiques associées à la masculinité, qu'elles aient trait aux sphères de la santé et du soin, des conceptions du sujet ou des relations de genre, masquant ainsi les formes d'hybridité pouvant exister, et existant effectivement, dans la société sud-africaine. Lors des controverses liées à la politique sud-africaine en matière de prise en charge de l'épidémie de Sida, la rédaction puis la diffusion d'un pamphlet anonyme, rapidement attribué à T. Mbeki<sup>165</sup> lui-même, a fait couler une quantité considérable d'encre. Celui-ci dénonçait la stigmatisation de l'africain noir à propos de sa prétendue promiscuité sexuelle en ces termes :

« Oui, nous sommes fous de sexe ! Oui, nous sommes malades ! Oui, nous répandons le virus mortel de l'immunodéficience humaine par notre hétérosexualité incontrôlée ! De ce point de vue, oui, nous sommes différents des Etats-Unis et de l'Europe Occidentale ! Oui, nous, les hommes, nous exerçons des sévices sexuels sur les femmes et les jeunes filles avec une belle désinvolture ! Oui, chez nous, le viol est endémique à cause de notre culture ! ».

---

<sup>165</sup> Pas d'auteur officiel, « Castro Hlongwane, Caravans, Cats, Geese, Foot and Mouth and Statistics : HIV/Aids and the Struggle for the Humanization of the African », document non publié mais distribué aux membres de l'ANC à l'occasion de la 51<sup>ème</sup> conférence nationale de l'ANC en 2002, à l'Université de Stellenbosch.

Au-delà de T. Mbeki et de sa responsabilité dans le ralentissement de la mise en place des traitements antirétroviraux, avec les dramatiques conséquences que ce refus a pu avoir, on peut penser que le « mythe de l'incommensurabilité », en polarisant le discours sur les masculinités autour de masculinités traditionnelles et de nouvelles masculinités mutuellement incompatibles, constitue à la fois une difficulté méthodologique et un enjeu politique capital pour la nouvelle Afrique du Sud. La « crise de la masculinité », envisagée sous l'angle de la propagation d'un discours public, s'en nourrit en même temps que, dans sa circulation, elle contribue sans doute à le produire et à reconfigurer les espaces dans lesquelles les masculinités se forment et se recomposent.

## *Conclusion*

A travers ce mémoire, on a constamment retrouvé l'idée issue des *men's studies* contemporaines affirmant la multiplicité des masculinités et leur contingence historique. En tous points, il s'est avéré qu'une vision statique, ou naturalisée, des rôles sexués était faussée et ne parvenait pas à saisir la diversité et la complexité des rapports entre les masculinités.

Dans la première partie, la reconnaissance des diverses origines de la « crise de la masculinité » contemporaine fait apparaître un entremêlement de discours institutionnels, de mobilisations politiques et sociales, ainsi que de qu'un ensemble de bouleversements institutionnels provoqués par le mouvement de libération nationale. Les hommes et le masculin y sont représentés en rapport à ces transformations, mais les dynamiques multiples de transformation des masculinités ne sont pas reflétées de manière « objective » ou « neutre dans le discours ». Bien plutôt, il apparaît que la masculinité, en plus d'être d'une « configuration de pratiques », participe à différents projets politiques par la qualification qui en est faite, et par les sources de la « crise » qui sont mises en avant.

Dans la seconde partie, on a vu que si la transformation de l'ordre de genre est effectivement une source de déstabilisation des masculinités ; on ne peut comprendre la circulation publique de la « crise de la masculinité » sans prendre en compte la progressive mise en discours de la sexualité, et notamment des violences sexuelles, dont on a détaillé les principaux moments de saillance. L'histoire de cette révélation de la sexualité dans l'Afrique du Sud postapartheid ne semble pas pouvoir être séparée de l'émergence de cette « crise de la masculinité », aux causes profondément enracinées dans l'histoire passée du pays, et notamment de l'Apartheid, mais qui en vient aujourd'hui à symboliser les hésitations et ambivalences de la nouvelle Afrique du Sud et du projet national porté par l'ANC. La crise des « Baby Rape » et l'épidémie de Sida sont donc autant de moments de dramatisation, d'investissement de cette crise par des métaphores, processus inévitable si l'on considère son double statut de dispositif analytique et de discours public.

Un des produits de cette ambivalence est notamment la constitution d'une « masculinité phobogénique », configuration du discours dans laquelle les déterminants socio-économiques disparaissent devant une essentialisation portée à la fois par un des influences internationales, notamment à travers un discours biomédical (que l'on doit toutefois situer dans les premières années de l'épidémie de Sida) sur la « promiscuité sexuelle africaine » ainsi que sur des dynamiques internes à l'Afrique du Sud et à son historicité. En particulier, on a identifié l'impact du « mythe de l'incommensurabilité », construit lui aussi par l'intersection entre influences internationales et nationales, dont un des effets est de réifier un ensemble de pratiques qualifiées trop rapidement de « traditionnelles » et masquant ici encore les recompositions et les utilisations politiques contradictoires de telles catégories. Il est utile en ce sens de revenir à G. Balandier, lorsque ce dernier formule, en guise de « Première affirmation : l'authentique, le pur, le primitif aussi, au sens premier, relèvent plus de l'idéologie que de la nature des choses. Deuxième affirmation : le métissage, le mélange, l'acculturation ne produisent pas une médiocre juxtaposition de composantes hétérogènes, ce n'est pas du bricolage hétéroclite. Ils transforment, ils allient, ils inventent, ils ajoutent. Dans le mouvement historique, ils manifestent la vitalité culturelle, alors que l'économique et le politique expriment des rapports de force. Enfin, dernière affirmation : toute modernité, l'actuelle plus que les précédentes, par son intensité et son expansion mondiale, ouvre une nouvelle ère des mélanges et des acculturations, des incertitudes, des rejets et des risques qui les accompagnent »<sup>166</sup>.

Cette phrase ne serait pourtant pas tout à fait étrangère à la plupart des travaux que l'on a cités. La « crise de la masculinité » y est massivement étudiée par rapport aux tensions et tendances de crises issues de la transition démocratique. En effet, une conception biologisante de la masculinité y est partout fortement critiquée et la nécessité de prendre en compte les spécificités du contexte, corollaire de la reconnaissance de la pluralité des masculinités, y est constamment affirmée. Pourtant, si la « crise de la masculinité » y est traitée comme un phénomène objectif, éventuellement questionné et nuancé, seuls certains analystes

---

<sup>166</sup> G. Balandier, *Civilisés, dit-on ?*, 2003, PUF

s'intéressent à la raison pour laquelle, et les canaux par lesquels, un problème social s'est transformé en problème public d'une part, en crise morale d'autre part. Pourtant, comme le rappelle M. Foucault, et comme certains éléments avancés à l'occasion de ce mémoire semblent le confirmer, une explosion discursive (comme celle qui entoure la « crise de la masculinité ») « témoigne d'une transformation des relations de pouvoir, inaugurant de nouvelles stratégies disciplinaires tournées vers le corps des citoyens »<sup>167</sup>. Cette affirmation est délicate en ceci qu'elle doit être prononcée, dans le cadre de cette étude, avec à l'esprit le fait que la « crise de la masculinité » ne signifie pas la disparition de l'ordre de genre et du « dividende patriarcal » tel que le présente R. W. Connell. Elle ne signifie pas non plus, comme l'affirment certains mouvements masculinistes, que les hommes sont aujourd'hui dans une position moins favorable que les femmes, homogénéisant ainsi les deux entités. Elle signale en revanche que le discours de la « crise de la masculinité » ne se limite pas à une reconnaissance de phénomènes objectifs modifiant les rapports de pouvoir dans l'ordre de genre. Il est également l'indice d'une reconceptualisation de la citoyenneté, consécutive à la transition démocratique, à la politisation des violences masculines et à l'impact physique et symbolique de l'épidémie de Sida. Si l'on n'a pas explicité en détail la nature de ce « pouvoir disciplinaire », et la manière dont il peut au quotidien s'exercer, et dans quelle mesure précise ce pouvoir est contraignant autant que producteur, ce questionnement est important, et pourra peut-être faire l'objet d'un travail ultérieur. Dans tous les cas, ce développement de la « crise de la masculinité », présentée dans le discours public comme un universel touchant toutes les catégories de population, permet de pointer une contradiction, en s'appuyant sur les réflexions menées sous le régime d'Apartheid sur les violences sexuelles, ainsi que sur le scandale amené par la « Baby Rape Crisis », qui n'ont cessé de la qualifier dans sa cible. Cela peut permettre d'éclairer sous un jour nouveau l'ardeur des controverses opposant T. Mbeki à ses adversaires, dans une confrontation entre volonté de « Renaissance Africaine », héritage de la transition politique et de l'imaginaire politique qui lui est associé, et discours international.

---

<sup>167</sup> M. Foucault, *op. cit.*

La « crise de la masculinité » est ici également un champ de bataille, et l'exemple du procès pour viol de J. Zuma constitue un exemple éclairant du fait que la masculinité, « configuration de pratique » est également un objet politique, un discours sur l'identité collective et une ressource politique.

Bien entendu, comme on a eu l'occasion de le souligner à plusieurs reprises, le discours de la « crise de la masculinité » ne trouve pas ses origines dans la société sud-africaine. Ici encore, l'idée qui ressort de ce travail est celle d'un ensemble de confluences. La criminalisation internationale des violences sexuelles, notamment dans les pays du Sud à travers l'avènement du paradigme WID puis GAD mettant l'accent sur la situation des femmes et la configuration des rapports de genre, ainsi qu'un ensemble de conventions et de textes internationaux soulignent des tendances internationales dont on ne peut faire l'économie pour analyser la construction discursive de la « crise de la masculinité ».

Ce phénomène, lié inextricablement à des tendances théoriques et interventionnelles internationales, possède pourtant une dynamique nationale, les deux pouvant suivre la même direction sur certains points, se singulariser ou entrer en conflit. Dans le contexte sud-africain, le mouvement de libération, porteur d'une revendication nationaliste a pu à la fois participer à la génération de nouvelles masculinités, et à l'interprétation, promotion ou définition de celles-ci dans le cadre du nouveau régime, avec comme épisodes centraux l'ouverture d'espaces de contestation et de militantisme politique et social lors de la transition. L'importance de cet élément fondateur du nouveau régime permet d'envisager sous un angle différent les affrontements ayant secoué le pays à l'occasion de l'épidémie de Sida, dont on note qu'elle est cadrée à partir de catégories politiques (race / complot / valeurs africaines / valeurs occidentales) issues de l'expérience coloniale. Il est vital de souligner que les masculinités ne peuvent être évoquées sans prendre en compte cet héritage. Au cours de ce mémoire, il a été réaffirmé et illustré, notamment lorsque l'on s'est penché sur les premières occurrences de la thématique de la « crise de la masculinité » ainsi qu'à propos de la connexion entre politiques de santé publique et ségrégation par la construction d'un « autre » phobogénique. Certainement, un travail plus détaillé à partir de sources historiques

et de travail de terrain permettrait de mettre à jour de manière plus détaillée ces connexions. Ceci s'avère impossible dans ce travail de mémoire n'ayant pas pu s'appuyer sur un travail de terrain.

Néanmoins, on peut espérer que les éléments issus d'un travail sur la « crise de la masculinité » prise comme discours public invitent de manière productive à une vigilance renforcée et nécessaire dans l'étude, pourtant aussi nécessaire des masculinités et de leur développement, ruptures, hiérarchisations historiques.

Il apparaît en effet que si la politisation des violences sexuelles a largement fait émerger le discours de la « crise de la masculinité », on ne peut par contre imputer ces violences à la remise en question de l'ordre de genre et à la remise en question d'une tradition. L'exemple de l'évolution, de la glorification puis de la marginalisation de la « struggle masculinity » pose directement la question de la citoyenneté comme relai nécessaire entre ces deux phénomènes. En effet, l'émergence de telles masculinités est secrétée par le mouvement de libération nationale, et ne provient pas directement d'une tradition, une continuité historique, que l'on pourrait identifier en Afrique du Sud, même si elle s'inspire de différents modèles de masculinité valorisées. C'est bien plutôt la requalification d'un certain nombre de comportements, notamment les violences sexuelles, alliée à leur plus grande visibilité, ainsi que l'inadaptation des ressources associées à cette masculinité dans le nouveau contexte démocratique qui ont contribué à rendre cette « struggle masculinity » inadaptée à la réalité socio-économique et à la définition de la citoyenneté dans la nouvelle Afrique du Sud. Ici encore, on voit que les intersections entre masculinité et pouvoir sont complexes et ne doivent pas être interprétées sans prendre en compte d'autres facteurs. La disqualification dans le discours public et médiatique de cette masculinité affirmée, traversée par la violence et les caractéristiques généralement associées à la « masculinité hégémonique » est le signe que si les masculinités font d'une certaine manière système et sont traversées de relations de pouvoir, ces rapports sont mouvants et peuvent être renversés. La sexualité, et notamment la sexualité masculine, a tendance, dans le discours public sud-africain, à être exposée, et constituée comme un domaine de savoir autonome. Mais ce phénomène est ambigu et le champ

discursif de la sexualité masculine est un champ de tensions, traversé les lignes de clivage de la « race » et de la « classe ». La masculinité envisagée sous l'angle de l'émergence d'un discours public, est indissociable de confrontations directes et symboliques (le cas de la rivalité entre ANC et IFP est à cet égard révélateur) portant sur l'imaginaire politique lié à l'Apartheid, sur projet de construction d'une nouvelle identité collective, ces différents éléments donnant lieu à des affrontements nourris par des politiques culturelles les stratégies politiques associées.

Si donc la « crise de la masculinité » décrit une crise dans l'ordre de genre sud-africain, sa circulation notamment par les médias et les différents acteurs ou groupes qui investissent ce champ, a contribué à en faire, après 2001 bien plus que lors de la transition démocratique, un des symboles des tensions à l'œuvre dans l'identité collective sud-africaine. La diabolisation d'un Occident impérialiste tentant d'imposer ses normes de genre n'y fonctionne pas différemment d'une assignation des violences masculines à des comportements traditionnels et obsolètes. L'étude des dynamiques de la violence perd à faire l'impasse de l'analyse du discours et des savoirs qui sont produits sur elles. Certainement, dans le cas sud-africain, ce travail de recherche pourra être fécond.

Ce mémoire ne se base pas sur un travail de terrain, et l'attention a, pour cette raison, été portée sur les conditions, surfaces, et modalités d'émergence du discours de la « crise de la masculinité ». Cela a amené à identifier des éléments dont l'importance est sans doute quelque peu sous-évalué dans une partie des travaux sur lesquels on s'est basé. Pour cette même raison, ce travail prête le flanc à la critique formulée par M. Mbali à l'encontre de la conférence de D. Posel sur la politique de la sexualité dans l'Afrique du Sud postapartheid que cette dernière a tenue au Harold Wolpe Memorial Institute en août 2004. M. Mbali affirme en effet à propos du travail de D. Posel que « son analyse de la société post-Apartheid tente de réduire toute réalité sociale et politique à un discours en excluant les réalités matérielles [...] ». Cette démarche n'est pas exempte, en effet, de « vice méthodologique » du à l'utilisation insuffisante de « données ethnographiques ».



Si l'on a mis en avant le fait que le discours de la « crise de la masculinité » pouvait fonctionner, en ceci qu'il participe d'une « crise morale », les déterminants socio-économiques de la transformation ou non des masculinités, il sera sans doute nécessaire d'étoffer, dans une perspective proche de l'approche « matérielle discursive » chère à R. Luyt, afin de prendre, dans les mots de M. Mbali, « au sérieux à la fois le discours et les réalités matérielles ».

## ***Bibliographie***

- **Ouvrages scientifiques :**

G. Balandier, Civilisés, dit-on ?, 2003, PUF

B. Benthall, Masculinity and Men's Lifestyle Magazines, 2003, Wiley

W. Bird, N. Spurr, « Media Representations of Baby Rape : the case of 'Baby Tshepang' », in L.M. Richter, C. Higson-Smith, A. Dawes (eds), Sexual Abuse of Young Children in Southern Africa, 2005, Human Sciences Research Council

E. Boserup, Woman's role in economic development, New York, Saint-Martin Press, 1970

B. E. Carroll (ed), American Masculinities, A Historical Encyclopedia, 2003, SAGE

C. Chambers, Sex, Culture and Justice : The Limits of Choice, 2008, PSU Press.

A. W. Clare, On men : Masculinity in crisis, 2002, Arrow

R.W. Connell, « Geography », in M. Flood, International Encyclopedia of Men and Masculinities, p. 239, Taylor and Francis, 2007

R. W. Connell, Masculinities, 2<sup>ème</sup> Ed. 2005, Polity Press. Voir notamment le chapitre 3 : « The Social Organization of Masculinity »

P. Farmer, Infections and Inequalities: The Modern Plagues, 1999, University of California Press.

V. Faure, « Diffusion du Modèle de Démocratie et Régulation des Corps : Pratiques et Discours des Guérisseurs Sud-Africains in I. Gobatto, Les Pratiques de Santé dans un Monde Globalisé, Circulations de Modèles et Expériences Locales dans les Afriques Contemporaines, 2003, Karthala

M. Foreman, AIDS and Men : Taking Risks or Responsibilities ?, 1999, Institut PANOS.

M. Foucault, Histoire de la Sexualité T.1, New York, Vintage, 1990.

S. Hassim, “The Virtuous Circle of Representation: Women in African Parliaments”, in G. Bauer, H.E. Britton (eds), Women in African Parliaments, 2006, Lynne Rienner Publishers

Hirschowitz, S. Worku, M. Orkin. Quantitative research findings on rape in South Africa. Pretoria, Statistics South Africa, 2000

J. O. Ifekwunige, « Epilogue », in J. O. Ifekwunige, Scattered Belongings : Cultural Paradoxes of « race », nation and gender, 1999, Routledge

J. Lagroye (dir), « Les processus de politisation », in La politisation, p. 361, Belin, 2003.

B. Legros-Bawin, Sociologie de la Famille : le lien social sous questions, De Boeck Université, 1996

G. Lindegger, K. Durrheim, « Men, HIV/Aids and the Crisis of Masculinity », in C. R. Stones (ed), Socio-Political and Psychological Perspectives on South Africa, Nova

B. Mablanda, « Women in South-Africa and the Constitution-Making Process », in J. S. Peters, A. Wolper, Women’s Rights, Human Rights : International Feminist Perspectives, 1995, Taylor and Francis

S. Meintjes, « The politics of Engagement, Women transforming the Policy Process – Domestic Violence Legislation in South Africa » in S. Hassim, A. M. Goetz, (eds) No shortcut to Power : African Women in Politics and Policy-Making, 2003, Zeds Books.

E. Mankowski, « Men’s Studies », in M. S. Kimmel, A. Aronson, Men and Masculinities : a Social, Cultural and Historical Encyclopedia, Vol. 1, 2004, ABC-Clio

D. Morgan, « The Crisis in Masculinity », in K. Davis, M. Evans, J. Lorber, Handbook of gender and women’s studies, Sage, 2006

R. Morrell (ed), Changing Men in Southern Africa, 2001, Macmillan

R. Morris, « The Mute and the Unspeakable : Political Subjectivity, Violent Crime, and the ‘Sexual Thing’ in a South African Mining Community », in J. Comarrof and J. Comarrof, Law and Disorder in the Postcolony, 2006, University of Chicago Press

M-J Nadal, « Les programmes de développement pour les femmes autochtones au Mexique », in C. Solar, La formation continue, perspectives internationales , 2005, L’harmatan

L. N. Ndangam, « Lifting the cloak on Manhood, Coverage of Xhosa Male Circumcision in the South African Press », in E. Uchendu, Masculinities in Contemporary Africa, 2008, Codesiria

T. Parsons, The structure of Social Action, New York, Free Press, 1937

D. Posel, « Politiques de la vie et politisation de la sexualité », in D. Fassin (ed), « Afflictions, l’Afrique du Sud de l’Apartheid au Sida », 2004, Karthala

D. Posel, «The Scandal of Manhood: ‘Baby Rape’, Unmaking Secrets of Sexual Violence in post-Apartheid South Africa », in L. Walker, G. Reid, Men Behaving Differently : South African Men since 1994, 2005, Juta and Company Limited

D. Posel, G. Simpson « The Power of Truth: South Africa’s Truth and Reconciliation Commission in Context’ » in D. Posel, G. Simpson (eds), Commissioning the Past. Understanding South Africa’s Truth and Reconciliation Commission, 2002, Wits University Press,

K. Ratele, « Men and Masculinities : Psychology and Politics », in T. Shefer, F. Boonzaier, P. Kiguwa (eds), The Gender of Psychology, 2006, Juta and Company Limited

D.E.H. Russel, Lives of courage : Women for a new South Africa, 1ère ed. 1991, 2003, iUniverse Inc

S. Ruxton, Gender, Equality and Men, Learning from Practice, 2004, OXFAM Publishing

H. Sauls, « Some Notions of Masculinity in Manenberg, Cape Town, The gangster and the respectable man » in D. Gibson, A. Hardon, Rethinking masculinities, violence and Aids, Aksant, 2006

L. Segal, Changing Masculinities, Changing Men, 1990, Rutgers University Press

T. Shefer, K Ratele, A. Strebela, N. Shabalala, « Masculinities in South Africa », in

S. Sontag, Aids and Its Metaphor, 1989, Farrar Strauss & Giroux.

M. W. Swanson, « Bubonic Plague and Urban Native Policy » in the Cape Colony, 1900-09 », in W. Beinart, S. Dubow (eds), Segregation and Apartheid in Twentieth-Century South Africa, 1995, Routledge

S. Tarrow, Power in Movements: Social Movements, Collective Action and Politics, 1994, Cambridge University Press

W. I. Thomas et F. Znaniecki, Le paysan polonais en Europe et en Amérique. Récit de Vie d'un Migrant 1919, édition de 1998, Nathan.

E. Unterhalter, « The work of the Nation: Heroic Masculinity in South African Autobiographical Writing of the Anti-Apartheid Struggle » in C. Jackson. (ed.), Men at Work. Labour, Masculinities, Development, Frank Cass, 2001

G. Vigarello, Histoire du Viol : XVIème-XXème Siècle, 1998, Seuil

T. Waetjen, Workers and Warriors, Masculinity and the Struggle for Nation in South Africa », 2004, University of Illinois Press

L. Walker, « Negotiating the Boundaries of Masculinity in Post-Apartheid South Africa », in L. Walker, G. Reid, Men Behaving Differently : South African Men since 1994, 2005, Juta and Company Limited

S.M. Whitehead, Men and Masculinities : Key themes and new directions, Polity Press, 2002

T. Xaba, « Masculinity and its Malcontents : The Confrontation between 'Struggle Masculinity and post-Struggle Masculinity', in R. Morrell », Changing Men in Southern Africa, 2001, Zed Books.

- **Articles de revues ou contributions à des colloques :**

G. Balandier, « Tradition et continuité », Cahiers Internationaux de Sociologie, 1968, vol. 44, Paris, PUF

- R. Brubaker, « Au-delà de l'*identité* », Actes de la recherche en sciences sociales 2001/3, Le Seuil
- F. Buntman, R. Snyman, « Policing in a diverse and multicultural society : The South African case », Police and Society, n°7, 2003.
- C. Campbell, « Learning to Kill : Masculinity, the family and Violence in Natal », Journal of Southern African Studies, vol. 18, Issue 3, 1992, Routledge
- D. Casale, D. Posel, « The feminisation of the labour force in South Africa : an Analysis of Recent Data and Trends », South African Journal of Economics, n°70, 2002
- D. Cefai, « La construction des problèmes publics. Définition de situation dans les arènes publiques », Réseaux, n°75, La découverte, 2006.
- A. Charman, C deSwart, M. Simons, « The Politics of Gender », Transformations, n°15, 1991, UKZN
- R.W. Connell, J. W. Messerschmidt, « Hegemonic Masculinity, Rethinking the Concept », Gender and Society, n°19, Decembre 2005
- W. Courtenay « College Men's Health: An Overview and a Call to Action' » Journal of American College Health, 1998, Vol 46 No 6, Taylor and Francis
- K. Delaunay « Des Groupes à Risque à la Vulnérabilité des Populations Africaines, discours sur une pandémie », Cahier des Sciences Humaines, n°12, IRD
- D.Z. Demetriou, « Connell's concept of Hegemonic Masculinity : a Critique », Theory and Society, n° 30, 2001, Springer
- D. Fassin, « Anatomie Politique d'une Controverse : La Démocratie Sud-Africaine à l'Epreuve du Sida », Critique Internationale, n°20, 2003/3, Presses de Sciences Po
- C. J. Ford, « Infant Rape and the Deconstruction of Predatory Impulsive Masculinity », contribution à la conférence « Sex and Secrecy » organisée par le Wits Institute for Social and Economic Research à l'Université du Witswatersrand, du 22 au 25 Juin 2003

A. Greig, « Men, Health and Gender Equality : a Report on the National Men's Imbizo », contribution au colloque « Politicizing Masculinities » organisé par l'Institute for Development Studies en Octobre 2007 à Dakar

A. Habib, *State-Civil Society Relations in Post-Apartheid South Africa*, Social Research, Automne 2005

S. Hilgartner, C.L. Bosk, « The Rise and Fall of Social Problems : a Public Arenas Model », *American Journal of Sociology*, 1998, vol. 94, n°1, University of Chicago Press

M. Hunter, « Cultural politics and masculinities : Multiple-partners in historical perspective in KwaZulu Natal », *Culture Health and Society*, Juillet-Août 2005, Routledge

R. Jewkes, « Intimate Partner Violence : causes and prevention », *The Lancet*, vol. 259, Avril 2002

P. Joly, C. Marris, *Mise sur agenda et Controverses : une approche comparée du cas des OGM en France et aux Etats-Unis* », contribution au colloque *Risques Collectifs et Situation de Crise, bilans et perspectives* , 7-8-9 Février 2001, Paris.

S. Jordaan, « South Africa : How the Government's Response to HIV fails to Address Masculinity », *Exchange on HIV / AIDS, Sexuality and Gender*, 2007, Royal Tropical Institute.

G. Kynoch, « Crime, Conflict and Politics : An Historical Account of Township Violence in Transition Era South Africa, Contribution à la conference Sex and Secrecy, 22-25 Juin 2003

F. Le Marcis, R. Ebrahim-Vally, « People living with HIV/Aids in Everyday Conditions of Township Life in South Africa : Between Structural Constraints and Individual Tactics », *Journal of Social Aspects of HIV/Aids*, Avril 2005.

R. Luyt, *Rhetorical Respresentations of Masculinities in South Africa : Moving Towards a Material-Discursive Understanding of Men* », *Journal of Community & Applied Social Psychology*, Janvier 2003, Vol. 13, n°1, Blackwell Publishing

H. Moffett, « The Political Economy of Sexual Violence in post-Apartheid South Africa », Harold Wolpe Memorial Trust à l'occasion du colloque « Engaging

Silences and Unresolved Issues in the Political Economy of South Africa », 21-24  
Septembre 2006, Cape Town

H. Moffett, « 'These Women, They Force us to Rape Them' : Rape as a Narrative  
of Social Control in Post-Apartheid South Africa », Journal of Southern African  
Studies, Mars 2006, Vol. 32, n°1

S. Mokwena, « The era of the Jackrollers : Contextualizing the Rise of Youth  
Gangs in Soweto », contribution au Séminaire organisé par le Centre for the Study  
of Violence and Reconciliation à l'Université du Witwatersrand le 30 Octobre  
1991.

R. Morrell, « Men and the search for gender equity », contribution au colloque  
« Politicizing masculinities : Beyond the Personal », organisé par le réseau Sonke  
Gender Justice à Dakar, du 15 au 18 Octobre 2007

M. Morris, M. Kretzschmar, « Concurrent Partnership and the Spread of HIV »,  
AIDS, 2001 n°11, Lippincott Williams & Wilkins

J. Nagel, « Masculinity and Nationalism : Gender and Sexuality in the Making of  
Nations », Ethnic and Racial Studies, Vol. 21, n°2, Mars 1998, Routledge

D.L. Payne, K. A. Lonsway, L. F. Fitzgerald, « Rape Myth Acceptance:  
Exploration of its Structure and its Measurement », Journal of Research in  
Personality, Vol. 33, Mars 1999, Elsevier.

D. Peacock et al « Men, HIV/Aids and Human Rights », Journal of Acquired  
Immune Deficiency Syndromes, vol. 51, Juillet 2009, LWW

J. Pleck, The Male Sex Role : Definitions, Problems and Source of Change,  
Journal of Social Issues, 32/3, 1976

D. Posel, « Sex, death and the fate of the nation: reflections on the politicization of  
sexuality in post-apartheid South Africa », Africa, n°75, Mars 2005

E.M. Rathgeber, « WID, WAD, GAD: Trends in Research and Practice », Journal  
of Developing Areas, n°24, 1990, IDRC

G. Reid, T. Dirusweit, « Understanding systemic violence: Homophobic attacks in  
Johannesburg and its surrounds », Urban Forum, vol. 17, n° 3, 2002



S. Robins, « Sexual Rights versus Sexual Cultures : reflections on the 'Zuma Affair' and 'new masculinities' in South Africa », *Horizontes Antropológicos*, vol .12, n°26, IFCH-UFRGS

G. Seidman, «La Transition Démocratique en Afrique du Sud : Construction d'une Nouvelle Nation et Genre de l'Etat», *Revue Clio*, n°12, 2000, Presses Universitaires du Mirail

M. Silberschmidt, "Disempowerment of Men in Rural and Urban East Africa: Implications for Male Identify and Sexual Behavior" 2001, *World Development*, 2001, n° 29, Elsevier

L. Vincent, « Virginité Testing in South Africa, Re-Traditioning the Postcolony », *Culture, Health and Sexuality*, 2006, vol.8, Routledge

T. Vircoulon, « Quand la délinquance s'invite en politique : la politisation de la question criminelle dans la nouvelle Afrique du Sud », *Raisons Politiques*, n°17, 2005/1, Presses de Sciences Po.

L. Wacquant, «For an Analytic of Racial Domination », *Political Power and Social Theory*, n°11, 1997, Emerald Press

G. Waylen, « What does the South African Transition tell us About Gender and Democraization », *Occasional Paper n°9*, Centre for Advancement of Women in Politics, Queen's University, 2004

M. Wetherell, N. Edley, « Negotiating Hegemonic Masculinity : Imaginary Positions and Psycho-discursive Practices », *Feminism and Psychology*, vol.9, N°3, SAGE Publications

J. Youde, « South Africa, Aids, and the Development of a Counter-Epistemic Community », *Contribution à la Conférence de l'Association d'Etudes Internationales*, 1-5 Mars 2005

- **Travaux universitaires :**

M. E. Campbell, *Discourse analysis of Rape in South African Townships (1948-1994): A Case for « Policing the Penis »*, Mémoire de Master, Université de Dalhousie, 2000

A. M. Currier, « The Visibility of Sexual Minority Movement Organizations in Namibia and South Africa », *Thèse de Doctorat*, Université de Pittsburg, 2007

C. Decoteau, « The Bio-Politics of HIV/Aids in Post-Apartheid South Africa », Thèse de Doctorat de Sociologie, 2008, Université du Michigan

J. Ellapen, « Locating Blackness : the 'Township Aesthetics' and Representations of Black Identity in Contemporary South African Cinema », Mémoire de Master en Arts Dramatiques, Université du Witswatersrand

- **Articles de journaux, documents légaux et documents politiques :**

Ad Hoc Committee of the President's Council, « Report of the Ad Hoc Committee of the President's Council on the Immorality Act No. 23 of 1957 », Cape Town, 1985

ANC, « May Statement : Launching the Commission on the Emancipation of Women », 1995

J. Green, J. Gordin, « Zuma 'shower theory' causing confusion », The Star, 10 avril 2006

P. Laurence « Sex and the African », Johannesburg Star, 18 Avril 1870

C. McGreal, « Aids myth drives South African baby rape crisis » The Guardian, 3 Novembre 2001

Pas d'auteur officiel, « Castro Hlongwane, Caravans, Cats, Geese, Foot and Mouth and Statistics : HIV/Aids and the Struggle for the Humanization of the African », document non publié, 2002

Reuters, « Curing Child Rapist is Impossible – Experts Say », Cape Argus, 4 Novembre 2001

SAPA, « Another Raped in baby in Upington Hospital », 25 Novembre 2001

SAPA, 'Real men don't rape women and children'

SAPA, « Solidarity : One Child Raped every Three Minutes in SA », Mail and Guardian, 3 Juin 2009

F. Schroeder, « Thousands march after another baby is raped », Cape Times, 25 Novembre 2001

- **Institutions internationales :**

B. Beresford, H. Schneider, R. Sember « Constitutional Authority and its Limitations : The politics of sexuality in South Africa », in « Sexpolitics : Reports from the Frontlines », Sexuality Policy Watch

E. Harsch, « L’Afrique du Sud face aux Inégalités », Afrique Relance, vol. 14, n°4, 2001, Publication du Département de l’Information des Nations Unies

UNDP, Rapport annuel 2007

S. Razavi, C. Miller, « From WID to GAD : Conceptual shifts in the Women and Development Discourse », UNRISD occasional paper, 2005

UNAIDS, «I care... do you ? », brochure diffusée à l’occasion de la World Aids Campaign en 2001

UNAIDS, « Nouvelles Données sur la Circoncision et la Prévention du VIH : Conséquences sur les Politiques et les Programmes », Consultation Technique de l’OMS et de l’ONUSIDA, Montreux, 6-8 Mars 2007.

UNAIDS, « South Africa : Country Situation », Juillet 2008

United States Committee on the Rights of the Child, 23<sup>ème</sup> session, citation issue des débats du 27 février 2002 accessible à partir du site [www.unhcr.ch](http://www.unhcr.ch).

- **Documents produits par des organisations sud-africaines :**

Statistiques de l’Institute for Security Studies : <http://www.iss.co.za/CJM/statgraphs/index.htm>

LoveLife, « South Africa’s National HIV Prevention Programme for Young people », Johannesburg, 2002

J.M Lötter, « Criminal Victimization : Some results from survey research”, in W.J. Schurink et al, Victimization : Nature and Trends, HSRC, 1992

J. Rauch, « Crime Prevention and Morality : The Campaign for Moral Regeneration in South Africa », Monograph, n°114, Avril 2005, Institute for Security Studies

SARPN, Fact Sheet: Poverty in South Africa, 2004

